

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

République centrafricaine

CYCLE DE
PROGRAMME
HUMANITAIRE

PUBLIÉ EN
JANVIER
2024



À propos

Ce document est consolidé par OCHA RCA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires humanitaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à orienter la planification stratégique conjointe de la réponse.

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Photo de couverture

Un enfant sur le site des déplacés à Alindao s'occupant de son frère cadet en l'absence de ses parents

©OCHA / V. Virginie Bero 2023.

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de joindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/car

Twitter : @OCHA_CAR

rW response

Le site web réponse humanitaire est destinée à être la plateforme central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

<https://response.reliefweb.int/central-african-republic>

Humanitarian action

Humanitarian action aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

www.humanitarianaction.info



Le FTS, géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

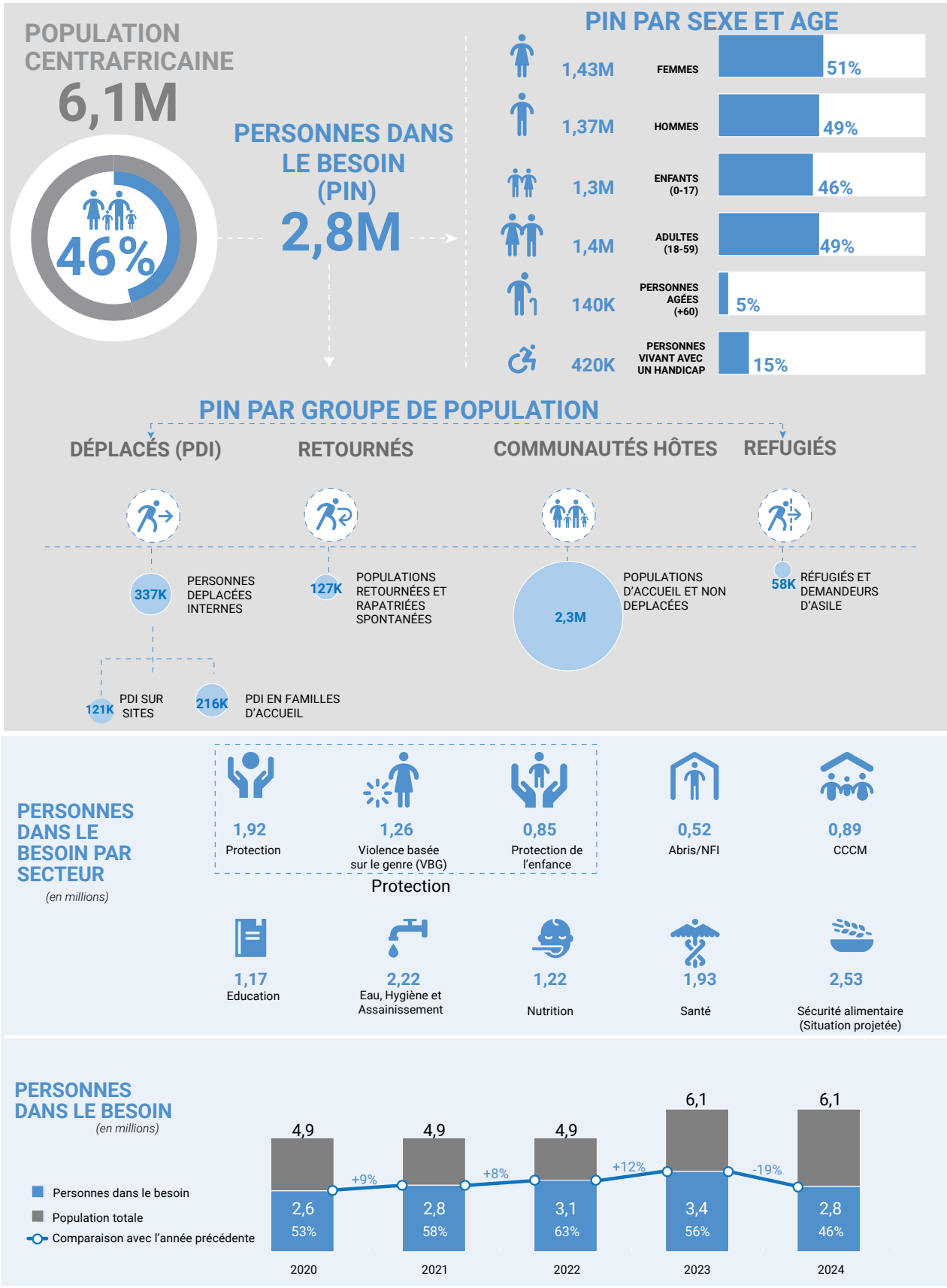
<https://fts.unocha.org/>

Table des matières

4	Résumé des besoins humanitaires et chiffres clés
7	Section 1 - Impact de la crise et situation humanitaire
8	Partie 1.1 - Contexte de la crise
15	Partie 1.2 - Chocs et impact de la crise
28	Partie 1.3 - Conditions humanitaires : Besoins et sévérité
32	Section 2 - Evolution projetée, et suivi de la situation et des besoins
33	Partie 2.1 - Analyse projetée des risques
36	Partie 2.2 - Calendrier et suivi de la situation humanitaire
39	Section 3 - Analyses sectorielles
40	Protection
43	DdR Protection de l'enfance
46	DdR Violences basées sur le genre
49	Abris-Biens Non Alimentaires
52	Coordination et Gestion des Camps
55	Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)
58	Éducation
62	Logistique
64	Nutrition
67	Santé
70	Sécurité alimentaire
74	Section 4 - Annexes
75	Partie 4.1 - Source des données et lacunes d'informations
76	Partie 4.2 - Méthodologie de calcul des personnes dans le besoin (PiN) et de la sévérité des besoins
81	Acronymes
83	Notes finales

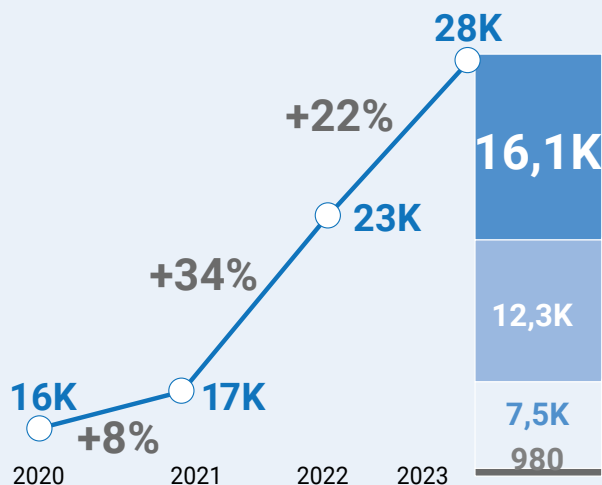
Résumé des besoins humanitaires et chiffres clés

EN UN COUP D'OEIL



Malgré un contexte opérationnel complexe, les acteurs humanitaires ont interrogé plus de 28 000 ménages, 429 informateurs/observateurs clés et 278 enfants*. Par ailleurs, 40 groupes de discussion/consultations ont été organisés.

TENDANCE DES MÉNAGES CONSULTÉS



RÉPARTITION DES ENQUÊTES PAR TYPE

Type d'enquête	PDI sur sites	PDI en familles d'accueil
DTM ¹	18%	82%
MSNA ²	38%	62%
Mécanisme de feedbacks collectifs	61%	39%

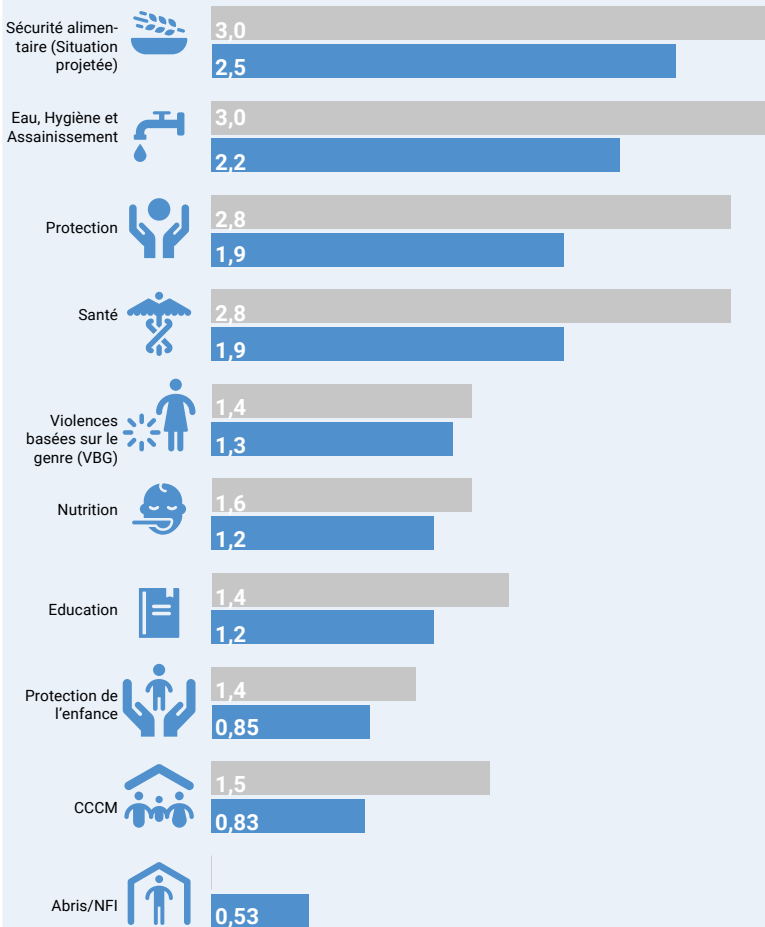
Éducation et protection de l'enfance : 710 enfants et informateurs clés.
 Etudes des barrières³: 246 femmes, filles et personnes handicapées.
 Baromètre CASH - GTS⁴: 24 informateurs clés et groupes de discussion.

*- enfant en âge de répondre

1- Matrice de suivi des déplacements, 2- Evaluation multisectorielle des besoins, 3- Etudes des barrières à l'accès à l'aide humanitaire pour les personnes handicapées, 4- Ground Truth Solutions

ÉVOLUTION DES BESOINS (en millions)

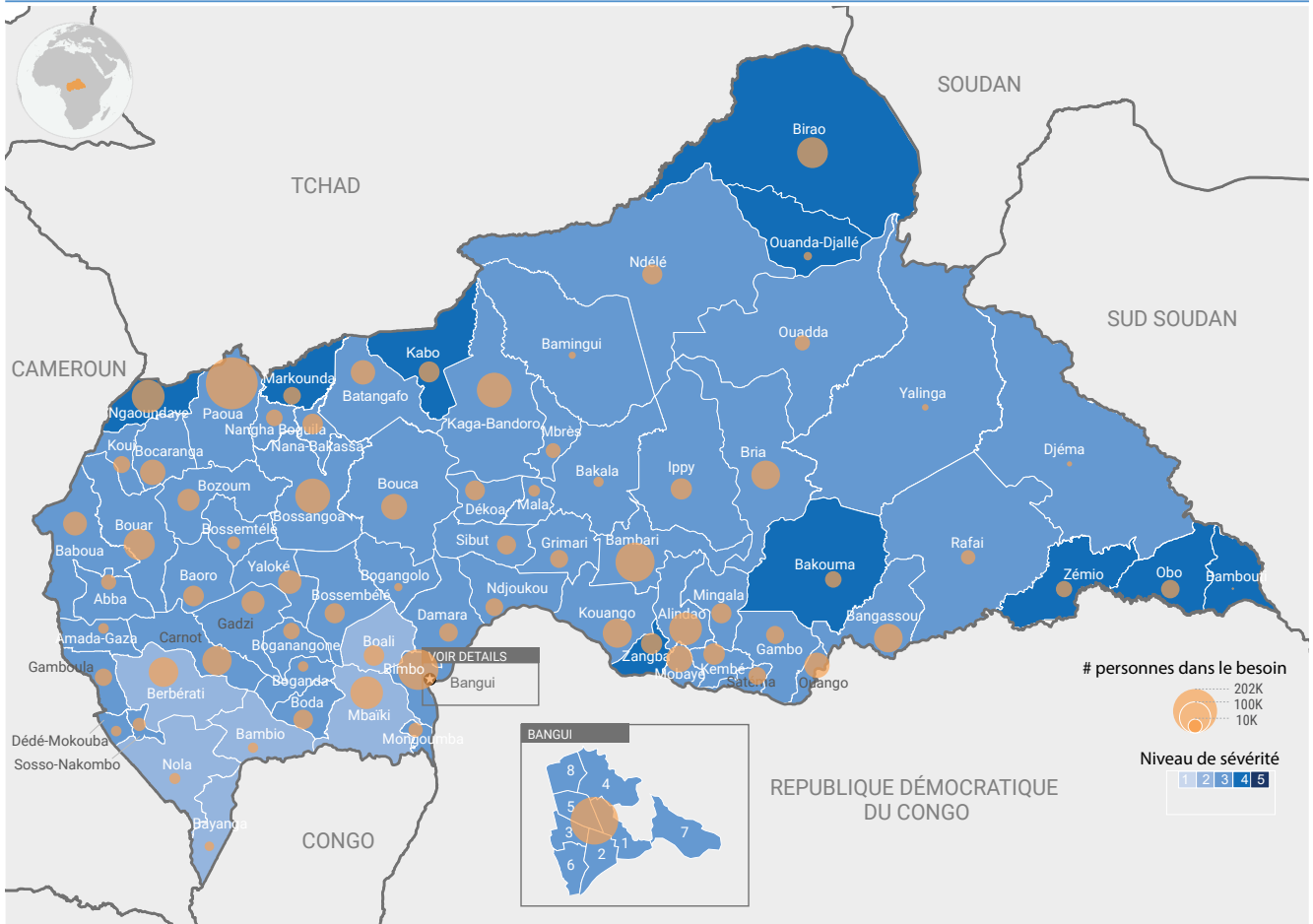
■ 2023 ■ 2024



FACTEURS AGGRAVANTS

- Poursuite des violence armées
- Conflit dans des pays voisins
- Présence d'engins explosifs
- Violence liée à la transhumance
- Pouvoir d'achat réduit, flambée des prix
- Affaiblissement des services de base
- Inondations
- Epidémie des cultures
- Epidémies sanitaires

SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



La violence contre les civils et les effets du changement climatique continuent de provoquer des déplacements vers ou à l'intérieur de la RCA.

Un Centrafricain sur cinq est soit déplacé interne soit réfugié, et le manque d'accès aux infrastructures et opportunités socio-économiques tant pour les déplacés internes que les communautés hôtes, constitue un facteur de vulnérabilité au-delà des besoins structurels préexistants.

En 2023, les déplacements engendrés par de nouveaux chocs sont relativement faibles comparé à l'année précédente.

Toutefois, l'émergence de nouvelles poches de tensions armées dans le sud-est de la RCA, et l'instabilité transfrontalière au nord (Tchad) et nord-est (Soudan), sont la cause de nouveaux foyers de vulnérabilités multisectorielles nécessitant une réponse d'urgence, portant à 2,8 millions le nombre de personnes dans le besoin humanitaire.

Section 1

Impact de la crise et situation humanitaire



[Alindao, Préfecture de la Basse-Kotto](#)

Malgré qu'ils aient atteint l'âge scolaire, ces enfants déplacés internes restent oisifs à Alindao.
©OCHA/Virginie Bero.

Partie 1.1

Contexte de la crise

Depuis plus d'une décennie, la République centrafricaine (RCA) est affectée par un conflit avec la présence continue de groupes armés. La violence à l'encontre des civils et les effets du changement climatique (inondations) continuent de provoquer des déplacements. Le manque d'accès aux infrastructures socio-économiques de base et aux opportunités socio-économiques oblige les personnes déplacées et les communautés d'accueil à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs pour répondre à leurs besoins, ce qui les rend plus vulnérables à l'exploitation et à la violence sexiste qui touche particulièrement les femmes et les filles. L'instabilité dans les pays voisins, notamment aux frontières de la RCA avec le Tchad, le Soudan et le Sud-Soudan, qui constituent les principales voies d'approvisionnement en produits de base pour certaines zones difficiles d'accès, a un fort impact sur l'économie locale.

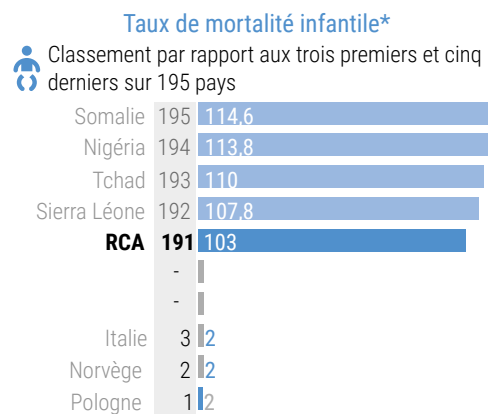
1.1.1- Démographie et facteurs socio-culturels

Caractéristiques de la population

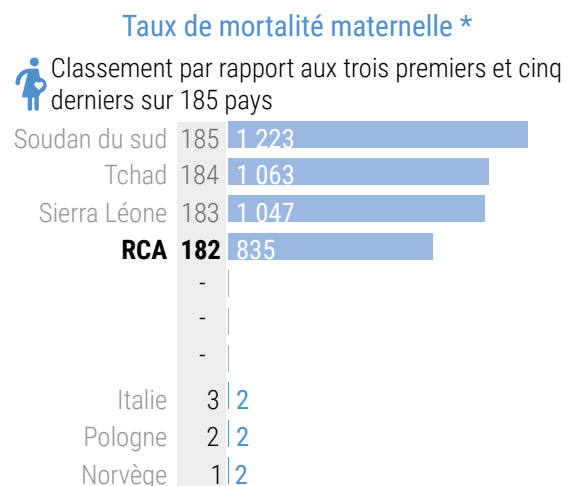
Une population jeune en constante augmentation.

La population centrafricaine est estimée à 6,1 millions de personnes selon les projections faites en 2022 par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), soit une augmentation de 56% depuis le dernier recensement de 2003.¹ Avec un taux de fertilité de 6,4% (2019), les femmes représentent 51% de la population totale contre 49% d'hommes, et les personnes de plus de 59 ans constituent à peine 4,6% de la population.² L'espérance moyenne de vie est de 54 ans contre une moyenne de 58 ans pour l'ensemble des pays voisins.³ Pour une population majoritairement jeune dont 78% a moins de 35 ans et 50 % moins de 18 ans, la densité de la population en RCA est passée de 6,2 à 9,7 habitants par km² en 20 ans, avec un taux d'urbanisation de 42,5%.⁴ Les villes de Bambari, Bangui, Berberati, Bimbo, Paoua et Mbaiki cumulent 39,4% de l'ensemble de la population et sont parmi les localités les plus peuplées.

Les taux de mortalité infantile et maternelle en RCA restent préoccupants à l'échelle mondiale. Malgré le taux de fécondité moyen d'environ 6 enfants par femme en âge de procréer (24,5% de femmes), le taux de mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans) en RCA est le cinquième plus élevé au monde avec 99 décès pour 1 000 naissances⁵ et le taux de mortalité maternelle est le quatrième plus élevé au monde avec 835 décès pour 100 000 naissances vivantes, sachant que seules 40% de naissances sont assistées par un personnel de santé.⁶



*pour 1 000 naissances vivantes



*pour 100 000 naissances vivantes

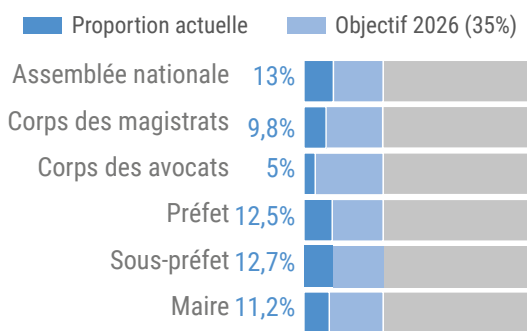
De plus, le taux de couverture en consultation prénatale (CPN4) est de 41,4% et seules 52% de femmes ont accès aux visites prénatales contre 58,6% d'accès aux visites postnatales. L'inégale répartition géographique des centres de santé et ressources humaines compétentes à l'échelle nationale explique en partie le niveau critique des indicateurs globaux de santé reproductive, sachant

qu'il existe une forte disparité entre le milieu urbain et rural (93% de sage-femmes travaillent en milieu urbain, et 7% en milieu rural où se concentre 60% de la population de RCA).

Diversités et vulnérabilités sociales

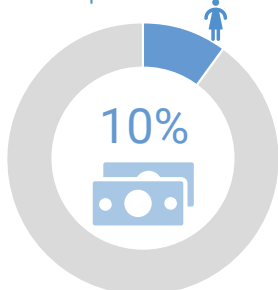
La discrimination contre les femmes au niveau de toutes les couches de la société traduit des vulnérabilités existantes dans tous les aspects de la vie quotidienne. Même si un ménage sur deux est dirigé par une femme⁷ et malgré l'adoption en 2016 de la loi sur la parité de genre, la RCA est classée 18^{ème} sur 191 pays en termes d'égalité des sexes.⁸ Le pays semble encore loin d'atteindre son engagement constitutionnel à atteindre le quota de 35% de femmes dans les instances de prise de décisions à caractère nominatif et électif d'ici à 2026.⁹ Selon ONU-Femmes, la RCA occupait le 154^{ème} rang concernant la participation féminine dans les postes électifs.

% de femmes dans les instances de décision



L'écart dans le traitement salarial reste considérable à l'échelle nationale, avec une différence de 40,6% entre hommes et femmes.

% de femmes disposant de compte bancaire



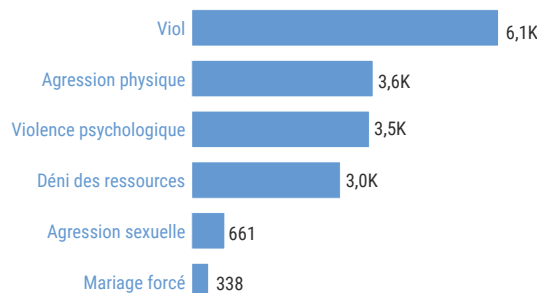
Concernant l'accès aux services économiques, seulement 10% de femmes de plus de 15 ans possèdent un compte bancaire au sein d'institutions financières.¹⁰ Cela montre les disparités entre hommes et femmes en matière d'inclusion financière et traduit un frein quant à leur pleine participation à la vie économique en dépit du

fait qu'elle représente une valeur ajoutée dans l'économie informelle.

La protection des femmes et filles en vue de leur autonomisation reste embryonnaire. Les écarts entre

les sexes contribuent à des taux élevés de violences basées sur le genre (VBG) : plus de 17 200 cas enregistrés entre janvier-juin 2023, dont 36 % de viols (dont 96% de survivantes sont des femmes et filles), 21% d'agression physique et 21% de violences psychologiques, selon le système commun de gestion d'informations sur les violences basées sur le genre (GBVIMS).

Nombre de cas de VBG par type (janvier - septembre 2023)

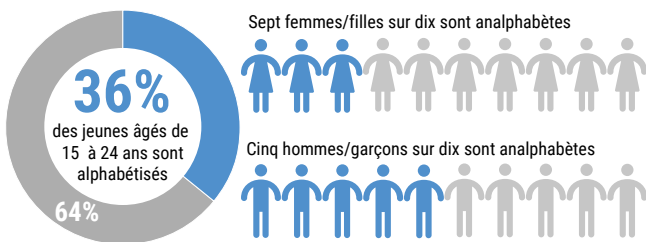


42,5% de ces violations ont été commises contre des enfants, dont 1,5% contre les garçons. Vu l'ampleur de la situation et au regard des femmes et des filles, cela représente un obstacle considérable à la pleine participation des femmes à la vie sociale et économique, mais aussi un handicap au plein épanouissement des filles dans la société centrafricaine. A cela s'ajoutent les violations des droits humains liés aux conflits affectant particulièrement les femmes et les filles. Les Nations Unies ont documenté 146 cas de violences sexuelles liées aux conflits faisant 196 victimes (2 hommes, 90 femmes, 102 filles, 2 groupes de victimes collectives), d'octobre 2022 à septembre 2023, dont 80% de cas de viols.

Si les femmes et les filles sont les plus touchées, les recherches menées par l'ONG internationale 'All Survivors Project' (ASP) en 2017-2018¹¹ puis en 2023 démontrent que les hommes et les garçons sont également confrontés à des violences sexuelles dans divers contextes, notamment dans le cadre de conflits, en détention et en tant qu'enfants soldats. Les violences sexuelles liées aux conflits continuent d'être utilisées comme arme de guerre en RCA tout au long des récents conflits. Sur la période janvier-septembre 2023, 21% de survivants de VBG sont des enfants (3 664 cas dont 71 garçons), contre 18% (3 093 cas dont 108 garçons) sur la même période en 2022.¹² 4% de victimes de VBG sur la période janvier-septembre 2023 sont des hommes et garçons. Toutefois, les données n'indiquent pas l'ampleur du problème car les hommes et les garçons sont réticents à révéler les incidents de violence sexuelle en raison de la forte stigmatisation dont ils font l'objet de la part des communautés et des prestataires de services.

Le lien entre déscolarisation, vulnérabilité géographique, pauvreté et mariage précoce est bien établi. La durée moyenne de scolarisation en RCA est de 5,3 ans pour les garçons contre 3,8 ans pour les filles, sachant que seulement 36% de jeunes centrafricains âgés de 15 à 24 ans sont alphabétisés (50% de garçons de 14-24 ans sont alphabétisés, contre 31% de filles de la même tranche d'âge).¹³ De plus, pour les localités éloignées (comme Sam-Ouandja) marquées par la présence des groupes armés et des difficultés d'accès physique, le taux d'analphabétisme des femmes et des filles est estimé à 90%.¹⁴

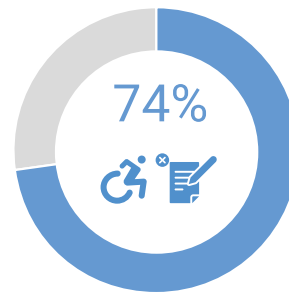
Taux d'alphabétisation chez les jeunes de 15 à 24 ans



Le taux de mariage des enfants avant 18 ans entre 2006 et 2022 est estimé à 61%, tandis que la prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) chez les filles âgées de 15 à 19 ans, entre 2004 et 2021 s'estime à 22%.¹⁵ Le lien entre déscolarisation et mariage précoce est bien établi puisque seules 17% de femmes/filles mariées avant 15 ans sont alphabétisées, tandis que 58% de femmes qui n'ont pas subi de mariage précoce le sont.¹⁶ Ainsi, la persistance des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles serait liée non seulement à la non-conformité de certaines dispositions des textes, aux instruments juridiques internationaux (l'article 211 du code de la famille permet le mariage des enfants sur autorisation parentale), mais aussi aux pressions sociales et culturelles, ¹⁷ à la religion, aux conflits armés, aux déplacements de population, à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et au manque d'accès aux moyens de subsistance.¹⁸

Les vulnérabilités liées au handicap sont manifestes et renforcées dès la naissance. Les personnes handicapées représentent 15% de la population centrafricaine. La RCA a ratifié en 2006 la Convention relative aux Droits des personnes handicapées et son protocole additionnel, mais sa mise en œuvre n'est pas encore effective. Ainsi, 31% de personnes handicapées interrogées en 2022 dans le cadre d'une étude de l'ONG Humanité et Inclusion (HI) affirment qu'elles font face à des situations de discrimination liées à leur handicap. En RCA, 73,8% de personnes handicapées interrogées

% des personnes handicapées qui ne savent pas lire ni écrire.



Souvent exclus des systèmes éducatifs, les enfants handicapés en âge d'être scolarisés vivant dans un contexte de crise n'ont quasiment pas accès aux salles de classe en raison d'infrastructures inadéquates ne prenant pas en compte leurs

besoins.

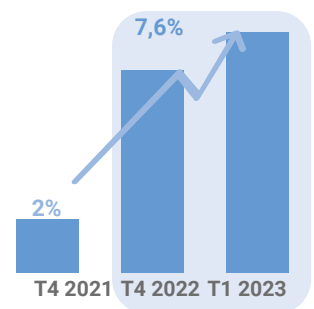
1.1.2- Contexte économique et moyens de subsistance

Malgré des niveaux d'inflation, la croissance du PIB reste envisageable. Selon l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la RCA, classée au 188ème rang sur 191 pays et territoires, est l'un des pays les plus pauvres au monde.¹⁹

Après deux années consécutives de marasme économique (2020 et 2021), l'activité économique en RCA a connu un arrêt complet en 2022 dû aux conséquences de la guerre en Ukraine, qui se prolonge en 2023, la pénurie de carburant sur le marché, et les inondations de 2022 et 2023. En conséquence, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est tombée à 0% en 2022.²⁰

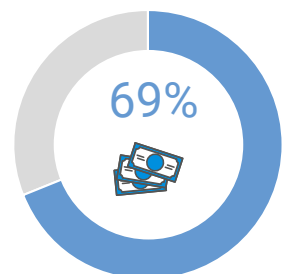
Niveau d'inflation aigu

T: trimestre



Selon les projections de la Banque Mondiale, le niveau de pauvreté reste inquiétant, 68,8% de la population vivant avec moins de 2,15 dollars par jour sur la période projetée 2023-2025.²¹

% de la population vivant avec moins de 2,15 USD par jour entre 2023 et 2025

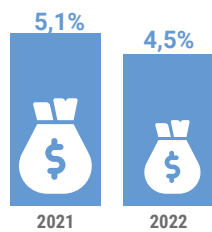


La forte dépendance à l'agriculture de subsistance, la foresterie et les industries extractives, qui restent sous-développées, font de la RCA l'un des pays les moins diversifiés du monde sur le plan économique.²² Cette fragilité aggravée par les multiples chocs (violences, catastrophes naturelles, engins explosifs) que traverse le pays sur la dernière décennie, se traduit par des faibles opportunités socio-économiques pour sa population à majorité jeune et une forte dépendance à l'égard d'exportations de matières premières dérivées du sous-sol et de l'environnement (exploitation du bois) : autant de facteurs empêchant le pays de créer les amortisseurs nécessaires à l'atténuation des chocs extérieurs.²³ En 2023, le taux d'inflation en RCA reste le plus élevé de la communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC),²⁴ et se manifeste dans les prix des transports (+17,1%), l'alimentation (+10,3%) et l'énergie (+3,5)²⁵ ce qui aggrave les vulnérabilités déjà préoccupantes de la population, et plonge des milliers de ménages dans une extrême pauvreté.²⁶

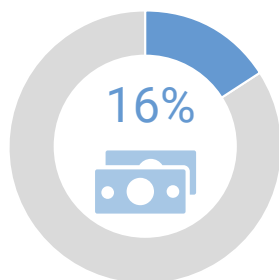
Accès au financement: Le déficit primaire intérieur a diminué à 4,5% du PIB en 2023 (contre 4% dans le budget initial en 2022, et 5,1% dans celui de 2021). En avril 2023, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de la facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant d'environ 191,4 millions de dollars pour une durée de 38 mois en faveur de la RCA, pour répondre aux besoins persistants de financement et maintenir les dépenses prioritaires pour les services publics de base dans la santé et l'éducation, afin de fournir un cadre qui permettra de poursuivre les principales réformes.²⁷ Toutefois, le système financier centrafricain reste contraint par le manque d'infrastructures de marché et de cadres juridiques et judiciaires. L'accès des entreprises au financement reste limité et dominé par des banques commerciales.

Dans les 16 préfectures du pays, seulement sept sont couvertes par des institutions financières plus ou moins structurées à cause de l'insécurité dans les régions.²⁸

Diminution du déficit primaire (PIB)



% d'adultes ayant accès à un compte auprès d'une institution formelle



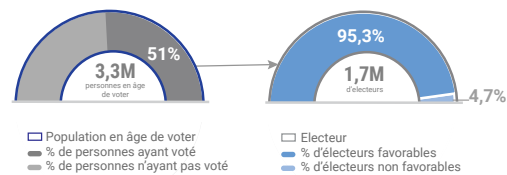
1.1.3- Contexte politique, juridique et légal

Espace politico-juridique interne

Une nouvelle constitution est en vigueur depuis le 30 août, à la suite d'un référendum, et d'un nouveau report des élections locales.

Bien qu'il y ait eu plusieurs manifestations et appels au boycott lancés par les principaux leaders de l'opposition politique, les groupes armés et la société civile, une nouvelle constitution a été adoptée après le référendum du 30 juillet 2023, avec 95,3% de votes en faveur de la réforme constitutionnelle, pour 1,7 millions d'électeurs ayant participé au processus.²⁹ Les principaux changements incluent notamment la création d'un poste de vice-président et la levée des dispositions limitant la durée du mandat présidentiel qui désormais est de sept ans, sans mention de la limite du nombre de mandats.

Taux de participation au référendum pour l'adoption de la nouvelle constitution



Les élections municipales et régionales, initialement prévues en 2022 et reportées au 16 juillet 2023 sont reportées au dernier trimestre de 2024. Plusieurs défis restent à relever avant la tenue des élections locales, y compris la révision du code électoral conformément à la nouvelle constitution. Ces élections locales constituent un risque d'instrumentalisation pouvant conduire à de nouvelles tensions affectant les communautés déjà fragilisées par les différents chocs, et aggraver ainsi la situation humanitaire déjà préoccupante, en particulier dans les zones rurales.

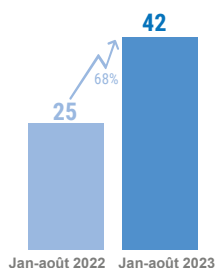
Maintien des acquis de l'accord de paix de février 2019 et du progrès judiciaire sur le plan national et international.

Le 6 février 2023 marque le quatrième anniversaire de la signature de l'APPR-RCA³⁰ signé entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés.³¹ En l'absence d'un cessez-le-feu effectif sur tout le territoire, des avancées sont visibles, notamment la dissolution de neuf groupes armés (sur les 14 membres signataires) entre décembre 2022 et avril 2023.³² Toutefois, les signataires de l'APPR continuent à le violer. 105 violations de l'accord ont été enregistrées en 2023 avec 89% d'entre elles affectant des civils et infrastructures associées, perpétrées par les groupes armés (90%) et par les forces armées centrafricaines (FACA) et les

Forces de Sécurité Intérieures (FSI) (10%).³³ Cependant, l'APPR-RCA et la feuille de route de Luanda signée en septembre 2021 restent les deux initiatives majeures fixant le cadre logique du processus de paix en RCA.

Sur le plan judiciaire, entre janvier et août 2023, la Cour Pénale Spéciale (CPS) a enregistré 74 plaintes dont 44

mandats d'arrêt délivrés



ont été traitées ou sont en cours de traitement. 42 mandats d'arrêt ont été délivrés entre janvier et août pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et violations des droits humains, contre 25 en attente d'exécution à

la même période en 2022.³⁴ 26 témoins et victimes ont bénéficié de mesures de protection contre 305 à la même période en 2022.

1.1.4- Sécurité et conflits

La reconfiguration de l'échiquier sécuritaire renforce la pression sur les ressources naturelles.

Deux ans après que les FACA et les Autres personnels de sécurité (APS) aient mené des opérations militaires contre des éléments des groupes armés, ces derniers ont été forcés de quitter les grandes villes pour les zones rurales et les pays voisins (Tchad et Soudan), trois nouveaux foyers de tensions à risques réels ont vu le jour en 2023, affectant directement les populations dans le nord-ouest, le nord-est et le sud-est.

Dans le sud-est, l'émergence en mars 2023 d'un groupe d'auto-défense dans la région du Haut-Mbomou a conduit à des séries d'attaques contre les positions d'un groupe armé à Bambouti et à Mboki, provoquant le déplacement de milliers de personnes et la suspension temporaire d'activités humanitaires dans la région. Le modus operandi de ce groupe armé rend difficile la collecte d'informations auprès des populations touchées par peur de représailles, ce qui pose un grand défi de protection.

Au nord-est, deux principales dynamiques ont influencé le contexte sécuritaire en 2023, notamment la guerre soudanaise et les affrontements entre les FACA et des groupes armés. Dans la préfecture de la Vakaga, les affrontements entre les éléments d'un groupe armé et les FACA à la fin janvier à Gordil, et à la mi-février à Sikikedé, ont causé de nombreuses pertes en vies humaines, y compris au sein des APS. Cette situation n'est pas sans conséquence sur la réponse humanitaire et l'accès aux populations dans le besoin. La présence croissante des combattants des groupes armés dans la Vakaga fait suite à la décision de septembre 2022, par laquelle le ministère des mines interdisait

aux prospecteurs locaux de travailler sur les sites de production d'or des préfectures de la Vakaga et de Bamingui-Bangoran, où les groupes armés généraient auparavant d'importants revenus à travers des taxes qui étaient imposées aux mineurs artisanaux³⁵. La concurrence pour l'accès aux ressources naturelles reste un facteur de conflit en RCA au-delà de la zone du nord-est. C'est l'exemple de la Ouaka où en mars 2023, neuf ressortissants chinois ont été tués lors d'une attaque contre une exploitation minière chinoise dans le village de Chingbolo, Préfecture de Ouaka.³⁶

Les conflits communautaires dans le sud du Tchad et les tensions liées aux déplacements cycliques d'éleveurs transhumants ont entraîné la montée de l'insécurité et un afflux de demandeurs d'asile tchadiens, de rapatriés centrafricains et des déplacements de population dans le nord-ouest (Paoua, Makounda, Nana-Bakassa, Bouar, Bocaranga et Bozoum). En janvier 2023, dans le nord-ouest de nouvelles attaques d'un groupe armé contre le poste de douanes de Béloko (premier poste de contrôle douanier centrafricain sur le corridor commercial entre Bangui et Douala au Cameroun) dans la préfecture de la Nana-Mambéré, a occasionné la destruction des bureaux et l'incendie d'une trentaine de camions de fret.

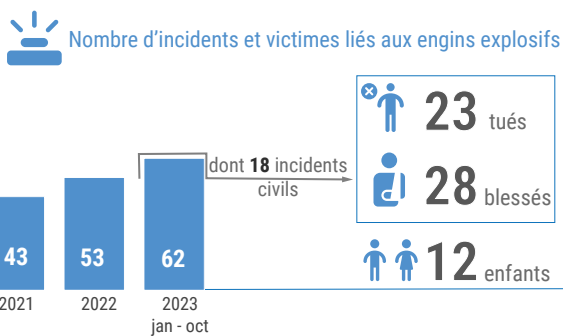
Dans leurs nouvelles offensives, les groupes armés recourent à des armes améliorées avec de fortes capacités de destruction, à l'instar des drones artisanaux et engins explosifs. En représailles, les FACA ont intensifié leurs opérations dans le triangle Ouadda – Sam-Ouandja – Ouanda Djallé et la préfecture de la Vakaga. Dans le même temps, il est important de considérer que les crises constantes en RCA depuis 2013 ont profondément perturbé les populations nomades et leur mode de vie pastorale (les M'bororo Fulani, les Aka, les Litho).

Une grande partie de la zone géographique occupée par les Mbororo, pour donner un exemple, a été le théâtre de la crise de 2013 et les conséquences sont encore visibles aujourd'hui. Les Mbororo sont majoritairement composés de groupes déplacés. Ils ont pratiquement perdu tous leurs moyens de subsistance, y compris leur bétail. Ils vivent dans une vulnérabilité totale, soit sur des sites pour personnes déplacées, soit dans leurs villages où ils sont appelés « rapatriés », soit dans de nouveaux villages où ils ont choisi de s'installer pour se protéger des groupes armés et autres bandits qui continuent de rançonner la population.³⁷

La recrudescence de l'utilisation des engins explosifs continue d'impacter l'action humanitaire en 2023.

L'utilisation d'engins explosifs a connu une recrudescence en 2023. 23 personnes dont 18 civils, ont été tuées, et 28 autres blessées dans 62 incidents et accidents impliquant des engins explosifs entre janvier

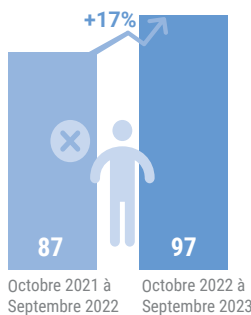
et octobre 2023.³⁸ En 2023, le nombre de personnes tuées atteint déjà le double par rapport à 2022, alors que le nombre d'incidents a augmenté de 15%.³⁹ Les régions les plus touchées sont les préfectures de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé, la Nana-Mambéré et de la Mambere-Kadei dans l'ouest du pays. L'incident le plus meurtrier de l'année est celui de février 2023, qui a coûté la vie à deux soldats des FACA et un autre personnel de sécurité, blessant cinq autres membres de leur patrouille sur l'axe Bossangoa-Bozoum.⁴⁰ Les civils sont les plus affectés par les incidents impliquant les engins explosifs en 2023, avec plus du trois quart de victimes dont 12 enfants, des proportions similaires à celles de 2022.⁴¹ Les travailleurs humanitaires n'ont pas été touchés par des engins explosifs en 2023. Cependant leur présence limite significativement l'accès humanitaire dans un contexte déjà marqué par plusieurs restrictions d'accès.



Malgré des acquis sécuritaires dans certaines villes, une corrélation est visible entre l'isolement de certaines communautés rurales et les enlèvements.

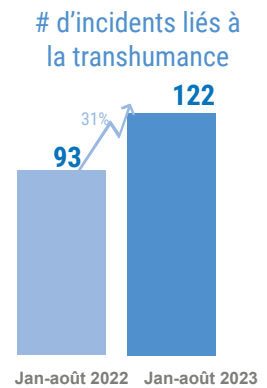
Les enlèvements sont devenus plus fréquents et représentent une nouvelle source de financement pour les groupes armés. Selon la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), 97 incidents d'enlèvements ont affecté 307 personnes entre octobre 2022 et septembre 2023 (87 incidents, 262 personnes affectée entre octobre 2021 et septembre 2022). La plupart d'incidents d'enlèvement ont été perpétrés par des groupes armés dans les préfectures de la Haute-Kotto, Nana-Mambéré et Ouham-Pendé. Le personnel de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et des services déconcentrés de l'Etat n'en sont pas épargnés, figurant au nombre de victimes entre novembre 2022 et mars 2023, après un enlèvement à Birao. En mars 2023, ce fut le cas pour trois mineurs chinois dans la préfecture de Nana-Mambéré, dans l'ouest du pays. Dans la même lancée, 30 civils ont été

Augmentation du nombre de cas d'enlèvements



enlevés sur l'axe Zémio-Mboki en contestation d'initiatives communautaires de consolidation de la paix entre les communautés.⁴²

La transhumance continue d'engendrer des chocs en RCA. Avec près de 16 millions d'hectares de pâturages, la RCA connaît d'importants mouvements transhumants entre novembre et mai dans 33 de ses 72 sous-préfectures, et près de 2 millions d'habitants vivent le long des couloirs de transhumance.⁴³ La transhumance interne et transfrontalière, en provenance du Cameroun, du Tchad, du Soudan et du Soudan du Sud, s'accompagne de tensions et violences entre éleveurs transhumants et agriculteurs, mais aussi entre groupes armés et éleveurs transhumants. Perçue comme une source d'enrichissement rapide, la transhumance suscite l'intérêt des groupes armés qui rançonnent les éleveurs sous prétexte de leur assurer une protection à défaut d'organiser des raids sur les troupeaux. Entre janvier et août 2023, 122 incidents de ce type ont été répertoriés dans 90 communautés, contre 142 dans 93 communautés sur la même période en 2022.



1.1.5- Infrastructures physiques et technologiques

Les infrastructures et services de transport, ainsi que les secteurs de l'énergie et de la télécommunication restent encore rudimentaires, et renforcent la pesanteur du développement d'activités socio-économiques au-delà de la capitale et des principales grandes villes du pays.

Transport et communication

L'absence de maintenance du réseau de transport encore embryonnaire affecte la qualité de la communication et des échanges économiques à l'intérieur du pays.

La RCA dispose de peu de routes praticables, avec seulement 3,5% de routes asphaltées (893 kilomètres) sur l'ensemble du réseau routier (25 600 kilomètres).⁴⁴ Le réseau routier est principalement déployé dans l'ouest du pays au départ de Bangui. Le mauvais état des routes affecte la circulation des personnes, de la fourniture, des biens et services, et l'accès humanitaire. Cette situation s'aggrave pendant la saison des pluies, durant laquelle certaines régions sont complètement coupées du reste du pays.

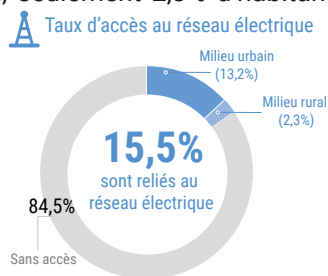
L'équation reste difficile à résoudre pour garantir une pleine indépendance en termes d'infrastructures de communication, principal levier de développement.

Malgré l'évolution de 8% de son taux de pénétration des infrastructures de communication (33% en 2020 contre 41% en 2022),⁴⁵ la RCA dépend étroitement des réseaux infrastructurels des pays voisins, y compris des câbles sous-marins en termes de communication. Le réseau d'opérateurs de téléphonie reste encore très localisé et concentré dans les villes chefs-lieux des sous-préfectures au détriment des axes. Moins de 10% d'habitants ont accès à Internet⁴⁶, et le pays compte une moyenne de 0,38 téléphone portable par personne (1,83 millions de téléphones portables)⁴⁷. Chez les Centrafricains de 15-49 ans, seulement 20,6% de femmes possèdent un téléphone portable,⁴⁸ ce qui est largement en dessous de la moyenne mondiale qui est de 80% pour les femmes.⁴⁹

Energie

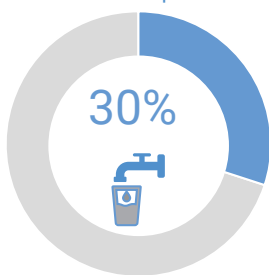
Les zones rurales semblent considérablement défavorisées malgré les efforts de diversité en sources d'énergie.

Seuls 15,5% de centrafricains sont reliés au réseau électrique, et sur ce total, seulement 2,3% d'habitants des zones rurales y ont accès.⁵⁰ 5,2% de ménages dépendent de l'énergie solaire, 7,8% en zone urbaine, contre 3,9 % en zone rurale.



Quant à l'eau potable, seulement 30% de la population totale y a accès⁵¹ avec un taux variant de 36,5% pour la ville de Bangui à 27% dans les zones rurales, où se concentrent pourtant plus de 60% de la population.⁵² Dans les préfectures de la Haute-Kotto, de la Vakaga, du Mbomou, de la Basse-Kotto et de la Sangha-Mbaéré, le nombre d'habitants par forage est largement au-dessus de 2 500, soit cinq fois plus que les normes. Cette situation est

% de la population ayant accès à l'eau potable



due à la vétusté et à la destruction des infrastructures de production et de distribution d'eau à l'intérieur du pays.

Environnement et changement climatique

L'exploitation des ressources a des impacts néfastes sur l'environnement. La RCA dispose d'un couvert forestier estimé à 35,8% du territoire, malgré diverses

pressions de déforestation. Avec 470 indices miniers répartis en 34 substances minérales, l'or et le diamant restent les plus exploités artisanalement,⁵³ contribuant à hauteur de 4% du PIB national. La pauvreté des populations alimente les migrations économiques vers les pôles miniers, et impacte l'environnement biophysique. L'exploitation artisanale des minerais constitue un point d'attraction particulier pour les groupes armés affaiblis en ressources par la durée des conflits, et une opportunité économique pour les communautés nomades effectuant des mouvements transfrontaliers cycliques depuis les pays voisins (Tchad, Soudan, Cameroun). En outre, 99% de ménages ont encore recours au charbon ou bois de chauffe comme principale source d'énergie pour la cuisine en RCA.⁵⁴ Les exploitations minières semi-industrielles et forestières ont des impacts néfastes sur l'environnement, affaiblissant le lit des cours d'eau qui sont utilisés par les communautés minoritaires vivant de la pêche et des produits maraîchers.⁵⁵ Cette menace est d'autant plus valable pour plusieurs populations minoritaires (pygmées) tirant l'essentiel de leur subsistance de la forêt.

Le changement climatique déclenche des besoins humanitaires et accroît les vulnérabilités.

Le climat en RCA se caractérise par une évolution tendancielle à la hausse de la température annuelle moyenne d'environ 0,3°C par décennie. Sur les 30 dernières années, les précipitations annuelles présentent une légère tendance à la hausse estimée à 8% s'accompagnant d'une hausse du nombre de jours de pluies.⁵⁶ Les aléas climatiques les plus marqués durant ces dernières années sont les tempêtes, les inondations, et les sécheresses (au nord).⁵⁷ La variabilité pluviométrique est marquée par l'augmentation de la fréquence (forte tendance) et de l'intensité (légère tendance) des événements extrêmes⁵⁸ qui conduisent à des inondations fluviales sur une grande partie du pays, et inondations urbaines dans les régions de l'Ombella-M'poko (Bangui) et Haute-Kotto (Bria).

En ce qui concerne les périodes sèches, les risques les plus élevés sont localisés dans les régions de la Vakaga et la Haute-Kotto.⁵⁹ Ces aléas climatiques irréguliers affectent également les pays voisins et ont imposé un changement dans les saisons culturales et le cycle pastoral, créant ainsi des tensions locales et des conflits cycliques entre les agriculteurs et les éleveurs, entraînant des décès et des déplacements. Les inondations de 2022 ont détruit plus de 18 000 hectares⁶⁰ de terres agricoles, réduisant ainsi la disponibilité des denrées alimentaires de base et aggravant l'insécurité alimentaire dans le pays, affectant directement plus de 100 000 personnes, impactant ainsi la situation humanitaire déjà inquiétante.⁶¹

Partie 1.2

Chocs et impact de la crise

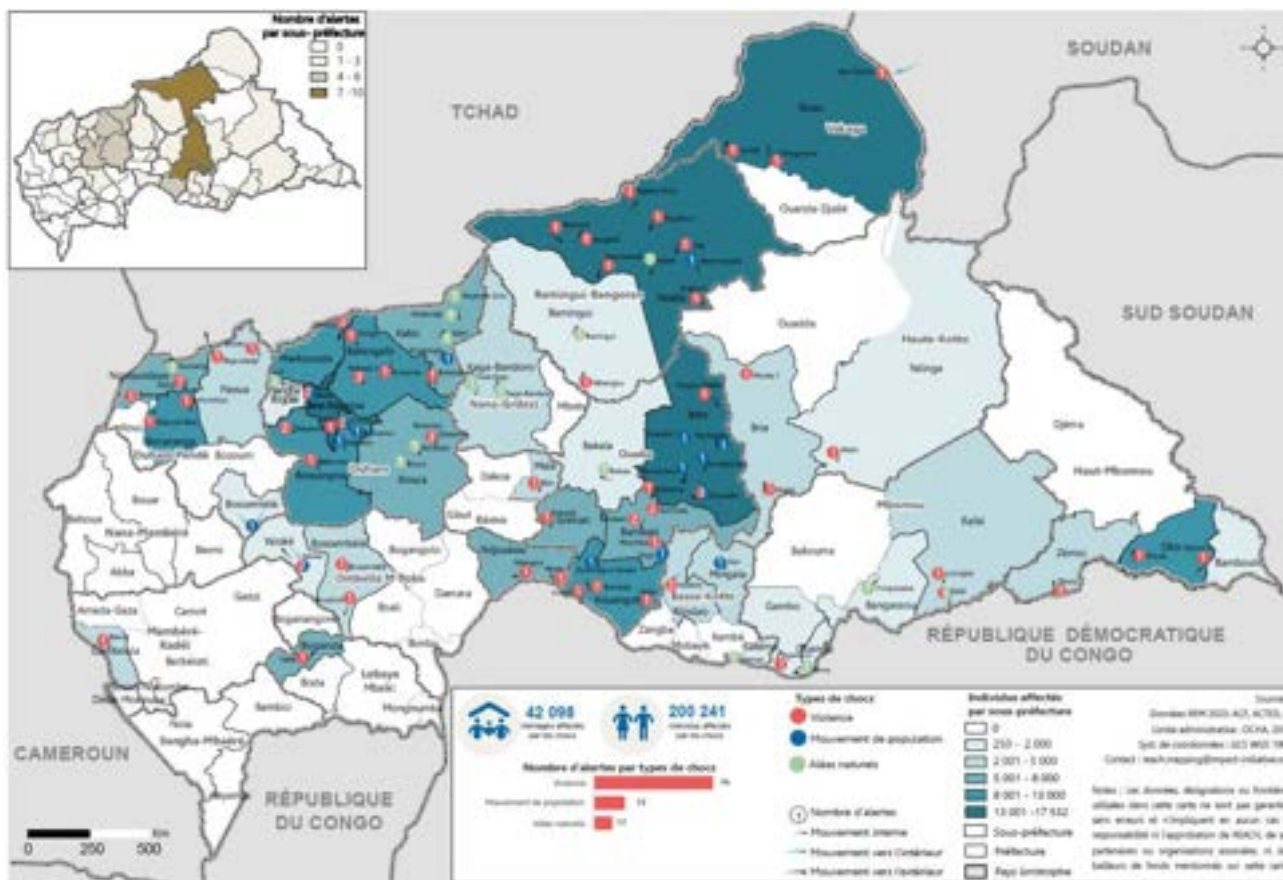


Ippy, Préfecture de la Ouaka

Arsène a été blessé par une arme blanche lors d'une attaque par des hommes armés alors qu'il chassait dans la forêt

©OCHA/A.Cadonau

Aperçu des alertes rapportées à travers le mécanisme de réponse rapide de janvier à octobre 2022

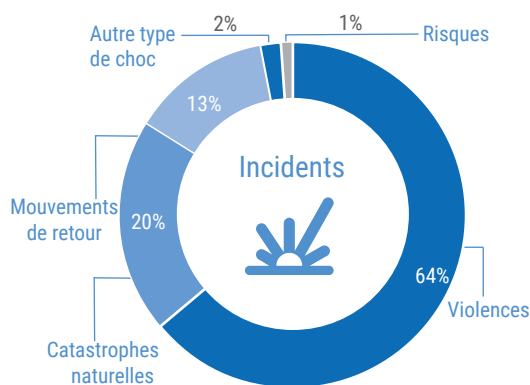


1.2.1- Analyse des chocs

En général, la situation humanitaire s’est sensiblement améliorée, mais une bonne partie de la population reste exposée aux chocs et à leurs conséquences. Selon le mécanisme de réponse rapide (RRM), 242 875 personnes ont subi au moins un choc entre octobre 2022 et septembre 2023, soit une baisse de 26,53% en comparaison à la même période l’année dernière. Ces chocs ont affecté 13 des 16 préfectures du pays : les préfectures de l’Ouham (31%), Ouaka (18%), Bamingui-Bangoran (10%) et Ouham-Pendé (8%) ont enregistré le plus de chocs sur cette période, où les attaques armées, menaces, arrestations et enlèvements constituent 64% de chocs comparativement à 57% l’année dernière.

De janvier à août 2023, près de 620 localités ont été affectées par les conflits armés en RCA avec plus de 2 000 incidents perpétrés par des acteurs armés contre les civils.⁶² Les catastrophes naturelles (20%), les mouvements de retournés ou rapatriés spontanés (13%), et les autres types de chocs comme des incendies et mouvements préventifs (3%) complètent la liste des chocs enregistrés par le RRM.⁶³

Nature des chocs sur les personnes entre octobre 22 et septembre 23



Plus de 166 000 personnes (74,1%) ont été directement affectées par les chocs liés aux violences en 2023, suivant la même tendance que l’année précédente en termes de classement par préfecture : l’Ouham et l’Ouham-Pendé ont enregistré le plus grand nombre de personnes affectées par les violences (respectivement 27% et 13% du total de personnes affectées), soit 40%

des populations victimes de violences pour l'année en considération. Plusieurs préfectures dont la Ouaka (4,68%), la Basse-Kotto (5%), la Haute-Kotto (6%) ont connu une baisse de chocs liés aux violences.⁶⁴

Cependant, le sud-est (Haut-Mbomou et Mbomou) comptabilise 13,2% de populations victimes de violences. Les localités ayant enregistré le plus grand nombre d'individus affectés par les violences dans le sud-est sont Obo (13 722), Zémio (3 040), Rafai (2 551) et Bambouti (1 000).⁶⁵

Le nord-est de la RCA a connu une augmentation des personnes victimes de chocs liés aux violences, surtout dans les préfectures de la Vakaga dont 8,4% de victimes entre octobre 2022 et septembre 2023 contre environ 5% de victimes entre octobre 2021 et septembre 2022 ; et Bamingui-Bangoran, avec 10% de victimes entre octobre 2022 et septembre 2023, contre environ 4% de victimes entre octobre 2021 et septembre 2022. Birao comptabilise une augmentation de plus de 95% de victimes sur une comparaison dans les mêmes périodes, en raison de l'intensification des opérations militaires dans certaines localités et de la crise au Soudan, ainsi que les combats entre les groupes armés et les FACA. Les tensions liées aux mouvements d'éleveurs lors du cycle de transhumance représentent plus de 5% des cas de violence, incluant les affrontements entre éleveurs et agriculteurs, le vol de bétail, le rejet des communautés transhumantes, etc. Les préfectures de la Mambéré-Kadéï, la Nana-Mambéré, l'Ouham, l'Ouham-Pendé et la Kémo sont les plus touchées par les incidents liés à la transhumance.

Selon les données RRM, les mouvements de population en RCA, y compris les retours et rapatriements spontanés ont concerné plus de 30 200 personnes. Quatre préfectures ont accueilli les plus grandes proportions de retour, notamment l'Ouham, la Ouaka, la Basse-Kotto et l'Ouham-Pendé. Malgré le fait que les chocs liés aux déplacements de population ont connu une baisse de plus de 55% entre octobre 2022 et septembre 2023, les mouvements de population augmentent la pression sur les maigres ressources dans les communautés d'accueil. Par exemple, dans l'impossibilité de se procurer de l'eau potable, 53% de personnes déplacées internes (PDI) dans les localités d'accueil s'exposent à des maladies hydriques en ayant recours à des sources d'eau non améliorées telles que les puits traditionnels et l'eau de surface.⁶⁶ Les personnes retournées présentent de ce fait des niveaux de vulnérabilité assez comparables aux personnes déplacées à la suite d'un choc violent.

Impact de la crise sur les personnes, systèmes et services.

Les mouvements de population ont baissé mais restent un impact majeur de la crise en RCA.

Un Centrafricain sur cinq est soit déplacé à l'intérieur du pays ou réfugié principalement dans les pays voisins.⁶⁷ La matrice de suivi des déplacements (DTM) a répertorié au 31 août 2023, 440 840 personnes (51% des femmes et 49% hommes) déplacées internes (PDI), 166 075 retournés internes entre janvier et août 2023, et 39 665 retournés de l'étranger en 2023. Parmi ces PDI, 27 % (120 520) vivent dans les sites et 73% (368 345) dans des familles d'accueil.⁶⁸ Cela représente une baisse globale de 25% (165 820 PDI) du volume global de déplacement par rapport à août 2022, où le nombre de PDI était estimé à 654 690 personnes.⁶⁹ Cette baisse globale du nombre de PDI par rapport au mois d'août 2022 ne traduit pour autant pas l'absence de facteurs de déplacements, ce qui explique le fait que les déplacements se poursuivent. D'ailleurs, la DTM estime que 13% de la population en situation de déplacement forcé s'est déplacée en 2023, et est majoritairement constituée de femmes et d'enfants de moins de 18 ans.

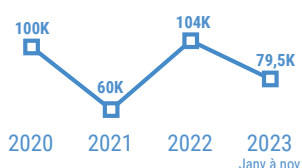
Les zones affectées par les violences, les affrontements entre groupes armés rivaux et contre les FACA, les incidents liés au cycle de transhumance, les inondations, ainsi que les exactions des groupes armés sont celles ayant enregistré les nouveaux déplacements, principalement dans les préfectures de Mbomou (+33%), Haut-Mbomou (+13%), Ouham (+10%) et Sangha-Mbaéré (+10%).⁷⁰ En outre, les retours ont augmenté de 4% pour les retours internes et 5% pour les retours de l'étranger. La hausse des retours internes est liée à l'occurrence des mouvements pendulaires de courte durée combinée à la relative amélioration de la situation sécuritaire, ainsi que les mauvaises conditions de vie en zones d'accueil. Ceci s'explique par l'insuffisance de l'assistance humanitaire dans les zones d'accueil des PDI, la perte des moyens de subsistance et les difficultés d'accès à des services de base. Quant aux retours de l'étranger, ils ont connu une certaine ampleur liée au retour forcé de centrafricains fuyant les violences communautaires au Tchad dans les communes de Mia-Pendé, Bah-Bessar et Makounda. De même, la guerre au Soudan continue également d'occasionner le retour de centrafricains dans la préfecture de Vakaga.⁷¹

L'insécurité, conjuguée à des problèmes plus structurels et à des aléas climatiques (inondations) contribuent à la vulnérabilité des populations. Ces chocs engendrent

des besoins importants en sécurité alimentaire, en éducation, en santé, en abris, et en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA). Les conditions de vies des PDI sont critiques avec 73% d'entre elles vivant dans des familles d'accueil, ce qui augmente la vulnérabilité de l'ensemble. L'accès à l'eau potable et à des services de base (santé, éducation) est contraint par le manque de moyens financiers, l'insécurité et l'insuffisance du personnel et des infrastructures de santé ou d'éducation. Cette situation humanitaire risque de se détériorer davantage avec l'activisme continue des groupes armés surtout dans la zone sud-est, ainsi que la dégradation des zones frontalières avec le Tchad et le Soudan.⁷²

Impacts néfastes des inondations dans les points chauds avec besoins humanitaires déjà aigus. Les retards dans le calendrier prévisionnel des pluies en 2023, ont contribué à réduire l'impact sur les populations. Ainsi, fin novembre 2023, la communauté humanitaire enregistre près de 80 000 personnes sinistrées, une baisse de 23% en comparaison à l'année 2022 (la rupture du barrage d'Am Dafock avait affecté plusieurs localités dans le nord-est). Cette année, plusieurs localités situées le long du fleuve Oubangui allant du Sud (Bangui) vers le Sud-est (ZAngba, Mobaye, Satema, Gambo, Ouango) ont été inondées, en plus des effets directs des précipitations dans d'autres zones du pays (Kabo, Ngaoundaye, Bouca, Ndele, Kaga-Bandoro, Kemo). De plus, plusieurs de localités subissent déjà d'autres types de chocs impactant également sur la condition humanitaire des ménages.

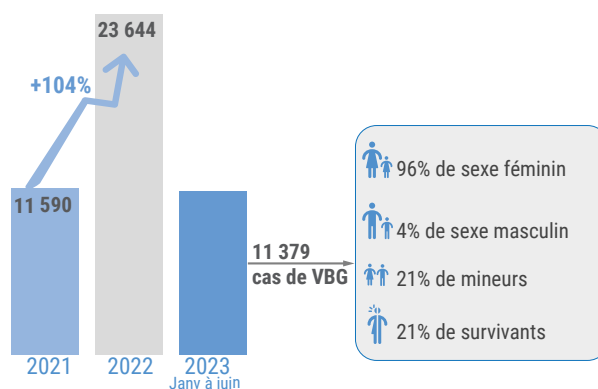
#de personnes affectées par les inondations au cours des quatre dernières années



Les cas de VBG et d'autres incidents de protection représentent encore des préoccupations majeures en 2023. En RCA, les VBG, dont les agressions physiques et psychologiques, les viols, les mariages d'enfants et les MGF sont renforcées par des normes socio-culturelles défavorables aux femmes et aux filles, et ce malgré l'existence de politiques et de textes normatifs en la matière. En 2022, le nombre total des cas de VBG rapportés par le GBVIMS a atteint 23-644 cas, représentant une augmentation de 104% d'incidents de VBG déclarés en 2021. Cette tendance se confirme en 2023 avec un nombre de cas de VBG de 11 379 dans la moitié de 2023 seulement, affectant plus les femmes

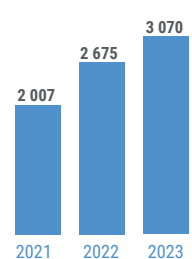
et filles dans 96% de cas reportés, et les mariages précoces représentent 4% du total des cas. Cette augmentation s'explique en partie par la persistance des conflits armés, l'autorité limitée de l'Etat et l'insécurité alimentaire ainsi que par la culture de l'impunité. Les enquêtes effectuées à la suite de l'occupation des villes par les groupes armés dans les préfectures du Mbomou et de la Haute-Kotto témoignent de l'ampleur et de l'extrême brutalité avec lesquelles les actes de violence sexuelle liés au conflit (VSLC) ont été perpétrés par certains groupes armés.⁷³ Cette augmentation du nombre de cas de VBG enregistrés est également due à une amélioration des systèmes de surveillance de la protection, ce qui facilite l'enregistrement d'un plus grand nombre de cas de VBG qu'auparavant.

#de cas de VBG au cours des trois dernières années



Une détérioration des droits humains malgré la dissolution de neuf sur 14 groupes armés. Les violations des droits humains perpétrés par les forces armées et les groupes armés persistent en RCA malgré la dissolution de neuf groupes armés (sur les 14 membres signataires de l'APPR) entre décembre 2022 et avril 2023.⁷⁴ Selon le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en RCA, plus de 1 690 cas de violations touchant 3 070 victimes ont été enregistrés entre janvier et septembre 2023, dans 15 préfectures.⁷⁵

Nombre de victimes des violations des droits humains (janvier - septembre)



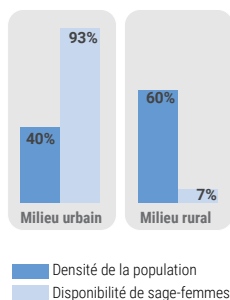
Source: OHCHR - Bureau du Haut-commissaire de Droit de l'Homme

Dans la Haute-Kotto, la détérioration de la situation des droits de l'homme (125 cas subis par 169 victimes) est principalement due à la détérioration du contexte sécuritaire dans le triangle Sam Ouandja -Ouanda Djallé-Ouadda.⁷⁶ Les concentrations de violations des droits humains ont été répertoriées dans l'ouest du

pays, notamment les préfectures de la Nana-Mambéré (100 violations, 132 victimes), Ouham (156 violations, 139 victimes) et Ouham-Pendé (89 violations, 230 victimes). Le HCDH a documenté une augmentation de violations des droits humains. Le nombre élevé de victimes documenté à Bangui et dans la préfecture de la Nana-Gribizi est dû aux arrestations et détentions arbitraires prolongées (dépassant le délai légal qui est de 72 heures pour la garde à vue) et aux conditions de détention qui ne respectent pas les normes minimales.⁷⁷

Un défi important en matière de santé publique. En RCA, l'accès aux services de base, notamment la santé et l'eau potable demeure un défi majeur pour la population, particulièrement dans les zones rurales.⁷⁸ En dépit de l'insuffisance en infrastructures (des 1 168 structures de santé, seules 1 019, soit 58% sont accessibles)⁷⁹ et personnel de santé, le pays fait

Disparité entre densité de population et disponibilité des sage-femmes



face à des épidémies qui reviennent de manière cyclique (rougeole, coqueluche, méningite, et polio de la souche vaccinale entre autres), surtout celles évitables par la vaccination. En outre, des maladies zoonotiques et vectorielles (variole du singe, fièvre jaune, dengue, paludisme) surviennent et seraient

aggravées par le changement climatique.

Le paludisme représentait la première cause de décès chez les enfants de moins de cinq ans, étant la raison de consultation (57% des consultations) et des décès (31% des décès) en 2022, et demeure une préoccupation majeure particulièrement pendant la saison des pluies (avril à septembre) où le nombre des cas connaît une forte augmentation. En 2023, le taux de positivité au test rapide de paludisme a été de 72% d'avril à juillet.

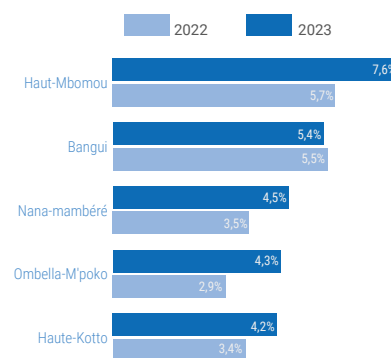
En ce qui concerne la prévalence du VIH/SIDA, la RCA est l'un des pays de la sous-région qui affiche une proportion élevée de personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVIH). Le nombre de PVVIH de plus de 15 ans a augmenté de 47%, passant de 77 000 en 2022 à 113 200 en 2023. De plus, dans la tranche 15-49 ans, la prévalence du VIH est en hausse de 0,8% (2,7% en 2022 contre 3,5% en 2023).

Les femmes et les filles, plus exposées aux violences basées sur le genre à travers le pays, sont aussi plus affectées par la hausse subite de la prévalence : cela est autant vrai pour les tranches d'âge 15-49 ans et chez les plus jeunes de 15-24 ans.⁸⁰

Le taux d'infection annuelle au VIH chez les 15-49 ans

est en hausse de près de 2%, ayant évolué de 0,9% en 2022 pour atteindre 2,6% en 2023 : cet indicateur est plus marqué dans le Haut-Mbomou (4,6%), Bangui (4,2%), Nana-Mambéré (3,5%), Vakaga (3,3%) et la Haute-Kotto (3%). D'autre part, la couverture en thérapie antirétrovirale des personnes de plus de 15 ans a considérablement chuté, passant de 67,8% en 2022 à 50,2% en 2023. Cela est d'autant plus marqué chez les femmes enceintes vivant avec le VIH, où seulement 39% (contre 50% en 2022) ont reçu un traitement antirétroviral pour prévenir la transmission verticale du VIH.⁸¹

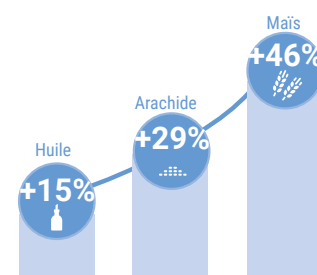
Top 5 des préfectures les plus affectées par la hausse de prévalence de VIH en 2022 et 2023



Des poches de vulnérabilités en lien avec l'insécurité alimentaire et la malnutrition continuent d'aggraver les conditions de vie des populations.

L'accès à la nourriture et la disponibilité d'un large éventail d'aliments apportant les nutriments nécessaires au bien-être physique sont fortement limités par des décennies de conflit, le manque de services sociaux de base, et exacerbés par la pauvreté.

Augmentation des prix des denrées alimentaires en 2022



Selon les derniers résultats du Cadre intégré de classification des phases de la sécurité alimentaire (IPC) de septembre 2023, la situation d'insécurité alimentaire aiguë reste relativement stable, mais préoccupante pour la période actuelle (septembre 2023 à mars 2024). Un peu plus de 2 millions (33%) de la population analysée est classée en situation de crise et urgence (phases 3 et 4 de l'IPC) et a besoin d'assistance alimentaire immédiate pour la période actuelle, coïncidant avec la période des récoltes. Pour la période de soudure (projetée) d'avril à août 2024, en cas d'absence d'assistance alimentaire, la

situation pourrait se détériorer, faisant basculer environ 2,5 millions (41%) de la population totale analysée en insécurité alimentaire aiguë (phases 3 et 4 de l'IPC), parmi lesquelles près de 521 000 personnes en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC).⁸²

La situation nutritionnelle des enfants, femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) est restée aussi préoccupante dans le pays au cours de l'année 2023, avec une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 5,5% avec des disparités au niveau des préfectures.⁸³ Les résultats des analyses IPC malnutrition réalisées en 2023 ont montré une détérioration de la situation nutritionnelle des enfants et des FEFA, avec 52 sur 79 sous-préfectures qui ont été projetées en phase 2 de l'IPC malnutrition pour la période allant d'octobre 2023 à mars 2024, et 12 sous-préfectures plus un site de réfugiés projetés en phases 3 et 4 (sérieuse et critique) de l'IPC malnutrition (données collectées entre août - septembre 2023).

La guerre au Soudan, conflit dans le sud du Tchad, et leur impact sur la RCA.

Entre avril et octobre 2023, plus de 20 000 personnes, majoritairement des femmes et des enfants, dont 15 476 réfugiés et 4 701 rapatriés centrafricains, fuyant la guerre au Soudan⁸⁴, ont trouvé refuge en RCA dans les préfectures de Vakaga (Birao et Am-Dafock), Bamingui-Bangoran (Ndele 656 personnes), et celle de la Haute-Kotto (Sam-Ouandja 2 408 personnes).

Étant donné que le Soudan approvisionne plusieurs villes dans le nord-est de la RCA, notamment Birao et Ndelé, la guerre à travers l'insécurité qu'elle a engendré le long de la frontière ont fortement perturbé la circulation entre le Soudan et la RCA. Cela a entraîné une forte augmentation du prix des produits de première nécessité.⁸⁵ Dans la région nord-est de la RCA où 97% des marchandises proviennent habituellement du Soudan, l'interruption du commerce transfrontalier a entraîné une augmentation de 20% sur le coût du panier de consommation minimum à Birao, les produits essentiels comme le sucre, l'huile, le sel, le savon et la farine étant devenus rares et parfois indisponibles sur les marchés locaux. Cette situation aggrave la vulnérabilité des 40% de la population qui souffre déjà d'insécurité alimentaire aiguë dans la région.

La zone frontalière entre le Tchad et l'Ouham-Pendé connaît une détérioration sécuritaire continue avec la présence des groupes armés et les conflits communautaires. Depuis avril 2023, les conflits communautaires impliquant des éleveurs transhumants et agriculteurs tchadiens ont éclaté dans des villages frontaliers à la RCA. Ces violences ont entraîné la fuite de 31 790 demandeurs d'asile tchadiens et 5 617

rapatriés centrafricains qui ont trouvé refuge, entre autres, dans les communes de Mia-Pendé, Bah-Bessar et Makounda en RCA.⁸⁶ Ces déplacements ont amplifié les besoins humanitaires, et les risques de protection dans la zone.

Selon une enquête de l'OIM menée auprès de la population de Mia-Pendé et Bah-Besar dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, environ le quart des ménages (24%) ont été confrontés à des incidents de protection affectant leur bien-être physique et mental au cours des 30 jours précédant l'évaluation (vols, agressions).

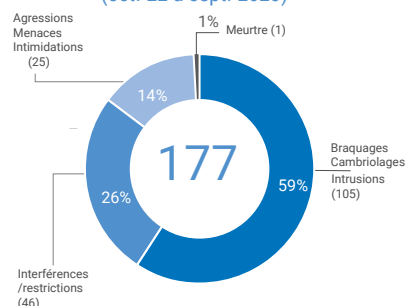
Ce pourcentage est plus élevé chez les demandeurs d'asile et retournés fuyant le Tchad (30%), en comparaison à la population hôte (20%). Par ailleurs, 32% de ménages ont des préoccupations en matière de sécurité et sûreté, tandis que 42% ont des préoccupations en termes de protection des femmes. Ceci démontre la persistance des risques de VBG pouvant être occasionnées par divers facteurs, incluant la promiscuité au sein des abris et les risques encourus sur les chemins d'accès aux services de base (eau, santé).⁸⁷ En outre, 20% de ménages ont été confrontés à des restrictions de mouvements au cours des trois mois précédant l'évaluation. Ce pourcentage atteint le quart de ménages (24%) dans la commune de Bah-Bessar. Ces restrictions de mouvements sont liées aux tracasseries avec les forces de l'ordre et les contrôles d'identité lors des déplacements.⁸⁸

Impact sur l'accès

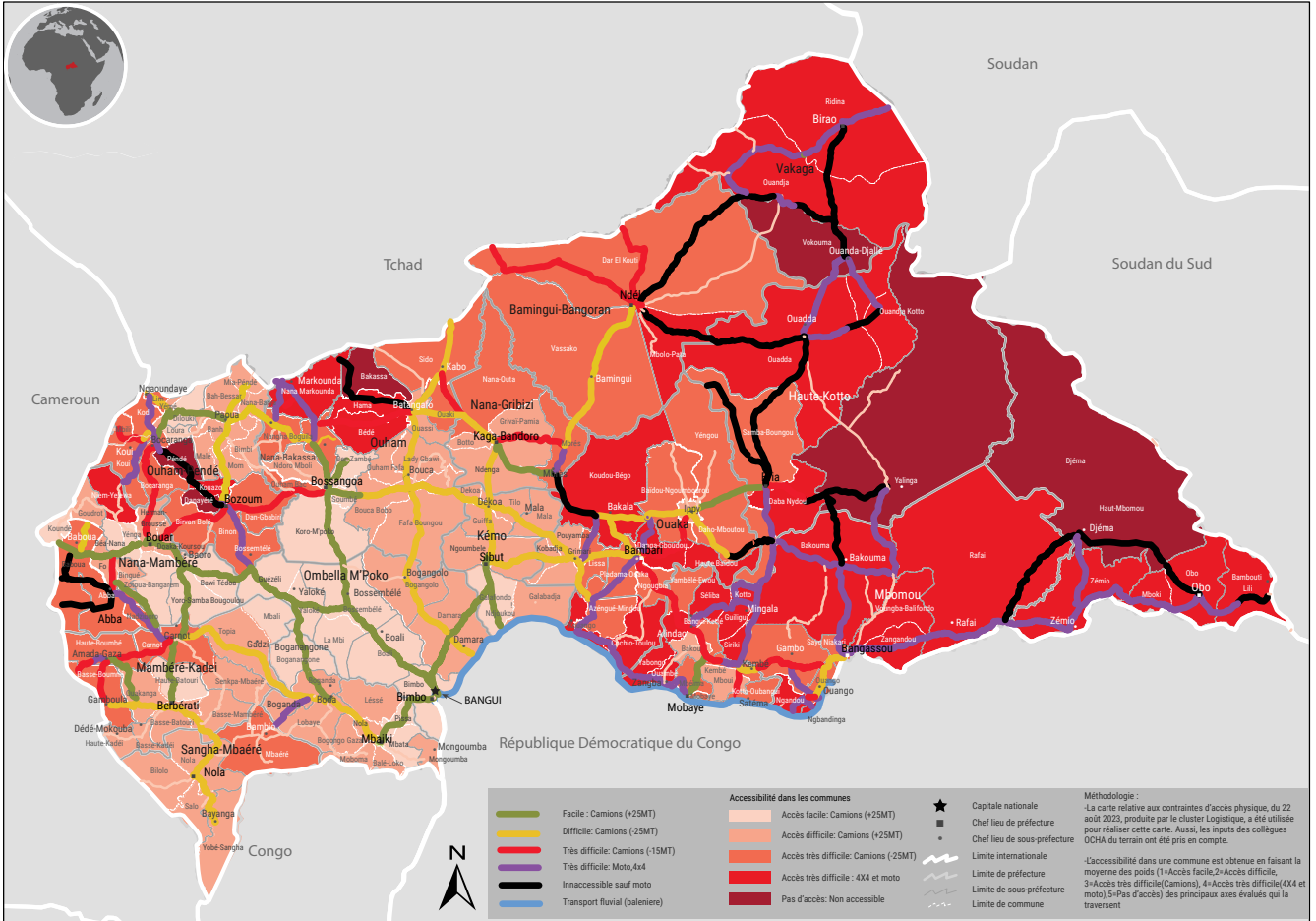
Les contraintes d'accès humanitaire les plus significatives y compris les violences contre le personnel, les attaques contre les biens et infrastructures humanitaires, ont constitué un frein d'accès aux populations et aux services humanitaires.

Entre octobre 2022 et septembre 2023, le bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a recensé 177 incidents contre les humanitaires, soit

Type d'incidents ayant affecté les acteurs humanitaires (oct. 22 à sept. 2023)

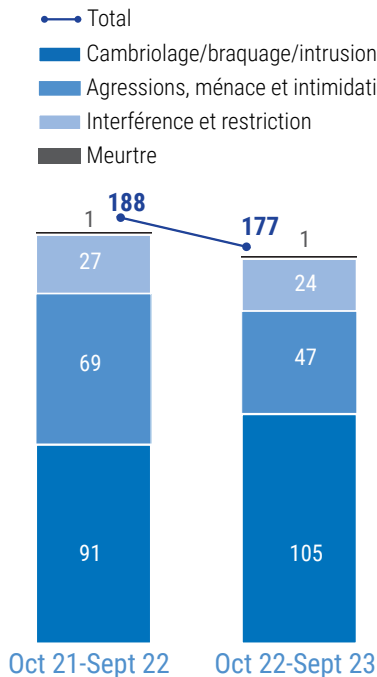


Aperçu de l'accès physique dans les communes



une baisse de 6% en comparaison à la même période l'année précédente. La majorité de ces incidents sont

Incidents ayant affecté les acteurs humanitaires



répertoriés dans les sous-préfectures de Bangui, Batangafo et Obo.⁸⁹ 59% (105) de ces incidents étaient des braquages, cambriolages et intrusions ; 27% (47) des incidents liés aux interférences et restrictions de mouvements, et 15% (24) des incidents d'agression, menaces et intimidations contre des travailleurs humanitaires.

L'incident le plus significatif a eu lieu le 24 mai entre Birao et Am-Dafock,

dans la préfecture de la Vakaga, lorsque des hommes armés non identifiés ont intercepté et braqué un véhicule affrété par une ONG humanitaire. Durant cet incident, les éléments armés ont abattu le chauffeur du véhicule et volé les moyens de communication, autres équipements, et argent des passagers du véhicule.

Les confrontations armées dans plusieurs localités du pays (surtout dans le nord-ouest, nord-est) sont en partie liées aux fréquents braquages perpétrés sur les axes, y compris contre les acteurs humanitaires. Le 24 mai, des éléments armés ont tué le chauffeur d'une ONG humanitaire lors du braquage de son véhicule entre Birao et Am-Dafock.⁹⁰ Les contraintes d'accès physique dues au mauvais état des routes, la présence des engins explosifs surtout dans l'ouest et les tensions entre les groupes armés restent des défis majeurs pour l'accès humanitaire.



Opérations militaires et hostilités entravant les activités humanitaires.

Dans le Haut-Mbomou, la naissance d'un nouveau groupe armé en mars 2023 a engendré des affrontements entre différents groupes armés à Bambouti et Mboki, accentuant les risques de braquages de plus en plus

fréquents sur les axes, et qui ont considérablement limité les mouvements et les activités humanitaires. La situation sécuritaire très tendue a poussé plusieurs partenaires humanitaires à suspendre leurs interventions pendant plusieurs mois de l'année 2023 à Djema, Mboki et Obo.

Le nord-est du pays a connu une augmentation d'attaques armées contre les FACA. En février, un groupe armé a pris le contrôle de la ville de Sikikedé (Préfecture de la Vakaga), et les affrontements qui ont suivi ont considérablement perturbé l'accès humanitaire. En juin, la situation s'est étendue à Gordil, et la périphérie de Birao jusqu'à Ouanda-Djallé, entraînant la suspension d'activités humanitaires déjà très limitées dans cette zone. En mai, deux équipes humanitaires avaient été évacuées de Tiringoulou et Gordil par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) et la MINUSCA. Par ailleurs, le risque d'une aggravation de la situation humanitaire et sécuritaire à la frontière avec le Soudan persiste.

Dans le nord-ouest, plusieurs attaques des groupes armés ont été signalées contre les forces de sécurité nationales, notamment avec l'utilisation d'engins explosifs. La présence des groupes armés tchadiens en territoire centrafricain a été enregistrée au nord de Paoua. En mai, des opérations militaires conjointes entre les forces de sécurité de la RCA et du Tchad ont eu lieu dans la commune de Lim-Pende.



Ingérences dans la mise en œuvre des activités humanitaires. Entre octobre 2022 et septembre 2023, 47 cas d'ingérences et restrictions (interdictions à circuler, taxations, fouilles, etc.) affectant les humanitaires ont été enregistrés, contre 18 cas sur la même période en 2022. En février 2023, en prévision d'éventuelles opérations militaires dans le nord-ouest, les activités et mouvements humanitaires sur les axes autour de Birao avaient été temporairement suspendus par les autorités locales. En avril, un leader d'un groupe armé avait interrompu la mise en œuvre d'une activité humanitaire dans la zone d'Alindao et conditionné sa reprise au versement d'une somme d'argent. En juin, une équipe humanitaire a été retenue plusieurs heures durant, sans possibilité de communiquer dans la zone de Mingala, en raison d'une opération militaire en cours. Certaines ONG ont accusé des retards administratifs dans le traitement de dossiers de renouvellement d'agrément et conventions de partenariat, ainsi que pour l'obtention de leurs listes d'importation validées. En conséquence, elles ont subi des coûts substantiels en droits de douane et frais de visa.



La menace liée à l'accumulation d'engins explosifs entrave l'accès et la réponse humanitaire. Les accidents impliquant des engins explosifs en particulier dans l'ouest (Nana-

Mambéré, Ouham-Pendé), ne cessent de prendre des proportions croissantes en RCA depuis avril 2021. Plus de 24 personnes (dont 19 civils) ont été tuées, et 28 blessées dans 60 incidents et accidents impliquant des engins explosifs entre janvier et septembre 2023.⁹¹ Les travailleurs humanitaires n'ont pas été touchés par des engins explosifs mais la présence, avérée ou présumée, d'engins explosifs limite gravement l'accès humanitaire dans un contexte déjà marqué par des restrictions d'accès en raison de conflits armés et de contraintes physiques. La simple suspicion d'une présence d'engins explosifs sur certains axes suffit pour suspendre tout mouvement humanitaire sur ces axes, avec des conséquences néfastes pour les personnes en besoin d'assistance humanitaire.



Environnement physique et infrastructures. La dégradation

avancée des infrastructures dans le pays est un des obstacles majeurs à l'accès humanitaire en RCA. En période de saison sèche, les acteurs humanitaires bénéficient d'un meilleur accès vers les localités éloignées, notamment dans l'est du pays en proie à des difficultés d'accès physique très importantes (Vakaga, Haut-Mbomou, Haute-Kotto). En revanche, en saison pluvieuse, la dégradation des routes, des ponts et bacs défectueux deviennent des obstacles difficilement surmontables surtout dans le nord-est et sud-est où les axes sont presque inaccessibles par les moyens roulants.

En juin, une rupture de carburant pour avion (Jet A-1) dans le pays a entraîné des perturbations importantes de vols humanitaires. Cette situation se dégrade davantage chaque année, à cause de l'absence de travaux d'entretien et de réhabilitation sur les principaux axes du pays. Une synergie s'avère nécessaire avec d'autres catégories d'acteurs pour faciliter l'accès humanitaire à travers la réhabilitation d'infrastructures routières, comme les axes Batangafo-Ouandago, Obo-Bambouti, plusieurs tronçons de l'axe Bambari-Alindao, les bacs de Zangba et Bombala, et deux ponts sur l'axe Carnot-Gadzi.

Plusieurs restrictions imposées au mouvement du personnel et des biens humanitaires vers le pays

En 2023, plusieurs fouilles de véhicules humanitaires par des forces de sécurité intérieures (FSI) ont été recensées, spécialement dans la Ouaka et Basse-

Kotto La plupart de ces contrôles se sont focalisés sur la vérification de la documentation et des moyens de communication des humanitaires. Le prélèvement de taxes illégales par des groupes armés à des barrières érigées surtout sur les axes de la Basse-Kotto (Dimbi-Pombolo, Kembé, Alindao-Bokolobo, Alindao-Mingala et Mobaye-Zangba), reste un défi majeur dans la zone. Même si des patrouilles sont organisées par la MINUSCA, les barrières illégales sont rétablies dès l'éloignement des convois, imposant des prélèvements pécuniers sur plusieurs axes.

Dès janvier 2023, la circulation transfrontalière avec le Soudan a connu des perturbations sécuritaires, entraînant une forte augmentation des prix des produits de première nécessité, y compris d'intrants humanitaires provenant du Soudan. En plus, la destruction du point d'entrée principal du pays lors d'une attaque par des éléments d'un groupe armé contre une position FACA/APS à Béloko en janvier 2023 a temporairement interrompu la circulation des camions commerciaux entre le Cameroun et la RCA jusqu'au 27 janvier. Cette fermeture temporaire de la frontière a causé des retards dans la livraison de biens humanitaires venant du Cameroun.

Tendances humanitaires et assistance apportée en 2023

Les besoins humanitaires en RCA restent à des niveaux critiques malgré une amélioration sensible du contexte, rappelant que seule l'assistance humanitaire n'est pas suffisante pour le bien-être de la population.

La crise en RCA continue d'être marquée par des niveaux inquiétants de besoins humanitaires et de protection, aggravés par l'émergence de nouveaux centres de crise dans le nord-est, le nord-ouest et le sud-est du pays.

Malgré une réduction de 27% des chocs humanitaires au cours de l'année écoulée, on constate une augmentation du nombre de chocs liés à la violence, et l'arrivée de réfugiés et demandeurs d'asile, qui a créé une pression supplémentaire sur les ressources déjà limitées des ménages hôtes. L'utilisation croissante d'engins explosifs constitue un héritage durable des conflits, avec lequel les communautés locales devront apprendre à vivre pendant des décennies, faisant perdurer le besoin de soutien pour atténuer les risques et accéder aux services.

La poursuite de l'aide humanitaire en faveur des populations vulnérables du pays reste donc critique, mais ne suffira pas à elle seule pour rétablir le bien-être de la population, notamment pour le rétablissement de la sécurité et des services sociaux de base pour lesquels d'autres types d'acteurs sont mieux adaptés.

Malgré ces perspectives, l'amélioration de la situation sécuritaire dans certaines parties du pays a contribué à deux résultats principaux : 1) l'amélioration des tendances humanitaires sur certains aspects clés, notamment les déplacements, 2) des meilleures conditions pour investir dans les infrastructures socio-économiques de base afin de permettre le renforcement de la résilience des communautés centrafricaines afin de réduire les besoins humanitaires sur le long terme.

Vers une amélioration relative du pourcentage de centrafricains en situation d'insécurité alimentaire.

De septembre 2023 à mars 2024, 2 millions de personnes, soit 33% de la population, sont classées en situation d'insécurité alimentaire sévère au point que seule l'assistance humanitaire ne peut suffire pour rétablir leur bien-être. Ces chiffres représentent une amélioration par rapport à la même période sur les deux dernières années, où 43% et 44% de la population se trouvaient dans un état d'insécurité alimentaire élevé. Les projections pour la période de soudure d'avril à août 2024 prévoient une augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire à 2,5 millions, correspondant presque au même niveau durant la même période en 2022, et souligne le rôle critique que les humanitaires continueront à jouer dans la fourniture de l'assistance. Malgré une légère amélioration, la situation nutritionnelle des enfants, et FEFA est restée aussi préoccupante dans le pays au cours de l'année 2023, avec une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 5,5%, avec des disparités au niveau des préfectures. 56 sous-préfectures et un site de réfugiés font partie des zones en phases 3 et 4 de l'IPC malnutrition projetée (mars- août 2024).⁹² L'insécurité constitue le principal moteur de l'insécurité alimentaire dans le pays, limitant l'accès aux champs et aux marchés, couplé à l'augmentation des prix des denrées alimentaires en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à la suite des guerres en Ukraine et au Soudan. Cependant, la RCA dispose de ressources naturelles suffisantes pour permettre à sa population d'avoir accès à une alimentation riche et de qualité, malgré les effets du changement climatique sur le pays. Pour réduire le nombre de personnes bénéficiaires de l'aide humanitaire, il est essentiel de réaliser des investissements adéquats dans les infrastructures afin qu'elle puisse les utiliser, ce qui nécessite un autre type d'intervenants.

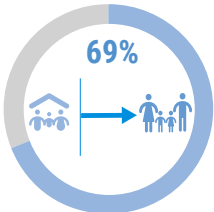
L'amélioration de la situation sécuritaire se manifeste plus clairement par le nombre croissant de personnes déplacées cherchant à retourner dans leurs lieux d'origine, à s'intégrer localement ou à se réinstaller ailleurs.

% de personnes déplacées vivant dans les sites qui veulent retourner dans leurs lieux d'origine



Parmi les personnes déplacées vivant dans des sites, 35% indiquent vouloir les quitter pour retourner dans leurs lieux d'origine, avec des chiffres atteignant 73% dans la préfecture de la Ouaka, 59% dans la Nana-Gribizi et 54% dans la Vakaga.⁹³

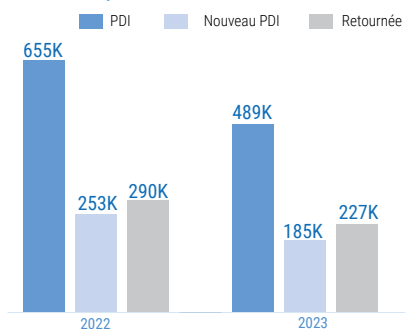
% de personnes déplacées vivant dans des sites qui souhaitent s'intégrer localement dans leurs communautés d'accueil



Pour les personnes déplacées vivant dans des familles d'accueil, qui représentent 75% de la population totale des PDI, 69% souhaitent s'intégrer localement dans leurs communautés d'accueil.⁹⁴

En conséquence, le nombre de personnes déplacées a considérablement diminué, s'établissant à 488 866 en août 2023, contre 654 688 à la même période l'année dernière, soit une réduction globale de 25%. De même, depuis le début de l'année, plus de 170 000 nouveaux retournés ont été enregistrés, contre 57 309 nouvelles personnes déplacées. Dans le même temps, le gouvernement centrafricain, assisté par le HCR, a facilité le rapatriement volontaire de 2 546 ménages centrafricains anciennement réfugiés dans les pays voisins.

Evolution du nombre de personnes déplacées entre 2022 et 2023



Dans le même temps, le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillis en RCA a augmenté d'au moins 418% en raison de l'insécurité dans les pays voisins, exerçant une pression supplémentaire sur des ressources limitées.

La RCA accueille désormais plus de 62 000 réfugiés en 2023 contre 11 226 à la fin 2022. Il s'agit notamment de 11 967 réfugiés soudanais et de 30 543 demandeurs d'asile tchadiens en majorité des femmes et des enfants ayant besoin d'une assistance humanitaire et de protection, incluant les 11 967 demandeurs d'asile et réfugiés avant les crises au Soudan et au Tchad. La crise dans les pays voisins et l'arrivée des populations déplacées en RCA accentuent les vulnérabilités de la population locale. Au nord-ouest, la majorité des demandeurs d'asile tchadiens et rapatriés centrafricains est hébergée en familles d'accueil (répartis dans 53 villages) : 24% de déplacés sont contraints de faire appel aux familles d'accueil pour leur alimentation, sachant que 86% de familles déplacées et hôtes ont des contraintes financières pour accéder aux marchés.

La RCA reste un pays marqué par des décennies de faible niveau d'investissement dans des infrastructures socio-économiques et des moyens de subsistance pour la population.

Les services de base sont souvent inaccessibles à la population surtout dans les zones difficiles d'accès, ce qui aggrave leurs conditions de vie, augmente les besoins humanitaires et érode leur résilience au point que la majorité est contrainte d'adopter des mécanismes de survie négatifs. En raison du faible niveau de financement du développement en RCA, les acteurs humanitaires sont souvent les seuls à fournir un accès aux services et promouvoir des solutions durables pour les PDI.

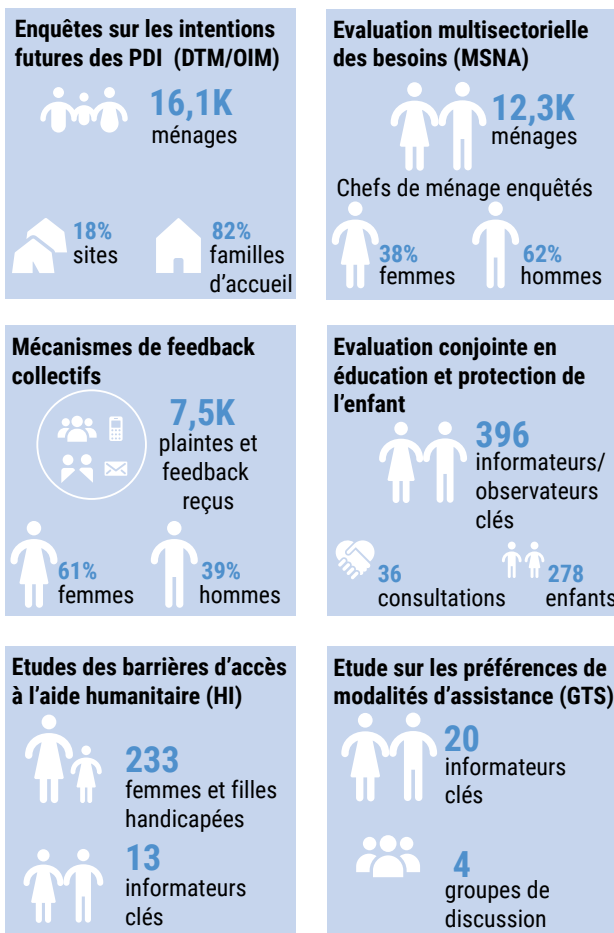
En l'absence de services sociaux de base adéquats, toute amélioration apportée aux vulnérabilités de la population par les programmes humanitaires s'érode à nouveau après la fin de leurs interventions, les enfermant dans un cycle de dépendance.

1.2.2- La crise perçue par les populations affectées

Les perceptions et les préférences des communautés au cœur de l'analyse des besoins humanitaires

En 2023, la communauté humanitaire a consulté les communautés affectées par la crise afin d'assurer une compréhension de leurs attentes, leurs avis et leurs besoins en fonction de leurs vulnérabilités respectives, y compris sur le genre, statut de déplacement et situation de handicap par le biais de 28 000 consultations communautaires.

Nombre de personnes consultées sur leurs besoins, perceptions et préférences, par type d'évaluation

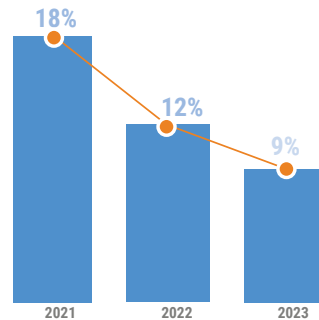


Une amélioration générale du sentiment de sécurité dans le pays, mais des foyers de violence subsistent.

Dans de nombreuses régions du pays, la perception de la situation sécuritaire par les communautés s'améliore. Alors qu'en 2021, 18% de ménages avaient signalé un incident de sécurité contre un de leurs membres au

cours des 30 derniers jours, ce chiffre est passé à 12% en 2022 et à 9% en 2023. Pour les 35% de personnes déplacées vivant dans des sites qui expriment le souhait de les quitter, la principale raison est l'amélioration de la situation sécuritaire dans leurs zones

% de ménages rapportant avoir subi un incident sécuritaire au cours des 30 derniers jours

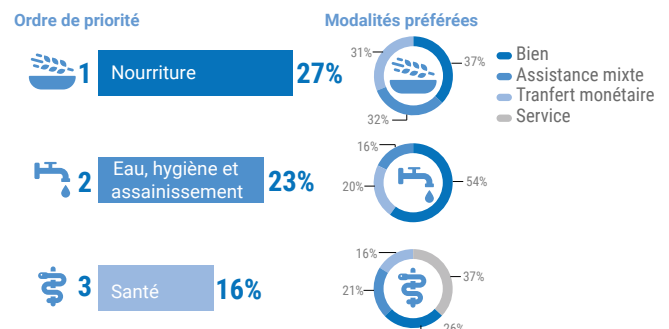


d'origine (33%)⁹⁵. Ainsi, 80% des autorités éducatives consultées estiment que les conditions de sécurité dans leurs sous-préfectures se sont améliorées au cours des 12 derniers mois⁹⁶.

Cependant, l'insécurité continue d'impacter la vie des Centrafricains, comme dans les préfectures du Haut-Mbomou et de la Vakaga, où les ménages ont rapporté une augmentation des incidents de sécurité par rapport à l'année dernière⁹⁷. Ces deux préfectures figurent parmi celles qui comptent le plus grand nombre de personnes affectées par les chocs depuis le début de l'année⁹⁸.

Les besoins prioritaires comprennent l'accès à la nourriture, à l'eau et à la santé. Selon la population, les besoins humanitaires restent critiques. Comme l'année dernière, les ménages déclarent que leurs besoins prioritaires concernent la nourriture, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ainsi que les services de santé. Dans l'ensemble du pays, 40% de ménages déclarent ne pas avoir accès à une quantité suffisante d'eau. Le fait que la nourriture ait dépassé l'eau en tant que besoin principal par rapport à l'année dernière pourrait s'expliquer par l'augmentation continue du prix des produits de première nécessité dans le pays. Ces deux dernières années, le panier minimum d'articles de survie a augmenté de 16%, passant de 67 152 CFA (108 USD) en août 2021 à 77 878 CFA (126 USD) en août

Besoins prioritaires et modalités préférées



2023⁹⁹. De même, parmi les ménages ayant indiqué avoir subi un choc au cours des 30 derniers jours qui a eu un impact sur leur revenu, 18% l'ont décrit comme une augmentation du prix des denrées alimentaires. Seules les dépenses liées à la santé ont été plus souvent évoquées comme choc financier (24%)¹⁰⁰.

Un autre besoin mentionné par tous les groupes de population, des communautés d'accueil aux personnes déplacées vivant sur les sites, est l'accès aux moyens de subsistance, y compris les intrants pour pratiquer l'agriculture et les activités génératrices de revenus.

À travers le pays, l'agriculture reste la première source de revenus. Cependant, 37% des ménages estiment que leur prochaine récolte sera inférieure à celle de l'année dernière, la principale difficulté étant le manque de semences et d'outils¹⁰¹. Parmi les ménages de PDI vivant dans les communautés d'accueil, 69% souhaitent s'intégrer localement et mentionnent également comme premier besoin le soutien à des activités génératrices de revenus (30%), suivi de l'accès à un abri adéquat (28%)¹⁰².

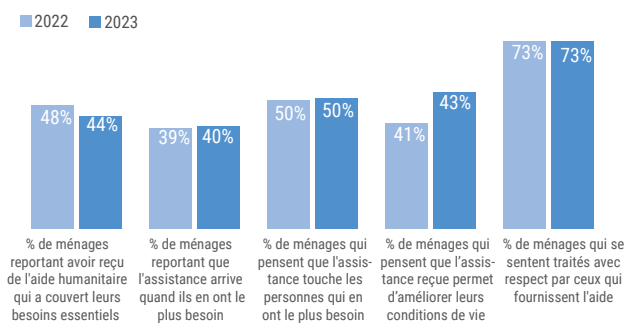
La majorité de la population a une préférence pour les transferts monétaires (40%). En termes de modalité d'assistance préférée, la majorité de la population a une préférence pour les transferts monétaires, suivi de l'assistance en nature (36%) et des services (22%). Toutefois, ces préférences varient considérablement selon le secteur d'assistance et la zone géographique.

La perception de l'assistance humanitaire reste largement inchangée, certains aspects nécessitant un meilleur engagement auprès des bénéficiaires.

Seule la moitié des bénéficiaires d'assistance pensent que l'assistance en 2023 atteint ceux qui en ont le plus besoin, les groupes les plus souvent cités comme laissés de côté étant les personnes âgées, les malades et les ménages dirigés par des femmes¹⁰³. Près de trois personnes handicapées sur quatre déclarent rencontrer des obstacles à accéder à l'aide, notamment le manque d'accessibilité aux sites de distribution (46%)¹⁰⁴. Le fait que trois bénéficiaires d'assistance sur cinq signalent que l'aide n'arrive pas au moment où ils en ont le plus besoin souligne encore la nécessité de mieux communiquer sur les calendriers de distribution et les retards potentiels. Par exemple, 64% de bénéficiaires de transferts monétaires déclarent ne pas savoir pour

combien de temps ils en bénéficieront, ce qui les conduit souvent à s'endetter sans savoir quand ou s'ils pourront rembourser¹⁰⁵.

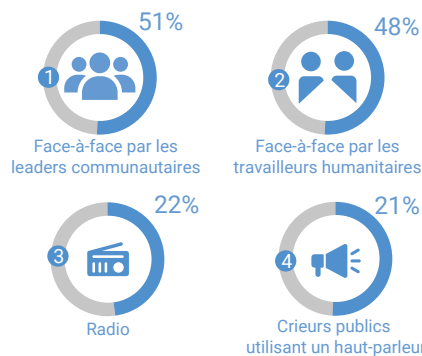
Indicateurs de perception sur l'assistance humanitaire



Besoin de plus de transparence et de mécanismes de feedback adaptés avec des boucles de feedback fermés.

Alors que 61% de ménages recevant une aide humanitaire se sentent informés de l'aide disponible dans leurs zones, plus que deux tiers des ménages non-bénéficiaires disent ne pas disposer d'assez d'informations. Cela montre la nécessité d'une plus grande transparence dans les critères de ciblage et d'une meilleure communication sur les limites de l'assistance humanitaire. Alors que par le passé la radio était le canal préféré des communautés pour recevoir des informations, les résultats de cette année montrent une nette préférence pour les informations reçues en face-à-face, soit par l'intermédiaire des leaders communautaires (51%), soit directement par les travailleurs humanitaires (48%).

Canaux préférés pour recevoir les informations

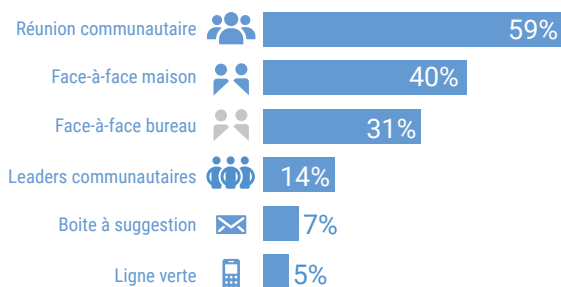


Note: Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtes ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égal à 100%.

La connaissance de la communauté sur comment soumettre une plainte ou un feedback aux acteurs humanitaires reste faible. Seuls 27% de bénéficiaires savent comment déposer une plainte. Parmi les non-bénéficiaires de l'aide, ce chiffre n'est que de 13%. Les ménages PDI vivant sur les sites (37%) et les ménages vivant dans des localités où il y a une forte présence d'humanitaires et/ou de mécanismes collectifs de feedback font état d'une meilleure connaissance de mécanismes de plainte, la population étant la plus sensibilisée à Obo (39%), Bria (37%), Zemio (36%) et Kaga-Bandoro (35%)¹⁰⁶.

La faible compréhension des mécanismes de plainte et de feedback peut s'expliquer par deux facteurs principaux. Premièrement, une incohérence entre les mécanismes mis en place par les organisations humanitaires et les canaux de plaintes préférés par les communautés, les ménages indiquant que les principaux mécanismes disponibles dans leur communauté étant la boîte à suggestions (69%)¹⁰⁷.

Canaux préférés pour déposer des plaintes



Note: Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtes ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égal à 100%.

Le deuxième facteur est la méfiance à l'égard des mécanismes disponibles, découlant du fait que parmi les personnes qui ont déjà fait part de leurs avis aux acteurs humanitaires, seules 25% déclarent avoir reçu une réponse¹⁰⁸. Il est urgent que les organisations humanitaires mettent en place des systèmes conformément aux préférences des communautés, qui garantissent une boucle de feedback fermée. C'est le seul recours possible pour que les communautés aient confiance et expriment leurs points de vue et leurs opinions sur l'assistance humanitaire reçue.

Partie 1.3

Conditions humanitaires : Besoins et sévérité



[Préfecture de la Vakaga](#)

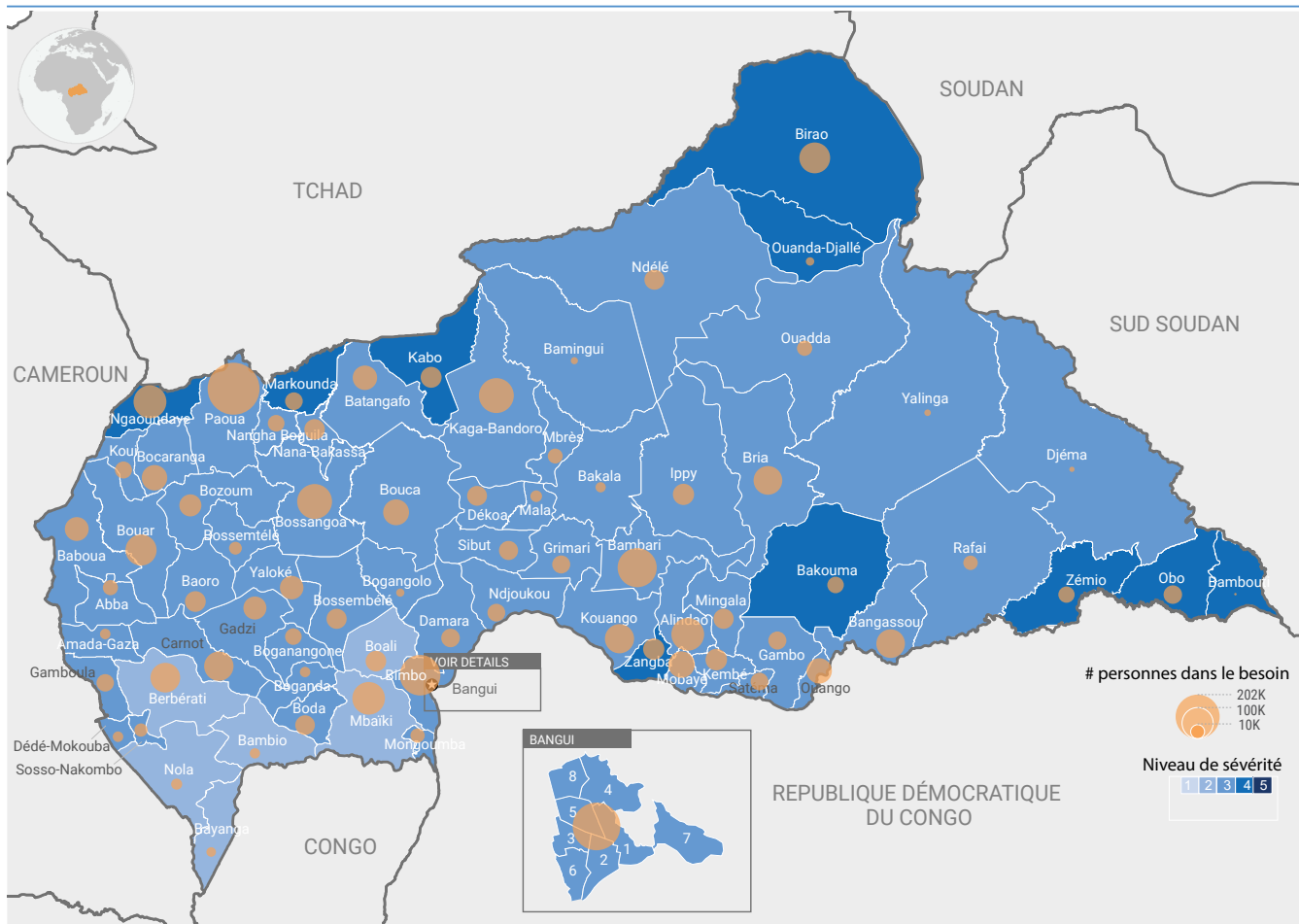
Assis devant sa case de fortune, Abdéramane, un déplacé, fabrique des pilons et des mortiers à vendre afin de subvenir à ses besoins.

©OCHA/V. Bero

1.3.1- Sévérité des besoins

SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023



La définition sectorielle des besoins humanitaires en RCA s’aligne avec les indicateurs développés à l’échelle globale, permettant l’interopérabilité intersectorielle sur une échelle allant de 1 à 5.

Ainsi, 10 des 72 sous-préfectures du pays restent avec des besoins humanitaires critiques (seuil de sévérité 4) : il s’agit de Zémio, Obo, Bambouti, Birao, Ouanda-Djallé, Bakouma, Kabo, Markounda, et Ngaoundaye, soit un total de 300 000 personnes. D’autre part, 2,3 millions de personnes ont des besoins humanitaires sévères, et sont réparties dans 56 sous-préfectures à sévérité 3 (20 de ces 56 sous-préfectures avaient des besoins critiques en 2022), et 200 000 de personnes dans six sous-préfectures en sévérité 2.

Les communautés hôtes représentent 84% de personnes dans le besoin, les PDI en familles d’accueil représentent 8%, les retournés 5%, et les PDI sur sites

représentent 4%. Dans 16 sous-préfectures cependant, les populations retournées dans le besoin surpassent les populations déplacées, caractéristique qui s’aligne avec la dynamique observée des mouvements de population en 2023.

Une forte corrélation est établie entre les besoins en abris et d’autres besoins comme la gestion et la coordination des sites, les besoins en sécurité alimentaire et ceux de nutrition, les besoins de protection et d’autres thématiques comme l’eau, l’hygiène, l’assainissement et la sécurité alimentaire.

L’EHA, l’Education, la Protection et la sécurité alimentaire ont les plus grandes zones géographiques ayant une sévérité sectorielle critique (sévérité 4).

1.3.2- Sévérité des besoins sectoriels et intersectoriels et PIN global

Préfecture	Sous-préfecture	Population	Abris/NFI	CCCM	Éducation	EHA	Nutrition	Protection	Santé	Sécurité alimentaire	Sévérité intersectorielle	PIN
Bamingui	Bamingui	10K	2	2	3	3	3	3	3	3	3	4K
Bangorari	Ndélé	73K	3	3	3	4	3	3	3	3	3	30K
Bangui	Bangui	815K	3	3	2	2	2	3	3	2	3	170K
Basse-Kotto	Alindao	125K	3	3	3	3	3	3	3	3	3	80K
	Kembé	46K	2	2	3	4	3	3	3	3	3	35K
	Mingala	40K	2	2	4	4	3	3	3	3	3	30K
	Mobaye	81K	3	3	4	4	3	3	3	3	3	53K
	Satéma	37K	1	1	3	3	3	3	3	3	3	23K
	Zangba	51K	3	3	4	4	4	4	4	4	4	34K
Haute-Kotto	Bria	105K	4	4	3	4		3	3	3	3	72K
	Ouadda	21K	3	3	4	4		4	3	3	3	17K
	Yalinga	5K	2	2	4	4	3	3	2	4	3	3K
Haut-M'bo-mou	Bambouti	1K	4	4	4	4	3	5	2	4	4	0K
	Djéma	2K	3	3	3	4	3	3	4	4	3	2K
	Obo	24K	3	3	4	4	3	4	3	4	4	26K
	Zémio	29K	3	3	4	4	3	4	3	4	4	20K
Kémo	Dékoa	57K	2	2	3	3	3	3	2	3	3	29K
	Mala	20K	2	2	3	3	2	3	2	3	3	10K
	Ndjoukou	47K	2	2	3	3	3	3	3	3	3	24K
	Sibut	60K	2	2	3	3	3	3	2	3	3	27K
	Boda	64K	2	2	4	3	3	3	2	3	3	29K
	Boganangone	39K	2	2	4	3	3	3	2	3	3	21K
Lobaye	Boganda	20K	2	2	4	3	3	3	2	3	3	8K
	Mbaïki	259K	2	2	2	2	2	2	2	3	2	80K
	Mongoumba	34K	2	2	4	3	3	2	2	3	3	15K
Mam-béré Kadeï	Amada-Gaza	15K	2	2	4	4	3	3	3	3	3	8K
	Berbérati	190K	2	2	2	3	3	2	2	3	2	66K
	Carnot	178K	1	1	3	3	3	2	3	3	3	64K
	Dédé-Mokouba	24K	2	2	3	3	3	3	3	3	3	13K
	Gadzi	72K	1	1	4	4	3	3	3	3	3	40K
	Gamboula	41K	1	1	3	3	3	3	3	3	3	23K
M'bo-mou	Sosso-Nakombo	18K	2	2	4	3	3	3	2	3	3	8K
	Bakouma	29K	3	3	4	4	2	4	3	3	4	20K
	Bangassou	111K	3	3	3	3	2	3	3	3	3	61K
	Gambo	33K	2	2	4	4	2	3	3	3	3	24K
	Ouango	63K	2	2	4	4	2	3	3	3	3	48K
Nana-Gribizi	Rafai	22K	2	2	3	3	2	3	3	3	3	16K
	Kaga-Bandoro	175K	4	4	4	3	3	3	3	3	3	91K
	Mbrès	33K	2	2	3	3	3	3	2	3	3	17K
Nana-Mam-béré	Abba	31K	3	3	4	3	3	3	2	3	3	17K
	Baboua	77K	3	3	3	3	3	3	2	3	3	43K
	Baoro	58K	3	3	3	3	3	3	3	3	3	32K
	Bouar	175K	3	3	3	3	3	3	3	3	3	72K
Ombella M'Poko	Bimbo	613K	4	4	2	2	2	3	2	3	3	123K
	Boali	62K	2	2	2	2	2	3	2	3	2	32K
	Bogangolo	10K	3	3	3	3	2	3	2	3	3	5K
	Bossembélé	59K	3	3	4	3	2	3	3	3	3	30K
	Damara	57K	3	3	3	2	2	3	2	3	3	26K
	Yaloké	83K	3	3	4	3	2	3	2	3	3	41K
Ouaka	Bakala	11K	3	3	3	3	4	3	3	3	3	8K
	Bambari	217K	3	3	3	3	3	3	3	3	3	114K
	Grimari	51K	2	2	3	3	2	3	3	3	3	24K
	Ippy	59K	3	3	4	3	4	4	3	3	3	34K
Ouham	Kouango	112K	3	3	3	4	3	3	3	3	3	64K
	Batangafé	88K	2	2	3	4	3	4	3	3	3	45K
	Bossangoa	167K	3	3	4	3	3	3	3	3	3	91K
	Bouca	81K	2	2	3	3	3	3	3	3	3	50K
	Kabo	57K	4	4	4	4	3	3	3	3	4	33K
	Markounda	37K	3	3	3	4	3	4	4	4	4	23K
Ouham-Pendé	Nana-Bakassa	56K	2	2	4	3	3	3	3	4	3	31K
	Nangha Boguila	38K	2	2	3	3	3	3	3	4	3	21K
	Bocaranga	102K	3	3	3	3	3	3	3	3	3	48K
	Bossem-télé	24K	3	3	4	3	3	3	3	3	3	12K
	Bozoum	75K	3	3	3	3	3	3	3	3	3	36K
	Koui	42K	3	3	3	4	4	3	3	3	3	22K
Sangha-Baéré	Ngaoundaye	135K	3	3	4	4	3	4	3	3	4	81K
	Paoua	339K	2	2	3	3	3	3	4	3	3	202K
	Bambio	25K	2	2	3	3	3	3	2	3	2	8K
	Bayanga	19K	2	2	3	2	3	2	2	3	2	7K
Vakaga	Nola	24K	2	2	3	2	3	2	2	3	2	9K
	Birao	87K	4	4	3	4	4	4	4	4	4	71K
	Ouanda-Djallé	7K	3	3	4	4	4	4	3	4	4	5K

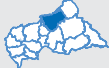

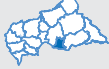

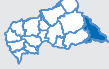



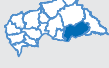
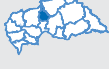

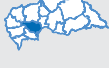
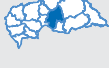




Niveau de sévérité



*- Non disponible

1.3.3- Evolution des tendances des personnes dans le besoin

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN (PiN) DE 2023 À 2024

PRÉFECTURE	PiN 2023	PiN 2024	ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2022	PERS. ASSISTÉES AU 30 SEPT.23
Bamingui-Bangoran 	● 59K	● 34K	↓ -43%	● 48K
Bangui 	● 240K	● 170K	↓ -29%	● 120K
Basse-Kotto 	● 266K	● 255K	↓ -4%	● 117K
Haute-Kotto 	● 99K	● 82K	↓ -17%	● 106K
Haut-M'bomou 	● 42K	● 48K	↑ 16%	● 30K
Kémo 	● 124K	● 90K	↓ -27%	● 82K
Lobaye 	● 140K	● 152K	↑ 9%	● 21K
Mambéré-Kadeï 	● 267K	● 222K	↓ -17%	● 158K
M'bomou 	● 162K	● 169K	↑ 4%	● 64K
Nana-Gribizi 	● 146K	● 108K	↓ -26%	● 156K
Nana-Mambéré 	● 239K	● 164K	↓ -31%	● 63K
Ombella-M'Poko 	● 421K	● 257K	↓ -39%	● 48K
Ouaka 	● 301K	● 244K	↓ -19%	● 348K
Ouham 	● 366K	● 294K	↓ -20%	● 229K
Ouham-Pendé 	● 464K	● 401K	↓ -14%	● 96K
Sangha-Mbaéré 	● 32K	● 24K	↓ -24%	● 17K
Vakaga 	● 58K	● 76K	↑ 32%	● 48K

Section 2

Evolution projetée, et suivi de la situation et des besoins



[Kaga-Bandoro, Préfecture Nana-Gribizi](#)

Un père de famille et ses enfants sur le site pour personnes déplacées MINUSCA à Kaga-Bandoro. Après sept ans, ses occupants souhaitent retourner chez eux.

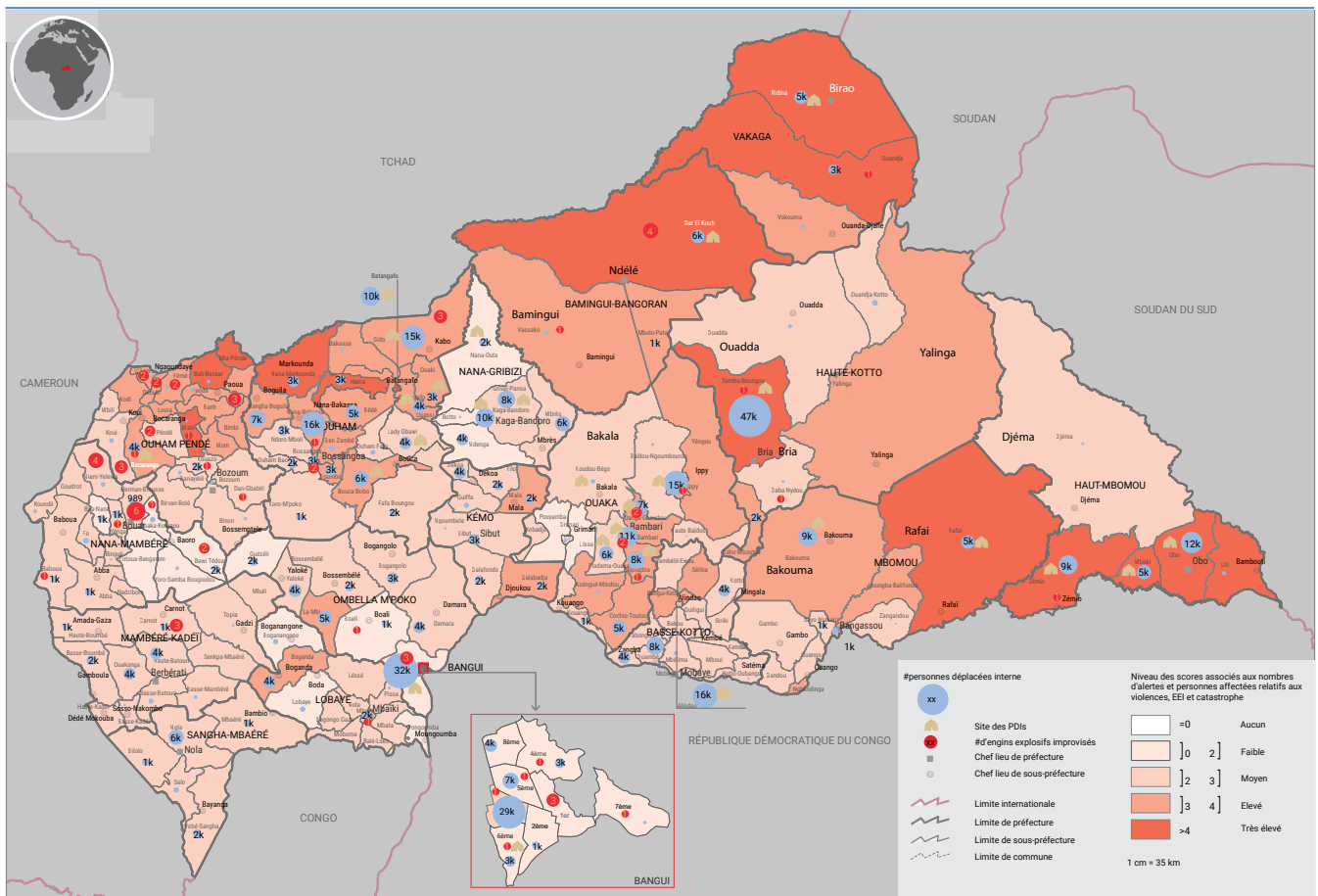
©OCHA/Anita Cadonau

Partie 2.1

Analyse projetée des risques

Cinq principaux chocs sont identifiés comme pouvant directement impacter le contexte humanitaire en RCA, notamment les conflits et l'insécurité qu'ils engendrent, les changements climatiques, le processus électoral, les épidémies, et le contexte régional. Des consultations régionales ont permis de cartographier à l'échelle sous-préfectorale le niveau de risque associé à chacun des types de chocs (carte gauche), résultat qui s'aligne avec les observations globales de la tendance observée entre septembre 2022 et août 2023 (qui a affecté près de 224 000 personnes, classée par niveau de score selon le nombre cumulé d'alertes suivies par sous-préfecture, voire carte de droite). Entre septembre 2022 et août 2023, 32% de la population affectée par les violences, engins explosifs et catastrophes naturelles vit dans les zones à score très élevé (Rafaï, Zemio, Obo, Mboki, Birao, Ndélé, Bria, Markounda, Nana-Bakassa, Mia-Pende, Malé, Bah-Bessar). 47% de la population affectée vit dans les zones à score élevé, et 21% dans celles à score moyen.

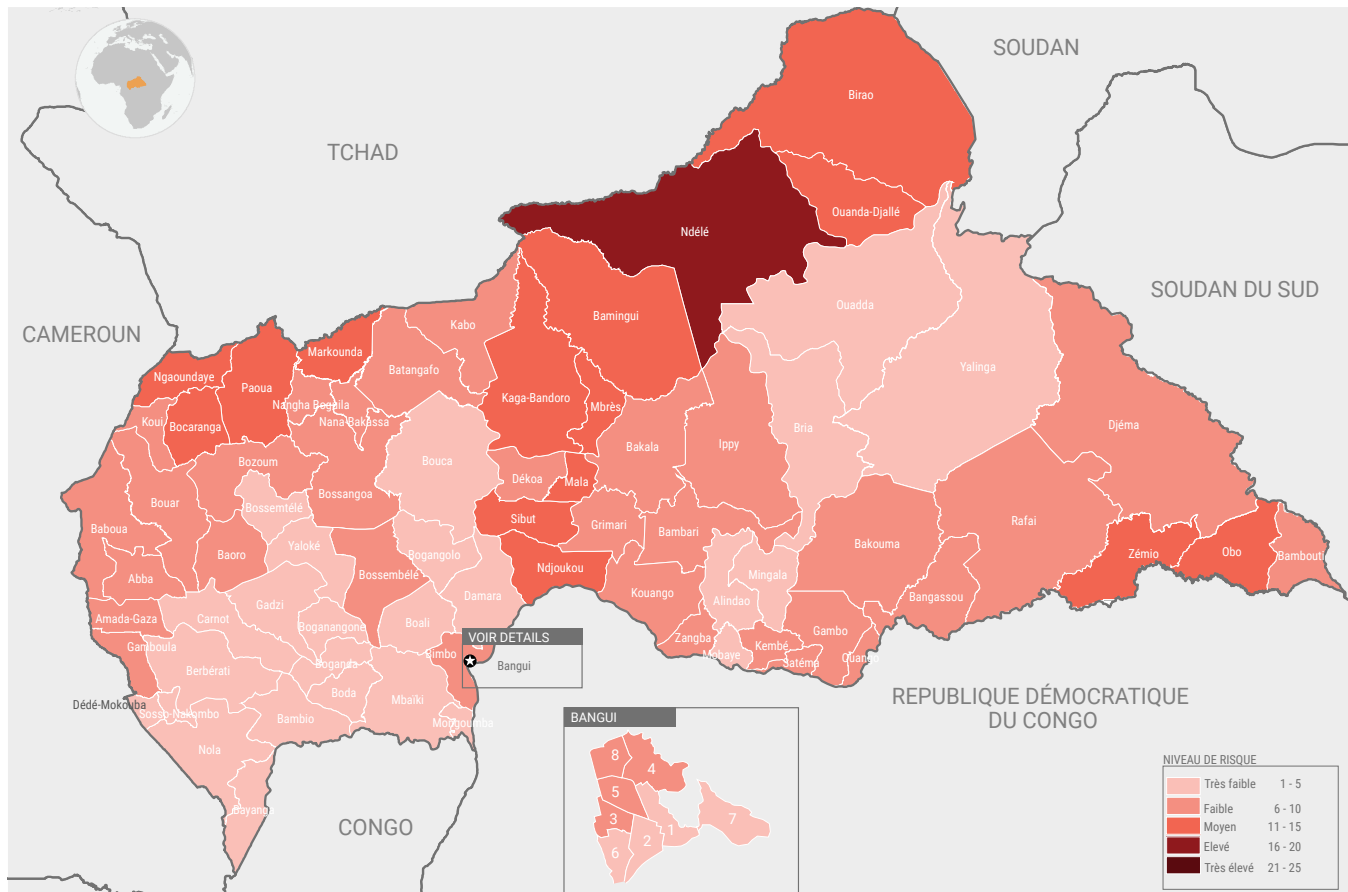
Aperçu des chocs liés aux violences, EEI et catastrophes naturelles entre septembre 2022 et août 2023



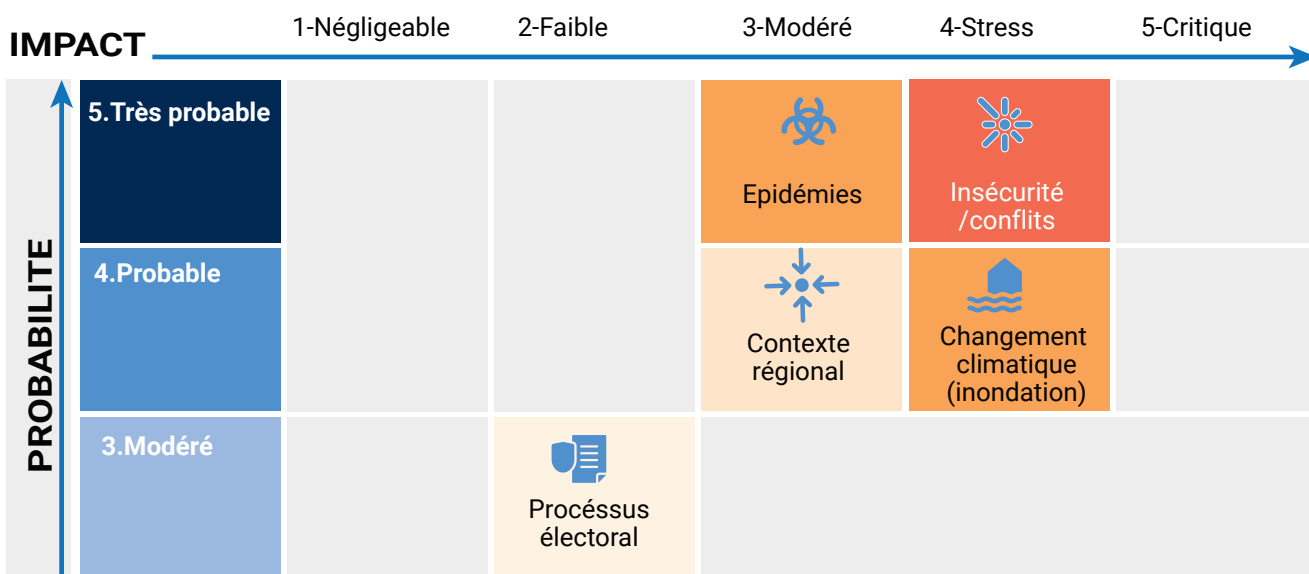
Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte ne signifient pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.
 Date de création: 06 octobre 2023 Sources: OCHA, RRM Commentaires: ochacar_im@un.org www.unocha.org/car www.reliefweb.int car.humanitarianresponse.info

Il en découle une grande probabilité de voir maintenu le niveau de risque d'insécurité et de conflits, sous-réserve d'avancées significatives dans les processus de pacification politique (APPR et accords assimilés), la prévention d'épidémies et de chocs climatiques. L'évolution du contexte dans les pays voisins aurait un impact modéré sur le contexte humanitaire, étant donnée le statu quo sur la tendance sécuritaire au Soudan et au sud du Tchad, plusieurs mois après les pics de violences. L'impact du processus électoral sur la situation humanitaire reste faible, sous l'hypothèse d'une stagnation du contexte et des acquis du référendum constitutionnel de juillet 2023.

Profil de la convergence des risques projetés à l'échelle sous-préfectorale



Probabilités et impact des risques projetés



Insécurité et conflits : La résurgence de nouveaux groupes armés, et les nouvelles poches d’opérations militaires s’accompagnent de violations de droits humains. L’activisme des groupes armés sur certains couloirs vitaux comme les

couloirs de transhumance demeure une menace sur la majeure partie de l’année. La criminalité, la poursuite d’opérations militaires, les incursions ou attaques sur les infrastructures sociales (hôpitaux, écoles), les conflits communautaires liés à l’accès aux ressources naturelles, les conflits agro-pastoraux sont les principaux facteurs liés à cette catégorie de risque. Le sud-est (Zémio, Obo, Bakouma), le nord-est (Ndélé), le sud (Kouango, Ndjoukou) et le nord-ouest (Bocaranga) sont les principaux foyers.



Epidémies : En 2023, sept épidémies (fièvre jaune, coqueluche, variole du singe, rougeole, poliomyélite, Covid-19 et la rage canine) ont affecté la RCA. En novembre 2023, 11% de districts

sanitaires (DS) sont en épidémie de fièvre jaune (Sangha-Mbaéré, Berbérati, Bambari, Mbaïki et Bossembélé), 11% en épidémie de coqueluche (Bimbo, Mbaiki, Bossangoa, Nangha Boguila) et des flambées de rougeole sont actives dans 40% des DS avec 2 814 cas dont cinq décès touchant Bossembélé, Boda, Bouar, Bozoum, Ngaoundaye, Bambari, Vakaga, Haut-Mbomou, Bangassou, Ouango-Gambo, Bangui 1, Bangui 2 et Carnot-Gadzi.



Contexte régional : La tenue du référendum électoral au Tchad, d’élections présidentielles en République Démocratique du Congo (RDC), et la guerre qui sévit au Soudan sont des

facteurs externes en mesure d’impacter significativement le contexte humanitaire en RCA. Des retours spontanés et afflux de demandeurs d’asiles sont les manifestations les plus plausibles, avec un impact multidimensionnel et humanitaire sur les sous-préfectures transfrontalières, sachant que des milliers de centrafricains sont réfugiés dans les pays voisins.



Changements climatiques : La RCA est particulièrement affectée par des risques d’inondation, surtout dans le centre du pays et près des principaux cours d’eau susceptibles de créer des inondations fluviales.



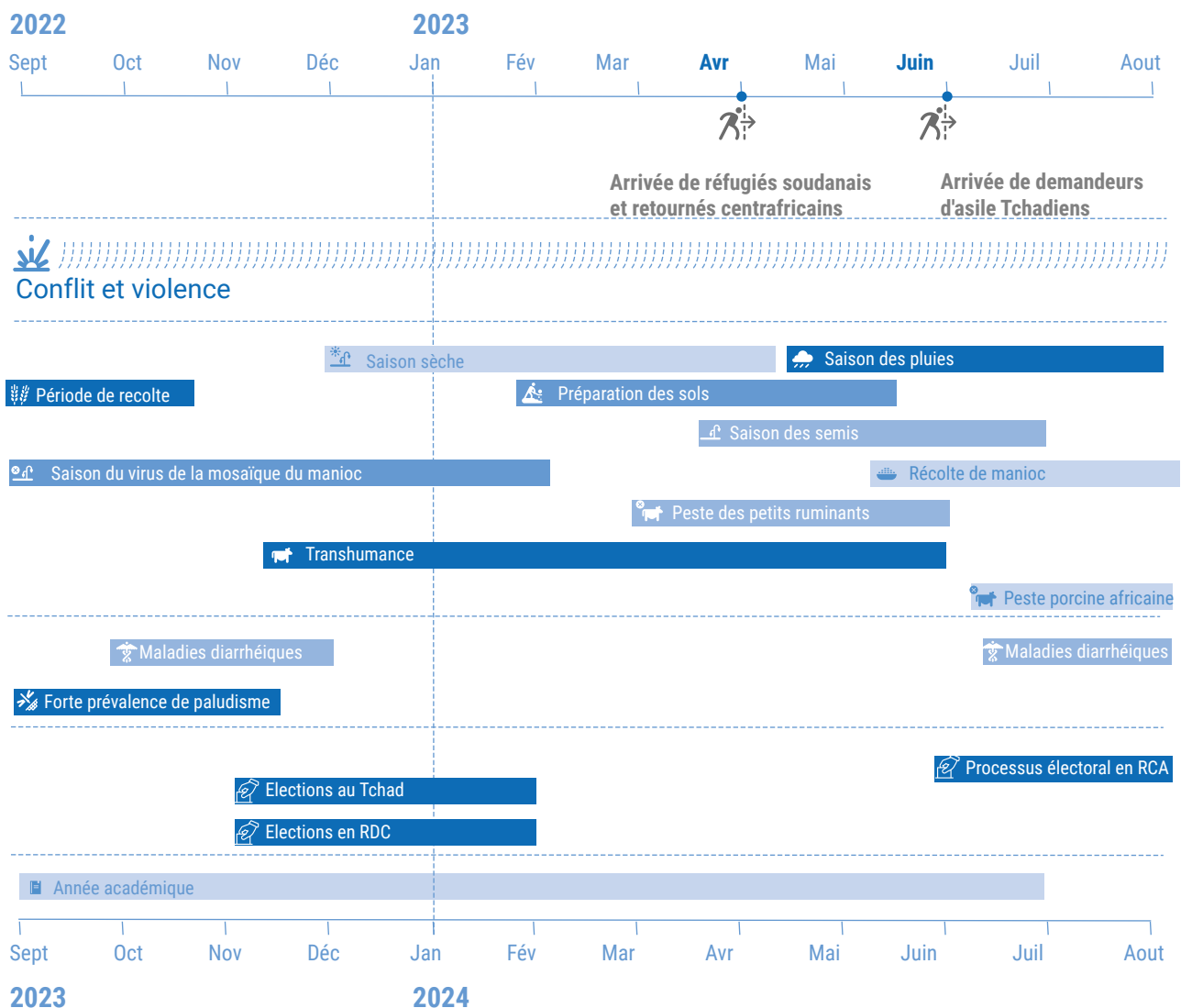
Processus électoral : Après le référendum constitutionnel de 2023, les élections locales repoussées pour 2024 constituent un risque d’instrumentalisation pouvant engendrer des tensions, affectant les communautés

déjà fragilisées par les différents chocs, et aggravant la situation humanitaire déjà désastreuse, en particulier dans les zones rurales. La présence des groupes armés et des tensions locales dans le sud-est (Obo, Zémio) et nord-est (Ndélé) rendent ces zones critiques. Toutefois, d’autres poches nécessitent une veille humanitaire de proximité, comme les zones d’influence des groupes armés, et les couloirs de transhumance : Yaloke, Bouar, Ndim, Ngaoundaye, Kouï, Ndélé, Birao, Bangassou, Yppy/Bambari, Bangui, Bouca et Batangafo (selon la période prévue pour les élections).

Partie 2.2

Calendrier et suivi de la situation humanitaire

2.2.1- Calendrier de suivi de la situation humanitaire en fonction des risques



2.2.2- Suivi des besoins

Secteurs	Intitulé	Périodicité	Valeur de référence en 2023	Source / Responsable
Abri-BNA	% de ménages ayant accès à un abri adéquat	Trimestrielle	80%	Cluster
	% de ménages ayant besoin de Kits NFI	Trimestrielle	80%	Cluster
CCCM	# de ménages ou personnes sur sites ayant bénéficié d'un support CCCM	Trimestrielle	75%	Cluster/ MSNA
	% de sites bénéficiant d'un support CCCM	Trimestrielle	75%	Cluster/ MSNA
EDUCATION	% d'enfants fréquentant l'école de manière régulière (au moins 4 fois par semaine pendant au moins 6 mois de l'année scolaire)	Annuelle	30%	MSNA REACH
	% de maître-parents par rapport au total des encadreurs des enfants	Annuelle	68%	JENA
EHA	# de personnes ayant accès à une quantité suffisante d'eau potable pour la boisson et les besoins domestiques	Trimestrielle	60%	Cluster / MSNA
	# de personnes ayant accès à des services d'assainissement appropriés	Trimestrielle	60%	Cluster / MSNA
	# de personnes ayant bénéficié de programmes de changement de comportement en matière de lavage des mains.	Trimestrielle	75%	Cluster / MSNA
NUTRITION	# d'enfants de 6 à 59 mois atteints de Malnutrition aiguë sévère (MAS) et modéré (MAM) pris en charge	Trimestrielle	37 714 (MAS) 4 756 (MAM)	Cluster
	# de femmes enceintes (FE)/femmes allaitantes (FA) et accompagnants sensibilisés à l'ANJE	Trimestrielle	306,594	Cluster
	# d'enfants de 6 à 59 mois ayant bénéficié du screening nutritionnel (passif, actif et/ou au cours des activités de dépistage de masse).	Trimestrielle	N/A	Cluster
PROTECTION GENERALE	# d'incidents de protection collectés et vérifiés, désagrégés par typologie	Trimestrielle	23 815	Cluster
	# de structures communautaires de protection mises en place, formées et fonctionnelles	Trimestrielle	148	Cluster
	# de cas LTB résolus (Assistance juridique LTB)	Trimestrielle	1675	GT LTB/ NRC
VBG	# survivantes d'incidents de VBG ayant accès aux services de prise en charge multisectorielle	Trimestrielle	5 746	GBVIMS
	% de gaps de services de gestion des cas de VBG	Trimestrielle	N/A	DdR VBG

Secteurs	Intitulé	Périodicité	Valeur de référence en 2023	Source / Responsable
DdR Protection de l'enfant	# de ENA/ES identifiés	Mensuelle	679	DdR PE Protection de l'enfant
	# d'EAFGA présumés identifiés	Mensuelle	1280	DdR Protection de l'enfant
	# de chocs de protection	Trimestrielle	84	OCHA/ RRM
Santé	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	Trimestrielle	70,8%	Cluster/ MSNA
	Taux des femmes survivantes de VBG prises en charge dans les 72 heures.	Trimestrielle	31%	GBVIMS
Sécurité alimentaire	% de ménages en insécurité alimentaire aiguë (IPC 3+)	Semestrielle	41%	FSC
	Coût du Panier minimum d'articles de survie (PMAS) alimentaire	Mensuelle	64 024 XAF (moyenne 1 ^{er} semestre 2023)	REACH/ICSM

Section 3

Analyses sectorielles



[Batangafo, Préfecture de L'Ouham](#)

Une grand-mère décortique des arachides pour ses petites-filles sur le site pour personnes déplacées internes de Batangafo.

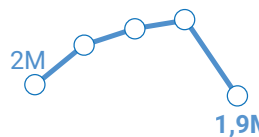
©OCHA/Virginie Bero

Protection

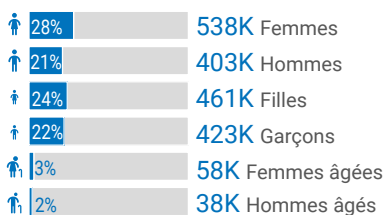
PERSONNES DANS LE BESOIN

1,9M

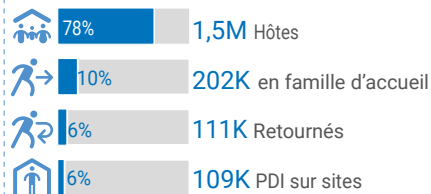
TENDANCE (2020-2024)



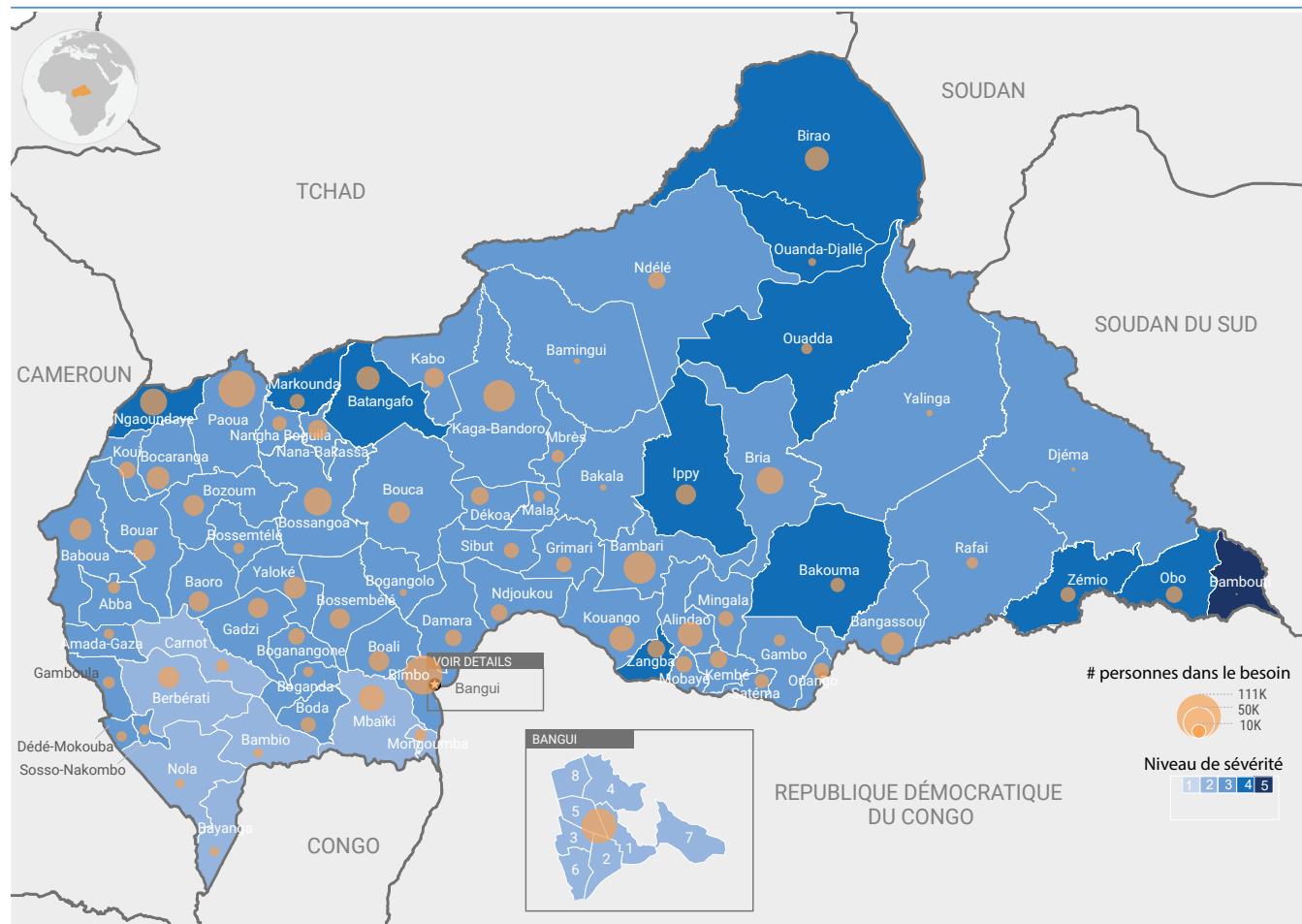
BESOINS PAR GENRE ET AGE



BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



PROTECTION GÉNÉRALE - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN novembre 2023



Aperçu des besoins

1,9 millions de personnes ont un besoin humanitaire relevant de la protection générale, sachant que de nombreuses violations et incidents de protection affectant différents groupes de populations persistent à travers le pays (23 815 incidents documentés entre janvier-août 2023, contre 9 784 entre janvier-août 2022), et que de nombreuses zones à potentialité économique continuent de faire l'objet de conflits au détriment du bien-être et des droits des populations, engendrant

des déplacements forcés et autres problématiques de protection comme celles liées au logement, à la terre et aux biens (LTB). Les sous-préfectures de Paoua, Kaga-Bandoro, Bambari, Bimbo, et Bossangoa ont les plus fortes concentrations de personnes dans le besoin. Pour ce qui est des besoins sectoriels de protection, Bambouti est la seule zone en sévérité 5, contre 12 sous-préfectures en sévérité 4, et 52 autres en sévérité 3. Des convergences sont établies entre la sévérité 4 des besoins de protection et d'autres sévérités sectorielles dans 12 sous-préfectures.

Populations affectées

Le contexte de la RCA est celui d'une crise humanitaire et de protection prolongée, créant des besoins aigus parmi les populations les plus affectées comme les personnes déplacées internes de longue date. Le cluster protection estime que 100% de PDI sur sites, et en familles d'accueil, 100% de personnes retournées et rapatriées, et 60% de la population hôte ont des besoins de protection.

Analyse des besoins sectoriels

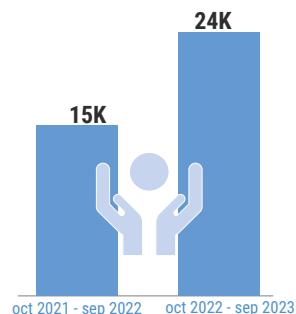
Les ménages centrafricains continuent d'être impactés par des cycles de violences. Entre conflits intercommunautaires et incidents liés aux déplacements de transhumants, des violences résultant d'affrontements armés ont continué de susciter des mouvements de population et généré des pertes renforçant la vulnérabilité des hommes, femmes et enfants. La MSNA réalisée par REACH entre juin et août 2023 révèle du point de vue des ménages centrafricains, la présence continue d'incidents de sécurité : 9% de ménages enquêtés ont subi un incident sécuritaire au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Le Haut-Mbomou et la Vakaga sont les seules préfectures où cet indicateur de perception reste assez critique comparativement à l'année 2022, relativement lié au contexte qui y prévaut (par exemple, 31% de la population du Haut-Mbomou a subi un incident sécuritaire dans les 30 jours précédant l'enquête, contre 20% l'année précédente).

L'analyse intersectorielle révèle une forte corrélation entre les besoins de protection générale et plusieurs autres secteurs, surtout la nutrition et la sécurité alimentaire, renforçant les analyses qui établissent un lien étroit entre les VBG et la sécurité alimentaire. En effet, le monitoring de protection a documenté entre janvier et août 2023 un total de 23 815 incidents de protection individuelle dont les violences sexuelles et basées sur le genre (30%), des violations du droit à la



vie/intégrité physique (28%), des violations du droit à la propriété (32%), des violations du droit à la liberté (9%) et des violations 1612¹⁰⁹ (1%). Les hommes sont plus affectés par les incidents de protection que les femmes, filles et les garçons. Les enfants sont victimes de 9% (garçons : 2%, filles : 7%) du total des incidents de protection, les hommes victimes de 57% d'incidents, et les femmes 34%. Cinq préfectures cumulent à elles seules 50% d'incidents de protection rapportés, notamment le Haut-Mbomou, la Nana-Mambéré, l'Ouham, la Ouaka et la Haute-Kotto.

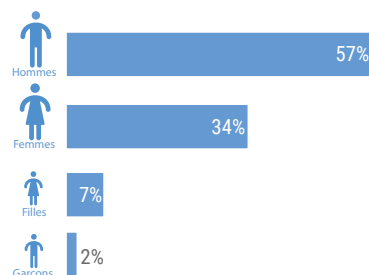
Nombre d'incidents rapportés à travers le monitoring de protection



L'absence de documentation civile renforce les restrictions de mouvement pour les populations civiles, les exposant à d'autres formes de violences. Sur les

trois derniers mois précédant l'évaluation MSNA, 20% des ménages rapportent avoir subi des restrictions de mouvements. Les proportions sont plus fortes dans les sous-préfectures de la Nana-Bakassa (73%), Markounda (57%), Bozoum (55%), Boali (53%) et Bossemptélé (53%).

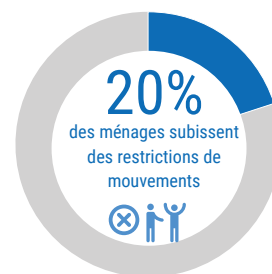
% de victimes des incidents de protection par groupe d'âge



Le contexte transfrontalier a suscité de nouveaux besoins de protection. La

résurgence de certains groupes armés dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto (nord-est) et les activités d'éléments armés à la frontière entre la RCA et le Tchad ont eu un impact négatif sur les civils, y compris des attaques ciblant les minorités, les personnes déplacées et les réfugiés. Dans les préfectures du Haut-Mbomou (sud-est), des actes de torture et des enlèvements fondés sur l'appartenance ethnique ont été documentés.

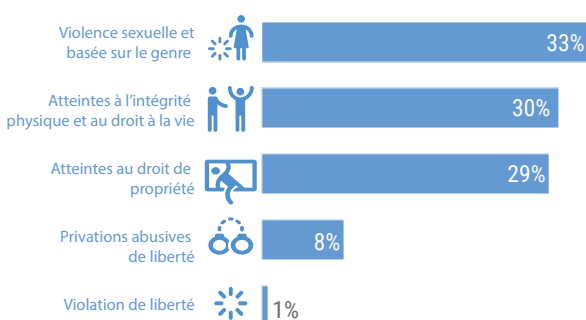
% de ménages ayant subi des restrictions de mouvement



L'insuffisance des mécanismes de sécurité constitue une faille pour les conflits/confrontations répétées qui

fragilisent l'environnement protecteur et ouvrent la voie à divers types de violations des droits humains, avec des répercussions physiques et psychologiques graves. De janvier à août 2023, les principales violations et atteintes aux droits de l'homme documentées incluent les violence sexuelles et basées sur le genre (10 784), les violations et atteintes au droit à l'intégrité physique et mentale y compris les mauvais traitements et la torture (9 493), les violations du droit à la propriété (9 813), du droit à la liberté (2 718), et les violations 1612 (211).

Pourcentage des cas de violations des droits humains par type observé entre janvier et août 2023



Les déplacements de population sont pendulaires et sur des durées plus courtes, du fait des conditions de vie extrêmement difficiles dans les lieux de déplacement (le plus souvent dans les champs ou les sites spontanés). Cette configuration laisse transparaître des niveaux de vulnérabilité non négligeables autant au sein des populations déplacées que dans les communautés d'accueil, et contribue en partie à la compréhension de cette double dynamique de déplacements et de retours.

La question de l'accès à la terre, centrale pour assurer à la fois la subsistance des ménages et garantir un logement décent et protecteur, constitue un réel problème pour les PDI. L'inaccessibilité à la terre, les occupations secondaires et les menaces d'éviction des PDI vivant sur les sites sont les problèmes les plus fréquents pour les personnes déplacées/retournées. 41% de PDI sur sites n'ont pas de champs pour cultiver et la destruction des maisons empêche les PDI et réfugiés de retourner dans leurs milieux de provenance. Les préfectures de la Nana-Gribizi, Basse-Kotto, Mambéré-Kadéi, Ombella-M'poko, Ouham et Ouham-Pendé sont les plus affectées par la problématique LTB.

Les services disponibles sur le terrain en matière de gestion des conflits fonciers demeurent partiellement inefficaces voire absents, notamment en raison du manque de clarté sur les rôles et responsabilités des différents acteurs étatiques et coutumiers pour régler les nombreux litiges émanant de la suite des déplacements de population. Il n'existe aucune stratégie nationale relative aux droits LTB des PDI ni de politique qui aurait un impact direct sur la vie de ces dernières. La MSNA d'octobre 2023 révèle que certains retournés n'ont pas pu récupérer leurs champs parce qu'occupés par un tiers (21%), repris par d'anciens propriétaires (21%), ou encore vendus illégalement (11%). De plus, 41% de ménages enquêtés n'ont jamais été en possession de titres de propriété/actes fonciers.

Projection des besoins

Sous hypothèse d'un contexte global similaire à celui qui prévaut à la fin 2023, le Cluster Protection estime à 1,9 millions le nombre de personnes ayant besoin de biens et services de protection en 2024 (contre 2,8 millions en 2023). Toutefois, les besoins sont plus aigus, avec plus de personnes en sévérité 4 et 5 que l'année précédente. L'insécurité dans les zones rurales et la dynamique des nouveaux mouvements de populations de plus en plus vers les zones urbaines dénote le besoin d'adaptation des réponses de protection au contexte urbain, en prenant en compte les droits LTB des PDI et la cohésion entre communautés.

Suivi des besoins

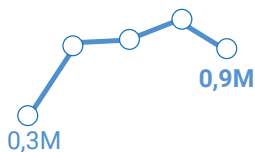
Le suivi des besoins liés aux risques de protection identifiés est prévu à une fréquence trimestrielle, sur la base d'indicateurs établis par la coordination générale des domaines de responsabilité de protection. Les données sur les déplacements de populations partagées par la CMP, les bases de données du Monitoring de Protection, et les autres bases de données des domaines de responsabilité serviront comme base de suivi des besoins au niveau de la Protection. Les indicateurs de ces différentes sources de données seront désagrégés par âge, genre et diversité (y compris le handicap).

DdR Protection de l'enfance

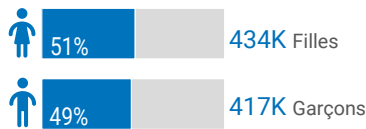
PERSONNES DANS LE BESOIN

0,9M

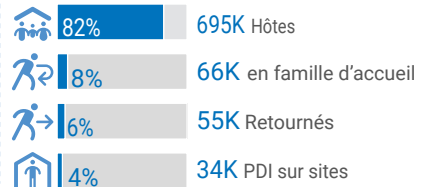
TENDANCE (2020-2024)



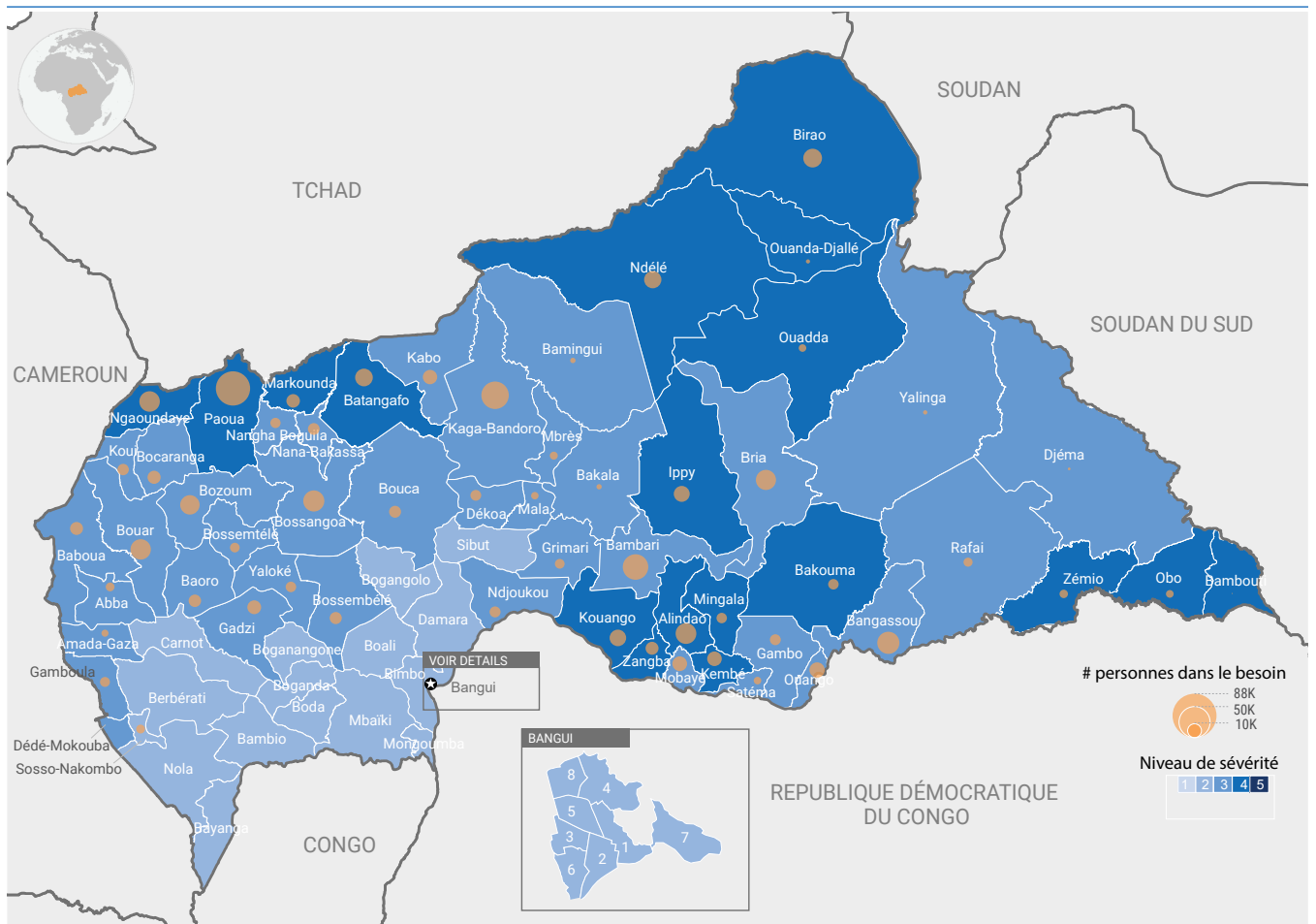
BESOINS PAR GENRE ET AGE



BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



PROTECTION DE L'ENFANCE - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN novembre 2023



Aperçu des besoins

En 2024, 850 852 enfants auront des besoins humanitaires de protection (dont 65 090 filles et 62 538 garçons handicapés). Les besoins de protection des enfants ont été jugés sévères dans 38 sous-préfectures et extrêmes dans 18 sous-préfectures, notamment Zémio, Obo ou encore Batangafo, Markounda et Paoua qui connaissent une augmentation de la sévérité des

besoins. La nature prolongée du conflit, les cycles de violence, les mouvements de population et la détérioration des conditions de vie, empêchent un accès durable aux services de base, aux opportunités de développement et à la sécurité dont les enfants ont besoin pour s'épanouir.

Populations affectées

Les enfants et adolescent(e)s les plus affectés par la crise humanitaire sont ceux vivant dans les zones de conflit actif notamment les préfectures du Haut-Mbomou, la Haute-Kotto, l'Ouham-Pendé, la Ouaka, ainsi que les zones affectées par l'insécurité alimentaire et les mouvements de population (Vakaga). Les enfants représentent en moyenne 50% des PDI, avec des risques accrus de séparations familiales et de violences. Les enfants vivant dans les familles les plus précaires sur le plan socio-économique et ceux en rupture familiale sont davantage exposés aux risques d'exploitations physique et sexuelle, déscolarisation, travail dangereux et utilisation par les groupes armés. Les enfants et adolescents handicapés sont encore plus à risque d'être exposés aux violences, exploitation et abus.

Analyse des besoins sectoriels

Au cours des trois premiers trimestres 2023, environ 740 violations commises contre environ 570 enfants (200 filles) ont été vérifiées. Les violations les plus documentées sont le recrutement et l'utilisation d'enfants par des forces et groupes armés avec au moins 400 cas vérifiés. Lors de l'évaluation des besoins multisectoriels des enfants déscolarisés (JENA), 18% d'informateurs clefs communautaires (IC) ont rapporté avoir eu connaissance d'épisodes de recrutement des enfants au cours des six derniers mois dans leurs localités. Selon ces mêmes sources, le manque d'argent et d'opportunités et la recherche de protection sont les raisons incitant les enfants à rejoindre les forces et groupes armés.

Cela est confirmé par les adolescents non-scolarisés qui citent également le besoin d'argent et le manque d'opportunités éducatives et professionnelles. De plus, certains garçons ont expliqué que rejoindre des groupes armés permet d'être respecté au sein de la communauté. La volonté de se venger a été également citée. On note aussi au cours de 2023 une augmentation de la vérification par l'ONU des cas de viols (environ 90) et d'enlèvements d'enfants (environ 110) perpétrés par des éléments armés.

Cela est confirmé par les adolescents non-scolarisés qui citent également le besoin d'argent et le manque d'opportunités éducatives et professionnelles. De plus, certains garçons ont expliqué que rejoindre des groupes armés permet d'être respecté au sein de la communauté. La volonté de se venger a été également citée. On note aussi au cours de 2023 une augmentation de la vérification par l'ONU des cas de viols (environ 90) et d'enlèvements d'enfants (environ 110) perpétrés par des éléments armés.

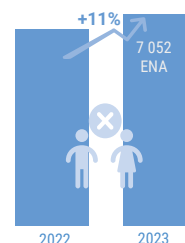
Au moins 12 enfants ont été tués ou mutilés par des restes explosifs de guerre depuis janvier 2023. La présence de restes d'engins de guerre non explosés à la suite d'attaques armées, représente un héritage durable pour les populations et particulièrement les enfants qui constituent 32% de victimes civiles.

% enfants qui constituent des victimes civiles liées aux incidents explosifs



Dans 45% de communes, les informateurs clefs communautaires (JENA) ont indiqué la présence d'enfants non-accompagnés et séparés. Les principales causes de séparation familiale citées étaient le fait d'être orphelins (80%), et le déplacement. La DTM d'août 2023 recense 7 052 enfants non accompagnés et séparés (ENAS) parmi les PDI (soit 11% de plus qu'en 2022), avec une forte concentration dans le site Pk3 de Bria. Sans la protection d'un adulte, les ENA courent un risque élevé d'utilisation par les éléments armés et d'exploitation sexuelle. Les enfants sans actes de naissance sont davantage exposés aux risques de non-scolarisation, séparation familiale, de traite et d'exploitation.

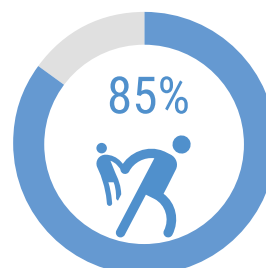
Augmentation du nombre d'enfants non accompagnés (ENA) parmi les PDI



Source : DTM Août 2023

Les violences sexuelles demeurent un risque de protection majeur, particulièrement pour les filles avec 25% de ménages interrogés par la MSNA indiquant que le harcèlement ou violences sexuelles sont les risques de protection auxquels leurs filles sont le plus exposées. Ce taux est particulièrement élevé dans les sous-préfectures de Markounda (53%), Kabo (42%) ou Obo (37%) et est sensiblement plus élevé pour les PDI en sites (30%). Parmi les ménages déclarant que

Proportion des violences sexuelles et exploitations sexuelles parmi l'ensemble des VBG affectant les enfants



au moins une de leurs filles a été touchée par des incidents sécuritaires au cours des 30 derniers jours, le harcèlement ou violence sexuelle est le premier incident cité (24%) avec un taux particulièrement élevé à Ouanda-Djallé et Bozoum (66%).

Cette tendance a été confirmée lors des discussions de groupe conduites avec les adolescents non scolarisés dans le cadre de la JENA, la principale crainte exprimée par les filles étant le harcèlement sexuel fréquent. De janvier à septembre 2023, 21% de survivants de VBG enregistrés (GBVIMS) sont des enfants, filles et garçons. Parmi l'ensemble des VBG affectant les enfants, 85% sont des violences sexuelles et exploitations sexuelles, 2% de survivants sont des garçons.

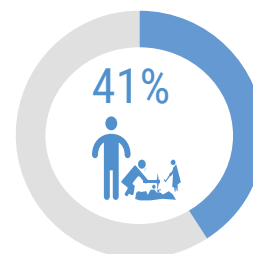
Selon la MSNA, 20% de ménages avec des garçons ont déclaré des problèmes de sûreté ou de sécurité pour ces derniers avec des taux élevés à Bakouma, Obo ou encore Yalinga (67%). Pour 21% de ménages enquêtés, les principaux risques de protection pour les garçons sont d'être menacés de violences, enlevés ou tués (14%), avec des taux élevés à Bakouma (50%), Ouanda-Djallé (45%), ou Kabo (39%). Parmi les ménages qui déclarent qu'au moins un de leurs garçons a été touché par des incidents sécuritaires au cours des 30 derniers jours,¹⁰ la violence est le premier incident cité (31%), puis se faire voler (24%) et tuer (15%).

Les conséquences psychologiques et sociales de la crise en RCA risquent de **compromettre à long terme, la santé mentale et le bien-être psychosocial des enfants et adolescent(e)s**. En réponse aux risques de protection évoqués précédemment, les IC communautaires (JENA) ont mentionné connaître l'existence d'un mécanisme de protection communautaire dans 48% des communes et la présence d'un travailleur social du gouvernement pour accompagner les enfants vulnérables dans seulement 19% des communes enquêtées. Selon la MSNA, les ménages ont rapporté que 4% d'enfants de 3 à 6 ans et 3% d'enfants de 7 à 17 ans ont présenté un état de détresse, de perturbation, les ayant rendus totalement ou presque totalement inactifs au cours des deux semaines précédant l'évaluation. Au niveau des communes, 31% d'acteurs communautaires (JENA) ont signalé des changements de comportement chez certaines filles en détresse au cours des deux mois précédant la collecte de données. Pour les garçons, 31% d'acteurs communautaires ont également signalé des changements de comportement, principalement caractérisés par des problèmes scolaires, des comportements agressifs et des comportements sexuels à haut risque.

L'insécurité alimentaire et le stress financier résultant de la crise exposent les enfants à un risque accru de diverses formes d'exploitation, notamment les pires formes de travail des enfants ou l'exploitation sexuelle. Selon les ménages interrogés (MSNA), 41% d'enfants ont contribué aux activités génératrices de revenus en dehors de la maison au cours des 30 jours précédant la collecte des données, avec des taux élevés à Bangassou (81%), Bakouma (69%) Rafai (78%) ou encore Alindao

(61%). La fourniture des services de soutien aux forces ou groupes armés (par exemple cuisiner, aller chercher de l'eau, ramasser du bois de chauffage, etc.) n'a été citée que par 2% de ménages à l'échelle nationale, mais on note des taux plus élevés dans le Haut-Mbomou (5%), Ouaka (8%), Rafai (10%) ou encore Kouango (28%). Une proportion significative de ménages (entre 7% et 21%) a eu recours à des stratégies d'adaptation de crise ou d'urgence affectant la sécurité et la qualité de vie des enfants.

Proportion des ménages rapportant avoir dû faire contribuer les enfants aux AGR en raison du manque de nourriture ou d'argent au cours des 30 derniers jours



Projection des besoins

La détérioration de la situation sécuritaire et des droits de l'homme dans les sous-préfectures du Haut-Mbomou (augmentation des abus des groupes armés, y compris des exécutions sommaires, de l'utilisation et enlèvements d'enfants, des violences sexuelles) couplé aux contraintes d'accès dans ces zones vont probablement avoir pour conséquences une augmentation des besoins de protection des enfants.

Dans l'ouest, la recherche de ressources et moyens de subsistance par les groupes armés pourra entraîner l'augmentation des activités de pillages et attaques contre les populations civiles ayant pour conséquences des déplacements de population et violations graves dont seront victimes les enfants. La détérioration de la situation sécuritaire et économique dans les préfectures de la Haute-Kotto et de la Vakaga peut renforcer l'utilisation par les ménages des stratégies d'adaptation de crise ou d'urgence, affectant la sécurité et le bien être des enfants.

Suivi des besoins

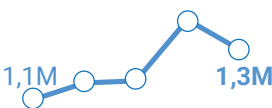
Le DdR Protection de l'enfant dispose d'un système d'alerte qui se base sur les signalements faits par les partenaires y compris communautaires. Le mécanisme de suivi et rapportage des violations graves des droits de l'enfant (MRM), ainsi que la base de données 5W en ligne permettent de collecter, analyser et partager les données, en lien avec le terrain. Le DdR PE assurera également une analyse des alertes RRM. De plus, les évaluations multisectorielles et sectorielles de protection de l'enfance réalisées par les membres, permettent un suivi de l'évolution des besoins.

DdR Violences basées sur le genre

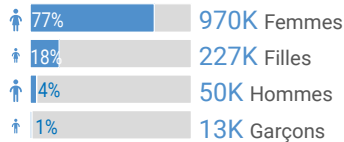
PERSONNES DANS LE BESOIN

1,3M

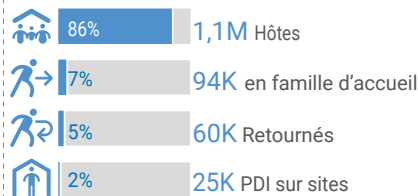
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

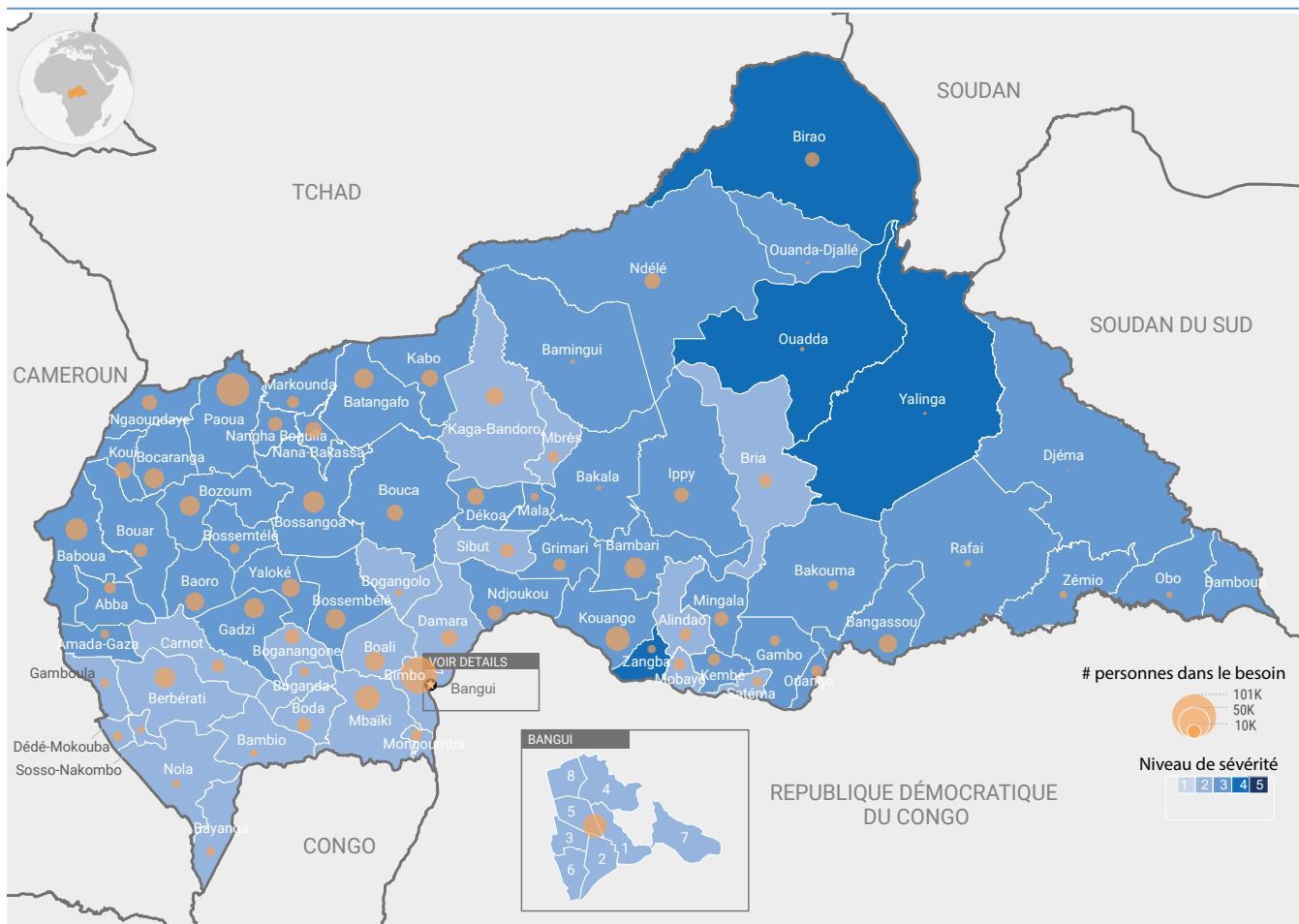


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



VBG - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023



Aperçu des besoins

Le domaine de responsabilité (DdR) VBG estime qu'environ 1 259 130 personnes sont dans le besoin de protection et de la réponse d'urgence aux VBG, de renforcement de l'autonomisation socio-économique, d'amélioration de la sécurité et la dignité, de prévention et d'atténuation des risques de VBG. Cela constitue une diminution de 12% par rapport à 2023 qui s'explique par le fait que cette année le DdR VBG veut se concentrer

plus aux besoins humanitaires et moins aux besoins structurels. Les besoins de protection contre les VBG ont été évalués sévères dans 53 sous-préfectures et extrêmes dans quatre. La crise humanitaire prolongée qui à son tour est la cause de stress croissant au sein des ménages entraine une adoption des mécanismes de survie négatifs tels que le sexe pour la survie et le mariage précoce des filles qui exacerbent les VBG affectant majoritairement des milliers de femmes et filles.

Populations affectées

Les populations les plus à risque de VBG sont les femmes et les filles PDI, les retournés/rapatriés et les communautés hôtes. La présence des populations déplacées ayant presque toujours un impact sur les communautés hôtes tout au moins en accroissant la pressions sur les ressources, reste un facteur de risque pouvant entraîner des tensions ou des conflits, avec des conséquences en termes de VBG. Les groupes de personnes à besoins spécifiques avec un risque élevé de VBG sont les femmes/filles cheffes de ménages, les veuves, les filles-mères, les femmes ou filles handicapées, les femmes enceintes et allaitantes, les filles adolescentes et les orphelines.

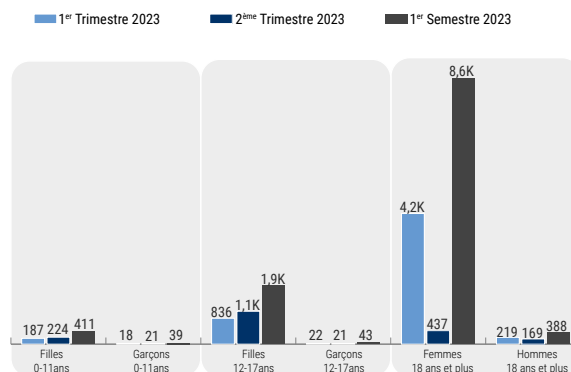
Les risques de VBG comprennent aussi l'exposition aux violences sexuelles, exploitation et abus sexuels, la violence conjugale, sexe de survie, mariage forcé/précoce et le déni de ressources. Pendant cette période de conflits prolongés, les hommes et les garçons ne sont pas épargnés de violences sexuelles car le système de gestion de l'information sur les VBG (GBVIMS) rapporte au premier semestre de l'année 2023 une proportion de 4% d'hommes et de garçons (sur 11 379 cas enregistrés) victimes de VBG. En plus des interventions visant à conduire vers l'adoption de comportements positifs envers les femmes et les filles, il s'avère nécessaire de transformer également les attitudes envers les survivants de VBG (comportements stigmatisants), s'engager à lutter contre les VBG, et renforcer les services de prise en charge.

Analyse des besoins sectoriels

Les principales causes qui déterminent les besoins croissants de protection des populations contre les VBG sont les conflits armés et l'insécurité alimentaire dans la plupart des localités en RCA. Le déplacement forcé est un facteur aggravant mettant les femmes, les filles et autres groupes vulnérables à risque de VBG du fait d'un affaiblissement ou de la disparition des structures traditionnelles de protection, et d'un bouleversement des rôles traditionnels du genre. Pendant cette période, les femmes et les filles deviennent souvent cheffes de ménage, responsables d'enfants et de personnes âgées. A ces facteurs s'ajoutent les changements de rôles de genre dans le contexte de crise qui exposent plus les femmes et les filles aux risques de VBG, et exacerbent leur vulnérabilité. Sur les 440 PDI que compte le pays au 31 août 2023 (DTM), plus de la moitié sont des femmes et des enfants, 73% étant installées au sein des communautés d'accueil et 27% dans des sites. Cependant, il est préoccupant de constater que les

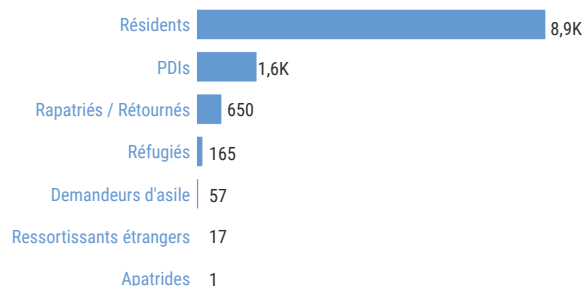
besoins humanitaires en matière de protection restent considérables, en particulier dans les zones d'accueil des PDI, où les risques de VBG se sont accentués : 13% des survivants de VBG durant le 1er semestre sont des PDI (GVBIMS, janvier-juin 2023).

Cas de VBG par sexe et tranche d'âge des survivants au 1er semestre 2023



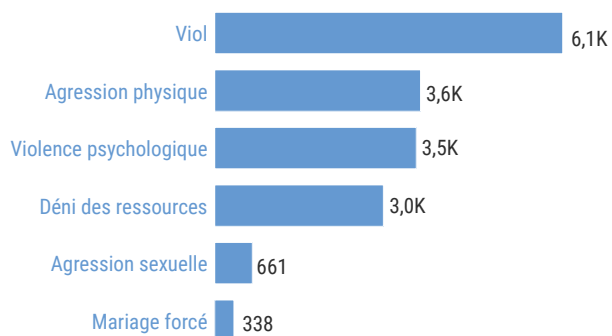
Les statistiques montrent des différences significatives dans la nature des incidents sécuritaires en fonction des zones géographiques. Il convient de noter que les VBG ont été relevées dans une proportion significative de localités, notamment dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (33%) et de la Kémo (17%), selon les données DTM d'octobre 2023. Cette situation appelle à une action urgente pour répondre aux besoins de protection des populations vulnérables en RCA.

Statut de déplacement au moment de la déclaration de l'incident subi au 1^{er} semestre 2023



La MSNA rapporte un sentiment d'insécurité pour au moins le quart (25%) de ménages enquêtés, qui indiquent des risques dans l'accès aux services en eau (chemin) pour les femmes et filles, les endroits de ramassage de bois et autres points de distribution, qui sont pourtant d'une importance capitale pour la survie quotidienne des ménages, bien qu'exposant particulièrement les femmes et filles à des risques élevés de VBG dont les violences sexuelles, les exploitations et abus sexuels, la violence conjugale, le sexe pour survie, le mariage forcé, le déni de ressources, etc.

Nombre de cas de VBG par type (janvier - septembre 2023)



Projection des besoins

Le scénario le plus probable pour 2024 se fonde sur l'hypothèse d'une stagnation du contexte sécuritaire en RCA, induisant une tendance similaire en termes de risques de VBG. Les violences basées sur le genre, particulièrement à l'encontre des femmes et des filles dans les contextes de déplacement et même de retour resteront critiques. 1,3 millions de personnes auront des besoins en termes de réponse, prévention et mitigation des VBG, incluant 94 103 personnes déplacées en famille d'accueil, sur les sites (24 535 déplacées), 60 221 retournées et 1 080 271 personnes des communautés hôtes.

Suivi des besoins

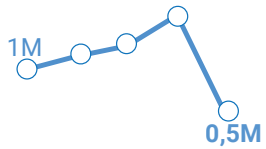
En 2024, un suivi des besoins liés aux risques de VBG identifiés sera fait de façon trimestrielle sur la base des indicateurs établis par le DdR. Ce dernier fera une mise à jour semestrielle de la cartographie des services de prise en charge VBG et des circuits de référencement dans les différentes sous-préfectures pour déterminer la disponibilité des services VBG aux femmes et aux filles, les lacunes pour les actions de plaidoyer et les voies à travers lesquelles les personnes dans le besoin doivent y accéder. D'autres sources de données telles que le GBVIMS, la DTM, le monitoring de protection, les évaluations rapides des besoins multisectoriels, les audits de sécurité multisectoriel seront aussi consultées.

Abris-Biens Non Alimentaires

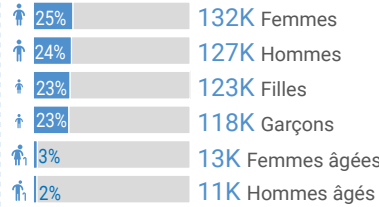
PERSONNES DANS LE BESOIN

0,5M

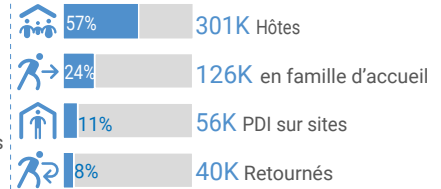
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

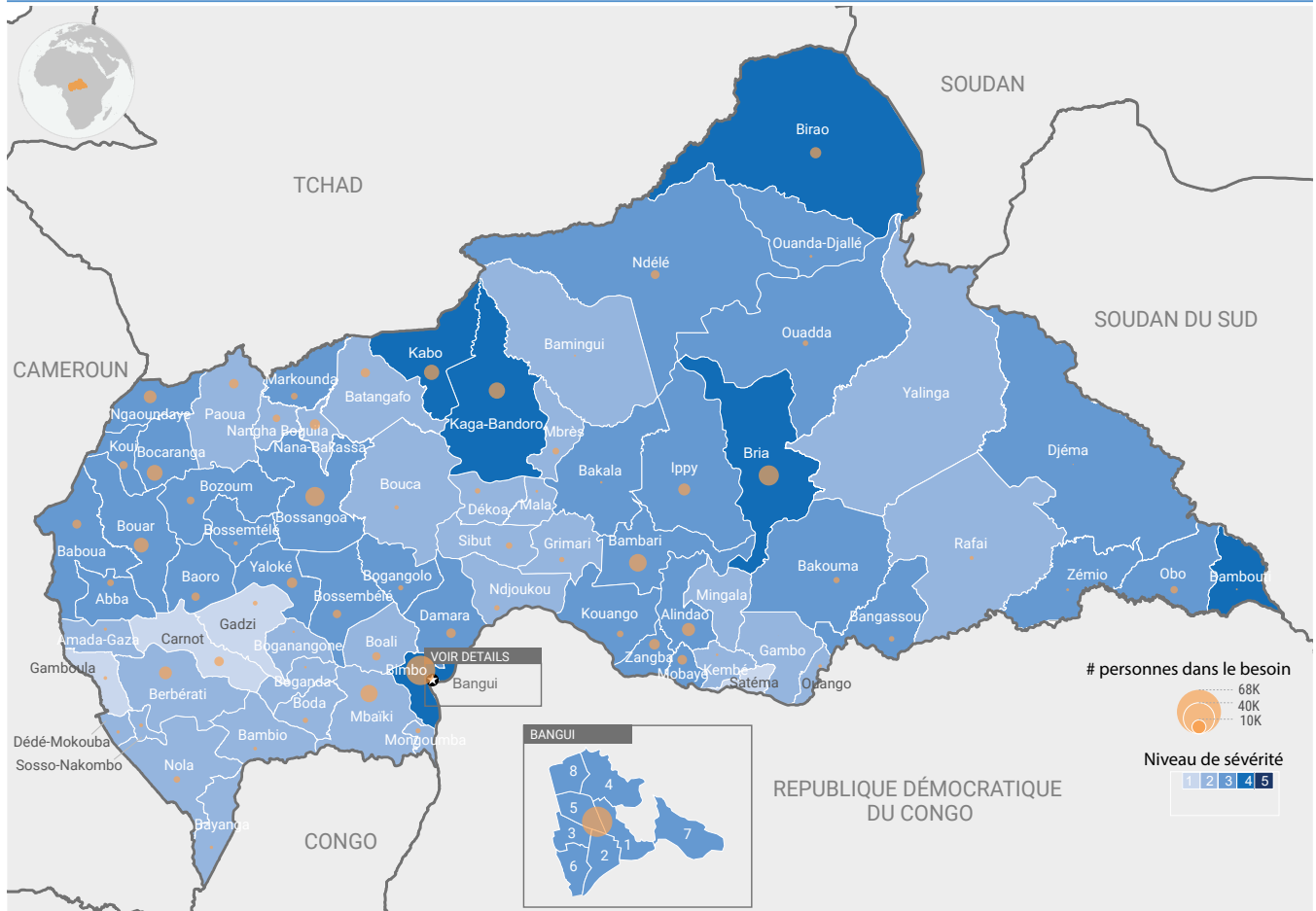


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



BNA/ABRI - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023



Aperçu des besoins

Le cluster Abris estime à 524 807 le nombre de personnes ayant un besoin humanitaire en abris et biens non alimentaires pour l'année 2024. Ces besoins sont plus critiques dans les sous-préfectures de Birao, Bambouti, Bria, Kabo et Kaga-Bandoro qui ont un niveau de gravité extrême (seuil de sévérité 4), tandis que 31 autres sous-préfectures ont un niveau de gravité sévère (seuil de sévérité 3). Cette situation trouve d'une part son explication dans les nouveaux déplacements occasionnés par des chocs récurrents au courant de l'année.

En effet, 62 alertes liées aux violences et conflits ont été répertoriées par le RRM entre janvier et août 2023 : 50% de ces alertes sont concentrées dans les préfectures de l'Ouham, Bamingui-Bangoran et Ouaka. Les violences et catastrophes naturelles ont entraîné environ 55 404 nouveaux déplacements en 2023 entre janvier et août (DTM, août 2023). Ces chocs récurrents engendrent des besoins sévères en abris et en bien non alimentaires. En effet, la MSNA montre qu'au moins 60% de PDI sur sites et en familles d'accueil vivent dans des abris inadéquats avec des détériorations très avancées, tandis que 71% de PDI sur sites et 56% de PDI en familles d'accueil ne disposent pas de biens non alimentaires en quantité suffisante.

D'autre part, les retours des populations restent continus (166 075 nouveaux retours entre janvier et août 2023, DTM) et l'abri constitue l'un des besoins prioritaires pour appuyer le retour effectif des populations les plus vulnérables dans leurs zones d'origine, afin de décongestionner les sites.

Populations affectées

Près de 524 807 personnes ont des besoins critiques (sévérité 3 et 4) en abris et NFI parmi lesquelles 126 427 PDI en communautés d'accueil, 56 150 PDI sur sites, 271 835 personnes issues de la population hôte dans les zones de présence des PDI et 70 395 retournés. Les biens non alimentaires et les abris font partie des besoins urgents pour les nouveaux déplacés, les populations hôtes qui les hébergent ainsi que les déplacés favorables au retour vers leurs lieux d'origine. En effet, la plupart de chocs humanitaires entraînant des déplacements et des retours sont presque toujours accompagnés de destructions ou pertes d'abris, et de perte de biens non alimentaires affectant les communautés déjà affaiblies par la fragilité du contexte socio-économique.

Analyse des besoins sectoriels

Les besoins en abris et en biens non alimentaires demeurent importants surtout vis-à-vis des populations directement affectées par la crise sécuritaire et humanitaire telles que les PDI, les retournés et les populations hôtes hébergeant des PDI. Le nombre de PDI était estimé à 488 866 en août 2023 et n'a pas significativement évolué depuis un an (soit 484 335 personnes en septembre 2022).

Au cours de l'année 2023 (entre janvier et août), les alertes liées aux violences et conflits répertoriés par le RRM ont affecté près de 139 840 personnes et 85% d'individus sont répartis entre l'Ouham, l'Ouham-Pendé, le Haut-Mbomou, la Vakaga, le Bamingui-Bangoran et la Ouaka. De surcroît, l'activisme des groupes armés dans la zone sud-est en particulier (Obo, Zémio et Bambouti) au cours de l'année 2023 a entraîné environ 5 000 nouveaux déplacements dans cette zone entre janvier et août (DTM, août 2023). Ceci exacerbe les vulnérabilités et besoins humanitaires en abris et articles non comestibles.

Les mouvements de population entraînent des conséquences humanitaires préoccupants en termes d'abris et d'articles non-comestibles. En effet, à l'échelle nationale, près de 30 000 ménages PDI vivent dans des abris d'urgence détériorés dans les sites ou dans les communautés d'accueil (DTM, août 2023). La majorité des abris hébergeant les PDI sont partiellement endommagés ou totalement détruits dans 88% des localités d'accueil des PDI. De même, 80% de ménages affectés par les chocs (PDI, retournés et population hôtes) ont des besoins importants en NFI (articles NFI, de cuisine etc.). Ceci induit le besoin continu d'assistance en abris pour les personnes déplacées de longue durée et l'assistance d'urgence en abris et NFI pour les ménages affectés par les nouveaux chocs.

Parmi les ménages PDI vivant en familles d'accueil (hors sites), 35% sont hébergés par d'autres ménages de la population hôte. Ceci augmente également la vulnérabilité de la population hôte qui héberge les PDI en engendrant des besoins importants en biens non alimentaires (ustensiles de cuisines, bâches, récipients de stockage d'eau, articles d'hygiène, kits de dignité, etc.).

Par ailleurs, les nouveaux déplacements coexistent avec les retours de populations dans les zones propices au retour. Ainsi, 166 075 nouveaux retours ont été répertoriés entre janvier et août 2023 (DTM, août 2023). De plus, les enquêtes sur les intentions futures des PDI menées par la DTM montrent que 35% de PDI installées

sur les sites (environ 42 000 personnes) et 12% en familles d'accueil (environ 44 000 personnes) ont l'intention de retourner dans leurs zones d'origine. Les abris constituent le besoin prioritaire pour appuyer le retour effectif de ces populations afin de les aider à vivre dans des conditions plus dignes et décongestionner progressivement les sites. Ce besoin en abri dans les zones de retour s'explique par la situation critique des abris dans les zones d'origine des PDI. En effet, près de la moitié des PDI (44%) ont des abris sérieusement détériorés ou complètement détruits dans leurs lieux d'origine. Ceci est corrélé aux violences et conflits entraînant des pillages et incendies volontaires, et par les catastrophes (inondations, incendies).

Projection des besoins

L'évolution la plus probable du contexte sur le plan sécuritaire laisse entrevoir la même tendance en termes d'impact humanitaire pour 2024. Des violences liées au contexte sécuritaire et aux catastrophes naturelles (inondations et incendies) occasionneraient des mouvements de population, notamment dans les zones sud-est (Haut-Mbomou, Mbomou), nord-ouest (Ouham, Ouham-Pendé et Nana-Mambéré) et nord-est (Bamingui-Bangoran et Vakaga), entraînant des besoins d'assistance en abris d'urgence et en biens non alimentaires pour sauver des vies et répondre aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables.

Dans cette perspective, près de 250 000 personnes pourraient être affectées par des nouveaux chocs, et plus de 213 000 personnes resteraient en déplacement prolongé sur les sites ou dans les familles d'accueil, tous nécessitant une réponse adéquate en abris et non-vivres.

Par ailleurs, les retours de populations resteront continus dans les zones qui y sont propices, sachant que les disputes entre les PDI et certains propriétaires de fonciers d'espaces accueillant les sites (cas de Kaga-Bandoro, Batangafo et Bria) pourraient précipiter certains cas de retour, nécessitant un accompagnement en termes d'abris et de non-vivres.

Suivi des besoins

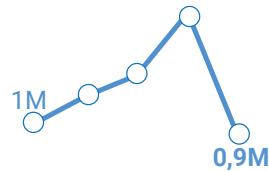
Le Cluster Abris/non-vivres a mis en place un mécanisme de suivi des plaidoyers et des réponses aux chocs signalés à travers des alertes. A cet effet, la collaboration avec le RRM demeurera consolidée. La cartographie nationale des acteurs du secteur abri sera régulièrement actualisée. Dans la mesure du possible, des comités abri seront installés au niveau des sites afin de contribuer à leur gestion. En collaboration avec les gestionnaires des sites et les acteurs de la DTM, les besoins seront identifiés pour des réponses et des plaidoyers. La stratégie des abris actualisera les coûts des articles et des matériaux de construction. Des réunions de coordination régulières s'organiseront dans la capitale comme dans la province avec l'appui du comité consultatif stratégique (SAG) du cluster Abris/non-vivres en conseils et solutions aux éventuelles difficultés que le secteur rencontrerait.

Coordination et Gestion des Camps

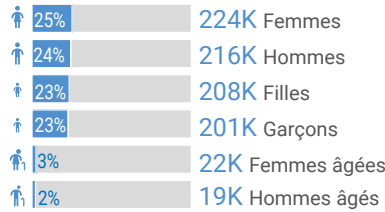
PERSONNES DANS LE BESOIN

0,9M

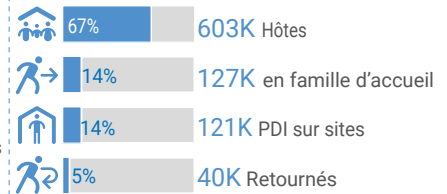
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

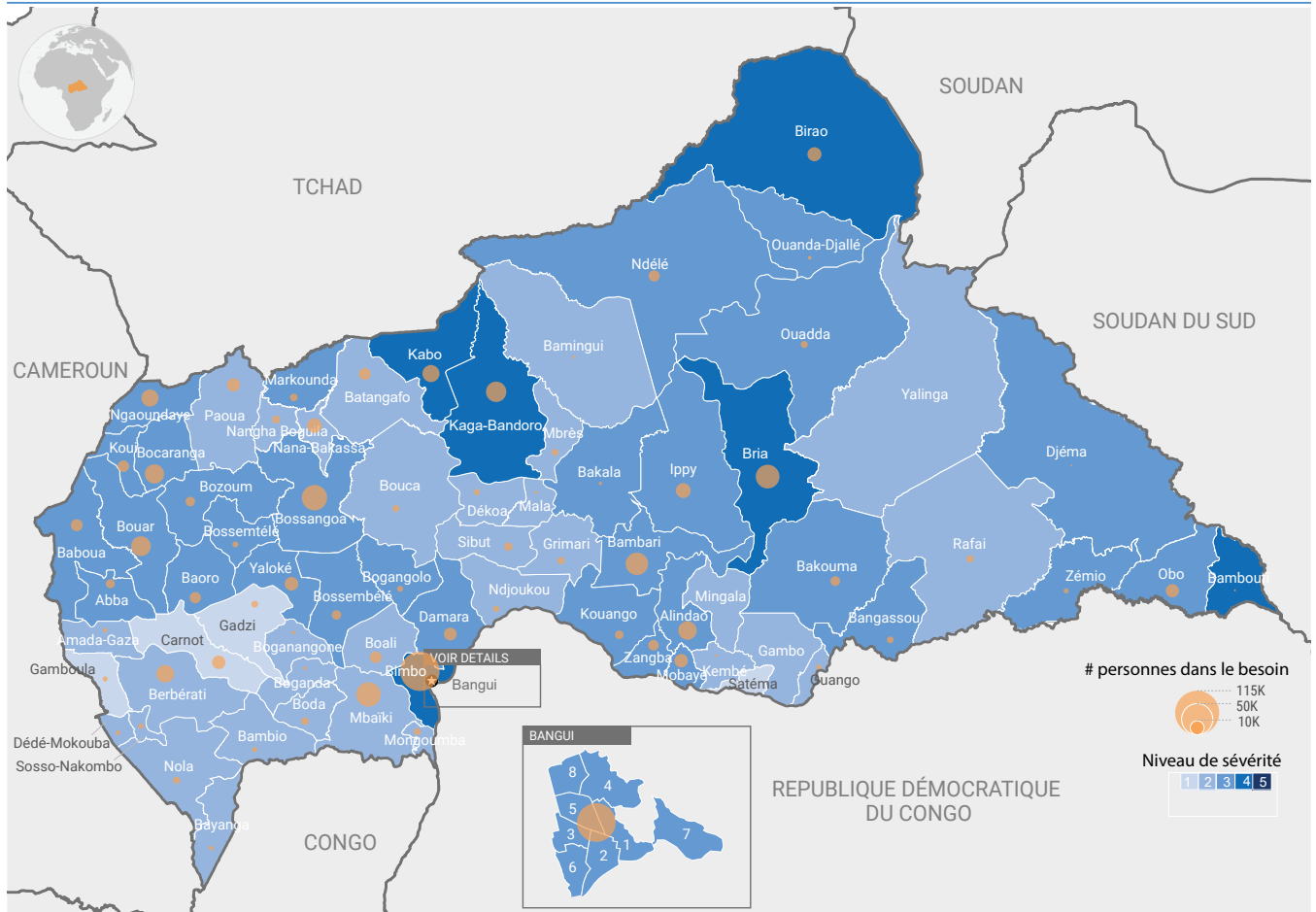


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



CCCM - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

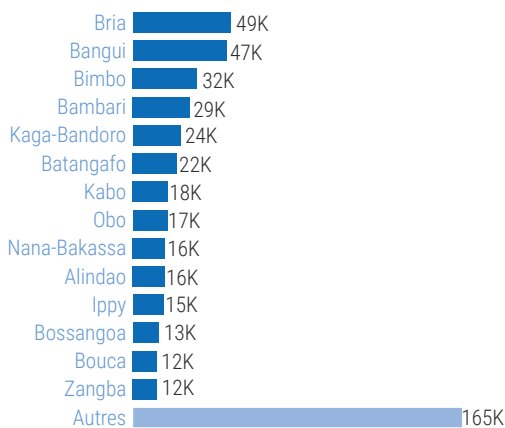
novembre 2023



Aperçu des besoins

En 2024, près de 890 887 personnes ont un besoin humanitaire en lien avec le CCCM, ce qui représente une baisse de 45% en comparaison à la projection de 2023. Les sous-préfectures de Bimbo, Birao, Bambouti, Bria, Kaga-Bandoro, et Kabo ont un niveau de gravité extrême (seuil de sévérité 4) et 31 autres un niveau de gravité sévère (seuil de sévérité 3) pour ce qui est des besoins en CCCM. Cela s'explique doublement par l'évolution du contexte caractérisé par la coexistence des retours spontanés et de nouveaux chocs au cours de l'année.

Sous-préfectures ayant hébergé plus de 10 000 PDI en août 2023



Les nouveaux chocs (violences et aléas naturels) qui ont été prépondérants surtout dans les zones nord-ouest, nord-est et sud-est ont affecté 139 840 personnes entre janvier et août 2023 selon le RRM.

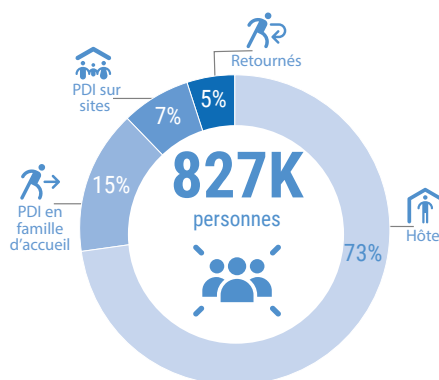
Ces chocs engendrent des besoins importants en matière de CCCM dans les zones de présence des PDI sur les sites et les communautés d'accueil pour s'assurer que les droits humains soient respectés au minimum standard vis-à-vis de tous les secteurs. De surcroît, la dégradation de la situation sécuritaire à Obo, Bambouti et Zémio aggrave les besoins en CCCM.

Parallèlement, la DTM a estimé à 166 075 les nouveaux retours entre janvier et août, favorisés par une relative accalmie dans certaines zones après le retrait des éléments armés. Ces retours génèrent également un besoin en appui CCCM pour faciliter le retour effectif des ménages provenant des sites.

Populations affectées

Les différentes catégories de personnes affectées par les déplacements forcés vivant dans des conditions extrêmement précaires et ayant un besoin relevant du CCCM incluent prioritairement 120 521 PDI vivant sur les sites et lieux de regroupement autogérés, 126 615 PDI en familles d'accueil, 40 398 retournés et 603 353 personnes issues de la population hôte. Tous ces groupes de populations sont considérés dans le cadre du CCCM pour assurer que les besoins primaires soient identifiés et couverts dans tous les secteurs pour garantir une réponse cohérente aux besoins vitaux des populations.

Proportion des personnes affectées par groupe de population



Analyse des besoins sectoriels

D'un point de vue global, le nombre total de personnes déplacées (PDI) n'a pas significativement changé en une année. Il est de 484 335 personnes en septembre 2022 contre 488 866 en août 2023. Ces chiffres sont répartis en 120 521 personnes sur les sites et 368 345 personnes en communautés d'accueil. Parmi les sous-préfectures qui ont hébergé plus de 10 000 PDI figurent Bria (30 261), Alindao (14 338), Kaga-Bandoro (12 640), Obo (11 811) et Bambari (11 356). Les PDI sont installées au niveau de 91 sites dont 66 sont sous la gestion des ONG et les 25 autres sans gestionnaire. Dans tous les sites actuellement actifs dans le pays coexistent d'importants besoins en CCCM pour assurer que les besoins primaires sont respectés vis-à-vis de tous les secteurs (protection, santé, EHA, éducation, aide alimentaire, etc.).

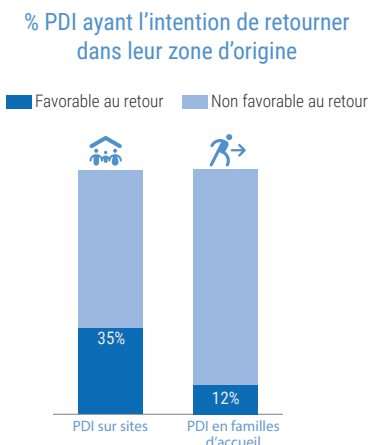
Les nouveaux chocs (violences et inondations) engendrent d'importants besoins en CCCM. Ainsi, 62 alertes ont été répertoriées par le RRM entre janvier et août 2023 et la préfecture de l'Ouham concentre près de 30% d'alertes. D'importants besoins en CCCM ont également émergé depuis la dégradation de la situation sécuritaire dans le sud-est avec l'activisme des groupes armés (Obo, Bambouti et Zémio), nécessitant une présence plus accentuée pour faciliter l'analyse et le suivi de la réponse multisectorielle au profit des personnes affectées par les nouvelles vagues de déplacement.

En effet, la majorité des PDI habite les zones les plus reculées où les conditions de vie sont difficiles, y compris pour la mise en œuvre d'activités socio-économiques, ce qui explique la précarité et la forte dépendance des PDI et des communautés hôtes vis-à-vis de l'assistance humanitaire minimale dans tous les secteurs. Cette situation constituant davantage un facteur d'exposition pour les femmes et les filles, surtout dans les sites auto-gérés par les PDI (au 30 septembre 2023, 25 sites sont autogérés par les PDI et hébergent plus de 6 000 ménages soit 31 000 personnes). Du fait de la relative accalmie sur le plan sécuritaire, le risque d'évictions pour les PDI vivant sur les sites reconnus comme propriétés privées demeure élevé, et constitue un besoin intégré de protection en lien avec le CCCM, pour garantir la dignité des PDI et leur accès aux services adéquats.

Projection des besoins

Considérant le principe international qui reconnaît aux autorités nationales le rôle de leadership sur la protection des personnes déplacées internes, le renforcement des mécanismes de CCCM s'avère plus que nécessaire pour maintenir une capacité de coordination intégrée avec les différents groupes de communautés affectées et en particulier ceux ayant des besoins spécifiques.

Sur la base d'une situation sécuritaire relativement stagnante, les besoins en CCCM concerneront près de 428 000 personnes dont 247,136 déplacés internes sur les sites et en communautés d'accueil. Ces besoins incluront en outre les besoins d'assistance minimales en CCCM, nécessaires aux populations qui pourraient être affectées par de nouveaux chocs.



Par ailleurs, les retours resteront continus selon l'évolution de la situation sécuritaire. La DTM montre que 35% de PDI sur sites et 12% des PDI en communautés d'accueil ont l'intention de retourner dans leurs zones d'origine au cours des prochains mois. Ceci induira le besoin que les acteurs CCCM continuent à assurer la liaison et coordination entre les PDI ayant l'intention de retourner, les retournés et les acteurs humanitaires pour faciliter et accompagner le retour effectif des populations provenant des sites et communautés d'accueil.

Suivi des besoins

Le Cluster CCCM à travers trois outils principaux développés par ses acteurs renforcera la veille et l'analyse régulière des besoins et vulnérabilités au niveau des sites et communautés d'accueil des PDI, tout en renforçant la qualité des mécanismes de gestion des sites mis en place dans les zones de déplacement (camps, installations de type camp et communautés d'accueil).

L'outil du profil de sites permettra de monitorer les services et les gaps dans les différents secteurs d'intervention, la matrice 4W et les outils annexes (rapports de situation, de distribution, etc.) renforceront le suivi global de la réponse en CCCM, la CMP, les rounds de la DTM, les alertes RRM et le Monitoring de Protection seront des outils adéquats pour le suivi des alertes de réponse en lien avec les mouvements de population.

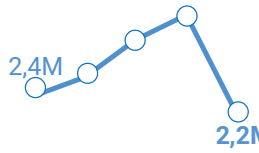
L'équipe de gestion de l'information, et le groupe consultatif stratégique (SAG-CCCM) fourniront le soutien constant à la gestion et à la diffusion des informations. Le Cluster CCCM surveillera régulièrement les progrès et les lacunes dans les services essentiels et s'appuiera sur les mécanismes adaptés de redevabilité pour la prise en compte des points de vue des communautés bénéficiaires.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

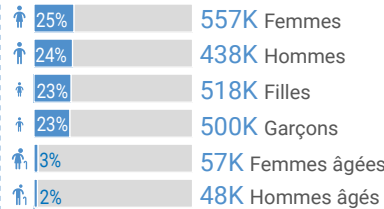
PERSONNES DANS LE BESOIN

2,2M

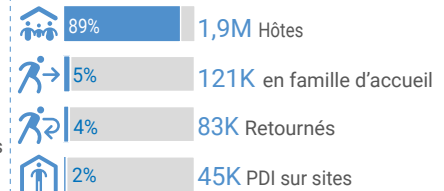
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

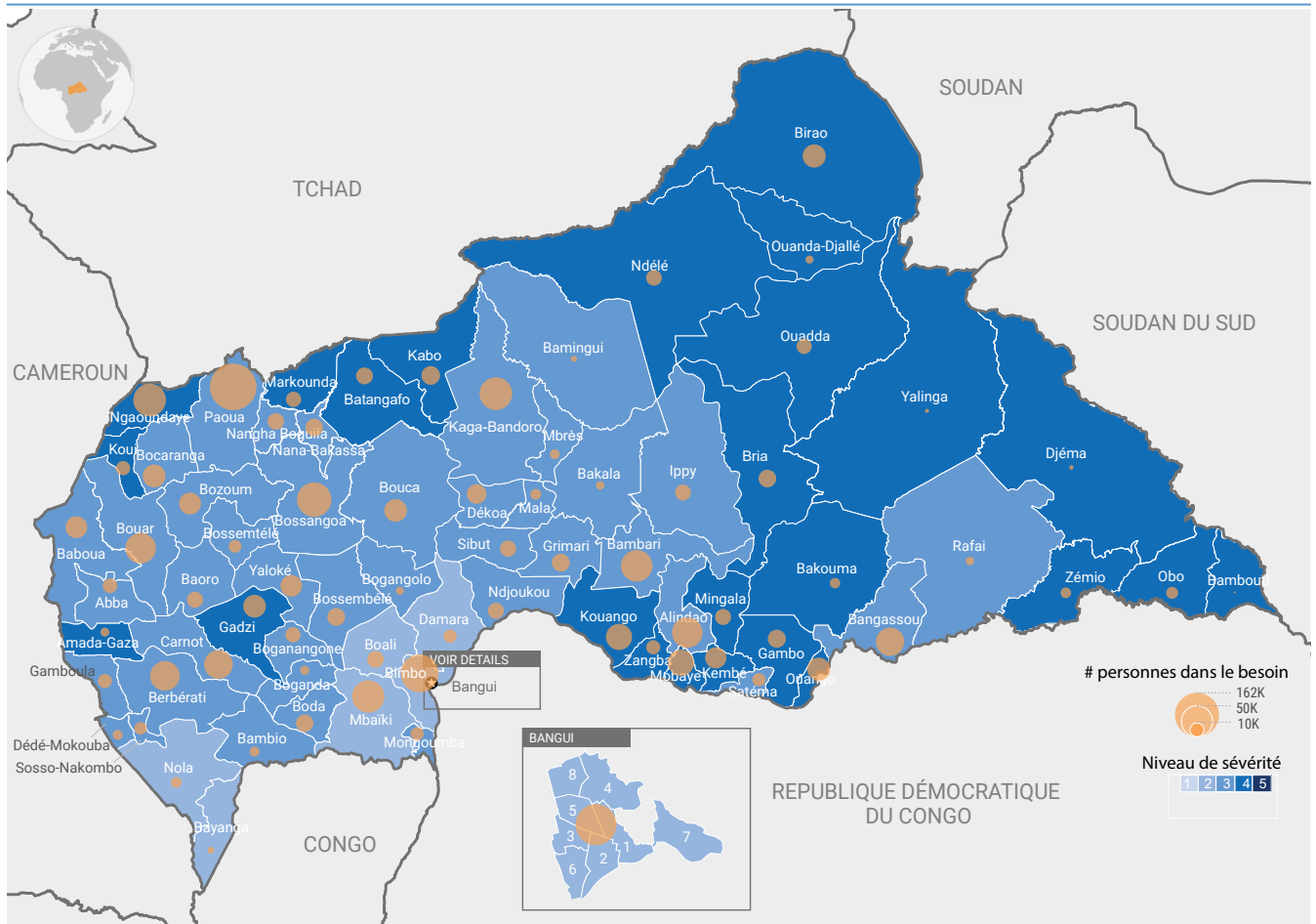


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



EHA - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023



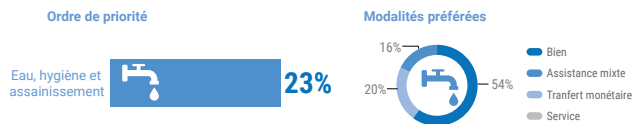
Aperçu des besoins

En RCA, les besoins humanitaires en EHA affectent la majorité des sous-préfectures, avec des niveaux de sévérité importants (sévérité 3 ou plus). 25 sous-préfectures ont un niveau de gravité extrême (seuil de sévérité 4) et 40 sous-préfectures un niveau de gravité sévère (seuil de sévérité 3), principalement en raison d'un manque d'accès suffisant à l'eau potable, la pratique

de la défécation à l'air libre (DAL), et des taux élevés de morbidité et mortalité liés aux maladies féco-orales, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans. 2,2 millions de personnes seront dans le besoin en 2024, contre 3 millions en 2023. Cette variation ne signifie pas une amélioration nette du contexte humanitaire, et s'explique principalement par une priorisation des besoins humanitaires sur les besoins structurels, ainsi que par une baisse localisée de l'insécurité et des mouvements de population en comparaison aux

années précédentes. L'EHA reste le deuxième besoin prioritaire mentionné par les populations, avec comme modalité de réponse préférée la provision directe de biens et services (54%).

2ème besoin prioritaire mentionné et la provision directe de biens et services comme modalité de réponse préférée par la population



Populations affectées

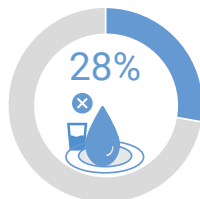
2,2 millions de personnes connaissent des besoins critiques : personnes hôtes, 1 967 473 ; PDI sur sites, 45 376 ; PDI en familles d'accueil, 121 418 ; les retournées, 82 617. Les personnes handicapées constituent 15% de la population totale dans le besoin. Les femmes, filles, enfants et personnes handicapées restent les groupes de population les plus vulnérables.

Analyse des besoins sectoriels

L'accès à l'eau est très problématique pour une partie importante de la population centrafricaine. L'utilisation

des sources d'eau non améliorées ou de l'eau de surface est très commune dans les préfectures de la Basse-Kotto (54%) et du Mbomou (46%). L'accès à l'eau dans les espaces publics est encore plus préoccupant : 52% de

% de ménages utilisant une source d'eau non améliorée ou de l'eau de surface

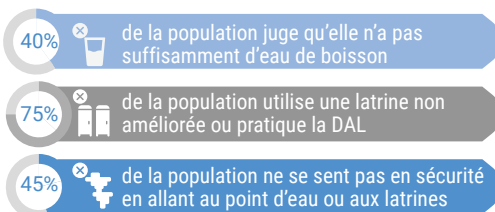


structures de santé n'ont pas un accès suffisant (JMP, 2021), et seulement 38% d'écoles disposent d'eau tout au long de l'année (JENA, 2023). Il en est de même pour les personnes déplacées. L'enquête de l'OIM auprès d'informateurs clés révèle qu'à peine 48% de localités d'accueil disposent d'eau potable, la situation étant plus préoccupante dans les préfectures de la Kemo (1%), la Basse-Kotto (5%) et la Ouaka (48%). Un tiers de ménages déplacés met plus de 30 minutes pour s'approvisionner en eau, et ce pourcentage est particulièrement élevé dans la Basse-Kotto (68%), la Lobaye (62%) et l'Ouham (50%) selon la DTM de l'OIM, 2023.

L'accès aux points d'eau constitue un risque de protection pour 45% de ménages qui ne se sentent pas en sécurité en s'y rendant. Cette perception est plus accentuée dans le Haut-Mbomou (61%), la Sangha Mbaéré (57%) et la Kémo (55%). En termes d'inclusion, 62% de ménages considèrent que les personnes handicapées n'ont pas accès à de l'eau, et 78% considèrent qu'il en est de même pour les personnes

âgées. Il n'est pas étonnant qu'en conséquence 40% de ménages disent ne pas avoir d'eau de boisson en quantité suffisante, tendance qui se révèle plus grave dans les préfectures du Haut-Mbomou (58%), de la Vakaga (58%), de la Basse-Kotto (55%).

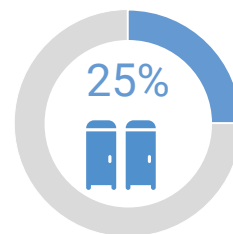
Impact de la crise sur les populations



L'accès à l'assainissement est également précaire.

Seul ¼ de ménages à accès à des infrastructures sanitaires améliorées (37% de ménages utilisant les latrines à fosse sans dalle), et la défécation à l'air libre est pratiquée en moyenne chez 17% de ménages bien que plus accentuée dans la Nana-Gribizi (38%), l'Ouham-Pende (33%) et de la Sangha Mbaéré (31%). Plus de la moitié des ménages (54%) partagent des installations sanitaires avec en moyenne huit autres ménages. Parmi les ménages utilisant des latrines communautaires, 89% de ménages indiquent que les latrines ne sont pas séparées par sexe et 38% rapportent qu'elles sont inadaptées aux personnes handicapées.

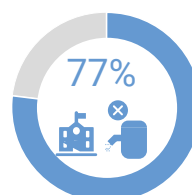
% de ménages ayant accès à une infrastructure sanitaire améliorée



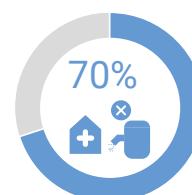
Pour ce qui est des sites, 94% de ménages déplacés considèrent que les latrines sont en mauvais état ou inutilisables (DTM OIM 2023). Enfin, au niveau des écoles, la JENA met en évidence une insuffisance d'installations sanitaires dans les écoles, avec une moyenne de 152 élèves/latrine au niveau primaire et 228 élèves au niveau secondaire. 23% de ménages rapportent que certains groupes de personnes n'ont pas accès aux latrines et parmi eux 71% sont des personnes âgées, 56% des personnes handicapées, 41% des femmes et 40% des filles.

% d'écoles enquêtées ne disposant pas d'installation de lavage de main

% d'établissements sanitaires ne disposant pas d'installation de lavage de main



Source: JENA 2023

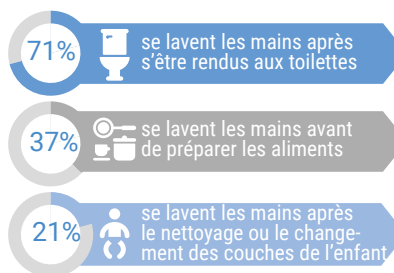


Source: HeRAMS 2023

L'accès à l'hygiène est insuffisant pour une grande partie de la population, plus de deux tiers de ménages n'ayant pas d'installation de lavage des mains et un tiers de ménages n'ayant pas accès au savon. De plus, seulement 71% de ménages se lavent les mains après s'être rendus aux toilettes, 37% avant de préparer les aliments, et 21% après le nettoyage ou le changement des couches de l'enfant. L'accès à l'hygiène au niveau des services de base est tout aussi fragile : 77% d'écoles enquêtées (JENA 2023) et 70% d'établissements sanitaires (HeRAMS, 2023) ne disposent pas d'installations de lavage des mains. Les enfants malnutris pris en charge dans les établissements sanitaires sont souvent exposés à des risques de complication médicale à cause de mauvaises pratiques d'hygiène. Ces conditions difficiles en EHA ont un impact négatif sur la santé publique des communautés centrafricaines, favorisant la propagation des maladies hydriques et contribuant à la malnutrition des enfants. Selon l'enquête SMART de 2022, la malnutrition aiguë globale (MAG) affecte 5,7% des enfants de 6 à 59 mois. La situation nutritionnelle est très variable d'une sous-préfecture à une autre mais reste très préoccupante dans certaines sous-préfectures comme Birao, Ouanda-Djallé, Zangba, Ippy, Bakala et Kouï.

La contamination fécale mentionnée précédemment favorise la propagation des maladies diarrhéiques – une des causes principales de la mortalité et de la malnutrition des enfants. Au niveau national, la diarrhée est mentionnée comme la cause de décès des enfants de moins de 5 ans par 5% de ménages, alors que dans la Vakaga (26%), la Kémo (11%) et l'Ouham (10%), elle est un facteur bien plus important (REACH, 2021).

% des ménages se lavant les mains avant/après chaque activité



Finalement, 40% de ménages n'ont pas accès aux matériels d'hygiène menstruelle, 66% de femmes utilisant simplement des morceaux de pagnes comme absorbants. Les écoles enquêtées par la JENA ne disposent pas d'installations adéquates offrant aux filles l'accès à l'eau, au savon, et un espace privé pour gérer leur menstruation. L'impact de cette situation dépasse le domaine de la santé et de l'hygiène, et remet en question l'accès équitable à l'éducation pour les filles, compromettant la régularité de leur présence

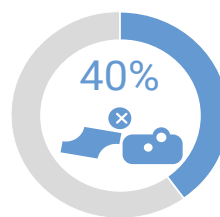
en classe. De plus, ces résultats mettent en lumière le lien intrinsèque entre les normes socioculturelles et les défis rencontrés par les filles lors de leurs règles, ce qui peut contribuer à la VBG en milieu scolaire.

Projection des besoins

Il est probable que les conditions en EHA perdurent en 2024, sous l'hypothèse d'une stabilisation relative des conflits armés et des déplacements.

Les contraintes d'accès et d'insécurité ayant limité l'entretien d'infrastructures EHA et réduit l'accès aux services pour les populations, les besoins en EHA seront tout aussi importants pour les ménages déplacés sur sites ou en familles d'accueil. L'accès à l'eau sera particulièrement limité pendant la saison sèche (premier trimestre de l'année) dans la Vakaga et la Haute-Kotto qui sont les plus exposées au risque de sécheresse (GFDRR, 2022). Au cours des trois dernières décennies, le climat est devenu plus chaud, les précipitations plus irrégulières, et la fréquence des fortes pluies a augmenté

% de ménages n'ayant pas accès aux matériels d'hygiène menstruelle



entraînant d'importantes inondations ayant détruit des points d'eau et des structures sanitaires (Banque mondiale, 2021). Enfin, malgré la relative stabilité projetée des indicateurs de l'IPC sur la malnutrition, la situation reste préoccupante en

termes de sévérité dans le Haut-Mbomou, la Ouaka et de la Basse-Kotto, pour ce qui est des maladies diarrhéiques, la pénurie d'eau potable et une stagnation générale des conditions d'hygiène et de santé (IPC malnutrition, 2023).

Suivi des besoins

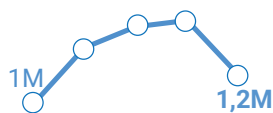
Grâce à divers outils développés pour suivre la situation EHA, le cluster suivra régulièrement les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des activités EHA. Le suivi des activités et l'analyse des besoins seront réalisés régulièrement à travers une matrice transmise aux partenaires. Les alertes du RRM seront également prises en compte dans le plan de réponse du cluster. Le cluster utilisera différents supports (rapport trimestriel, tableau de bord, bulletin, cartes thématiques) pour informer les partenaires et appuyer la prise de décisions stratégiques. Un plan de travail sera élaboré avec les COS pour guider la mise en œuvre de la réponse. Les gestionnaires de l'information du cluster et de OCHA fourniront un soutien technique et mettront régulièrement à jour les bases de données.

Éducation

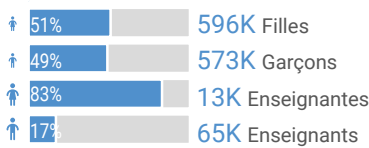
PERSONNES DANS LE BESOIN

1,2M

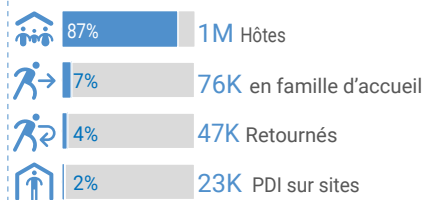
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

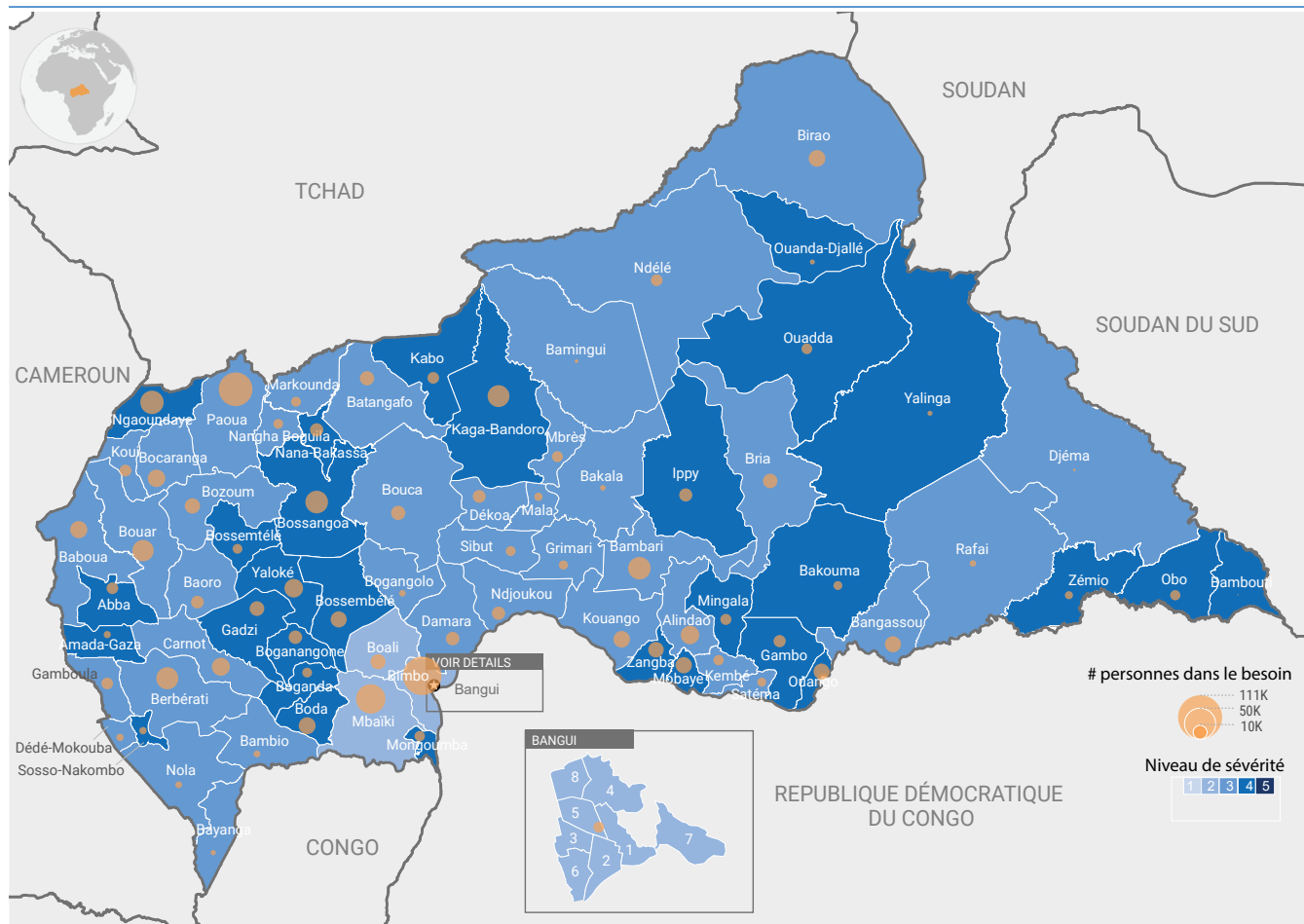


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



ÉDUCATION - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023

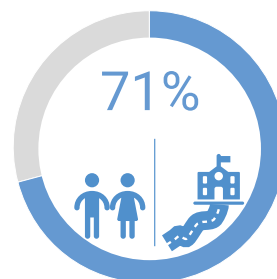


Aperçu des besoins

1 176 224 personnes dont 7 790 enseignants et maitres-parents ont un besoin d'interventions humanitaires dans le secteur de l'Éducation, une baisse de 16% par rapport à l'année dernière (1 409 317 personnes, HNO 2023) qui s'explique par une baisse localisée de l'insécurité et des mouvements de population en comparaison aux années précédentes. Malgré cette baisse, 337 129 enfants ont des besoins aigus, notamment dans les sous-préfectures ayant en 2023 des faibles taux de scolarisation¹¹¹ comme

Bambouti (11%), Zangba (31%), Abba (39%), Boganda (41%), Yalinga (44%), Ouadda (54%), Boda (55%), Boganangone (55%) et Nana Bakassa (57%), sachant que près de 71% d'enfants ne fréquentaient pas l'école sur une base régulière (plus de 6 mois 4 fois par semaine)¹¹². En termes de sévérité de ces besoins à l'échelle nationale,

Taux d'enfants ne fréquentant pas régulièrement l'école (2021-2022)



les besoins en éducation sont autant sévères atteignant des seuils critiques (sévérité 4) que ceux d'autres secteurs dans 15 sous-préfectures, démontrant avec suffisance leur lien étroit avec les conséquences humanitaires liées au contexte. Toutefois, des besoins d'ordre structurels coexistent aux côtés des besoins humanitaires en éducation, notamment ceux liés à l'absence de mécanismes de prise en charge de maîtres-parents, qui constituent à l'échelle nationale 68%¹¹³ de l'ensemble du corps enseignant.

Populations affectées

Les besoins du secteur de l'éducation sont déterminés par les mouvements de populations liés aux conflits armés impactant la protection des enfants à l'école et sur le chemin de l'école, aux catastrophes naturelles/inondations, ainsi qu'aux vulnérabilités humanitaires (non structurelles) des communautés hôtes.

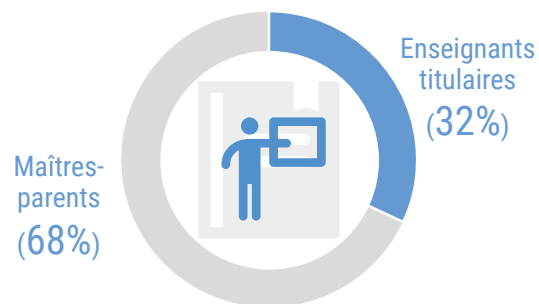
Parmi les 1 168 434 enfants de 3-17 ans ayant des besoins dans le secteur de l'éducation, près de la moitié sont en âge de suivre des cours d'éducation primaire (44% entre 6 et 11 ans), près d'un tiers sont en âge d'entrer en préscolaire (27% entre 3 et 5 ans) et près d'un tiers sont en âge d'entrer au secondaire (29% entre 12 et 17 ans). 51% d'enfants affectés sont des filles, et 15% sont handicapés (MSNA, 2023). Pour encadrer ces enfants, 3 055 enseignants(es) et maîtres-parents seront ciblés dans les interventions pour l'éducation en urgence.

Au niveau des groupes de populations, 2% d'enfants déplacés sur les sites ont des besoins en éducation, contre 7% de ceux vivant en familles d'accueil et 4% chez les populations retournées. Le reste d'enfants sont ceux des communautés hôtes qui ont vu leurs vulnérabilités augmenter après les différents chocs et représentent 87% du total d'enfants de 3 à 17 ans dans le besoin d'éducation.

Analyse des besoins sectoriels

L'instabilité des conditions sécuritaires, et les conditions économiques sont à la source de la démission/relocalisation des enseignants compétents, et créent des conditions d'apprentissage loin des normes officielles. Selon les autorités éducatives, le nombre d'enseignants titulaires a diminué dans plus de la moitié (51%) des sous-préfectures. L'insécurité (sur la route de l'école), la relocalisation de certains enseignants titulaires vers Bangui, d'autres villes et la recherche d'autres opportunités économiques étaient les trois raisons de démission les plus fréquemment mentionnées par les informateurs clés et autorités éducatives (respectivement 44%, 38% et 36%), suivi du retard dans le paiement des salaires (26%) par le Gouvernement.

Proportion des enseignants par type



78% d'écoles du fondamental 1 sont au-dessus du standard national de 1 enseignant pour 65 élèves. Plus de la moitié d'écoles sont au-dessus du standard pour le fondamental 2, mais avec un ratio moyen moins élevé. Comme moyen d'adaptation, les communautés recourent aux maîtres-parents, ce qui crée un déséquilibre circonstanciel qui tend à se pérenniser (68% d'enseignants identifiés lors de l'enquête JENA 2023 sont des maîtres-parents, contre 32% d'enseignants titulaires).

Ratio moyen d'élèves par enseignant au primaire et fondamental 1



Les mouvements de populations impactent directement les capacités des ménages affectés à garantir une éducation de qualité pour les enfants. Sur l'ensemble des enfants dans le besoin, ceux déplacés sur sites représentent 2%, les retournés 4%, ceux en familles d'accueil 7%, et ceux de la communauté hôte 87%.

Conjugué à d'autres facteurs socio-structurels, l'insécurité constitue une barrière pour l'accès à l'éducation, et renforce l'abandon scolaire. Les préoccupations sécuritaires en se rendant à l'école (22%), l'absence de mécanismes d'orientation scolaire (21%), le manque de soutien psycho social (19%), les attaques/incidents sécuritaires à l'école (14%) sont les quatre facteurs renforçant la perception de l'insécurité dans le domaine de l'éducation en 2023, selon les informateurs clés ayant participé à l'évaluation JENA 2023. Les Sous-préfectures de Ouadda (79%), Obo (55%), Yalinga (53%), Bambouti (50%), Mongoumba (28%) et Ngaoundaye (26%) ont été les plus impactées selon la majorité des informateurs clés par cette situation d'insécurité. Pour l'ensemble des écoles évaluées dans la JENA, les contraintes financières

(81%), les grossesses précoces (51%), le mariage des enfants (42%) et le travail des enfants (32%) sont rapportés comme principales raisons d'abandon scolaire des enfants.

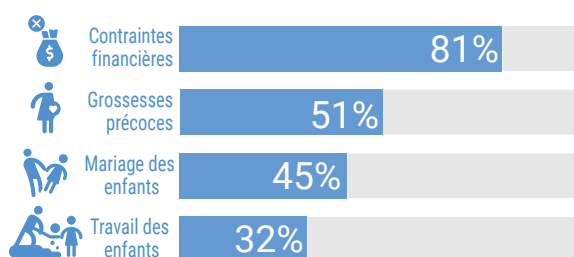
L'absence d'espaces d'apprentissage adéquats expose les enfants aux risques de protection, notamment celui lié aux VBG et à l'enrôlement dans les groupes armés.

Lors des consultations avec les groupes d'adolescents non-scolarisés, la recherche de revenus et le manque d'opportunités éducatives et professionnelles sont les principales raisons du recrutement d'enfants dans les groupes armés. La majorité des groupes de discussion met en exergue la volonté de vengeance ou la recherche du prestige (la volonté de se donner de l'importance et de sa faire respecter) comme motif d'enrôlement des enfants au sein des groupes armés.

Certaines zones présentent des faibles taux de scolarisation du fait des chocs humanitaires récurrents et des contraintes d'accès physique.

Il s'agit notamment de Bambouti (11%), Zangba (31%), Abba (39%), Boganda (41%), Yalinga (44%), Ouadda (54%), Boda (55%), Boganangone (55%) et Nana Bakassa (57%), qui figurent au rang des 20 sous-préfectures en sévérité 4. Ce faible taux de scolarisation des enfants est aussi exacerbé par la présence des demandeurs d'asile tchadiens dans certaines zones comme Markounda et Paoua, avec un nombre important d'enfants ayant besoin d'intégrer les écoles des communautés hôtes. Une stratégie appropriée est nécessaire pour préparer ces enfants tchadiens à intégrer le système éducatif centrafricain.

Principales raisons d'abandon scolaire



Au total 1 168 434 enfants âgés de 3 à 17 ans et plus de 7 790 enseignants/maîtres-parents sont actuellement dans le besoin.

Toutefois, en plus des besoins découlant de crises humanitaires, les problèmes structurels constituent des facteurs aggravants pour la condition scolaire des enfants, et nécessitent l'activation d'autres mécanismes pour faire face à ces problématiques comme les mariages d'enfants, la prise en charge d'enseignants, et l'insuffisance d'infrastructures scolaires. Des enfants en âge avancé hors du système scolaire, y compris les enfants sortis

des groupes armés et les filles-mères, ont besoin de plusieurs options pour leur réinsertion, y compris l'accès aux programmes d'éducation non formelle comme les cours de rattrapage.

Les besoins prioritaires urgents concernent l'accès à l'éducation dans un environnement d'apprentissage à la fois physiquement et psychologiquement sûr et protecteur, en diminuant l'exposition des enfants aux risques de protection hors de l'école et en promouvant leur bien-être mental. Ils incluent les espaces physiques sûrs et disposant de matériels scolaires et didactiques, l'encadrement par les enseignants capables de fournir aux enfants l'appui psychosocial et de répondre aux besoins d'apprentissages spécifiques, et un milieu scolaire qui renforce la protection de l'enfant, y compris la prévention et le référencement des cas d'abus et exploitation sexuels et de VBG. En ce sens, les synergies avec les secteurs EHA et protection de l'enfance sont importantes. Une attention particulière est la réponse adéquate aux barrières environnementales et comportementales vécues par les filles et les enfants handicapés, notamment sur l'inaccessibilité des écoles et leur discrimination.

A ces besoins s'ajoute celui d'appuyer la continuité et la qualité de l'éducation des filles et garçons dans les contextes de crises à travers une approche de résilience. Les enfants ont besoin d'accès à un environnement d'apprentissage qui peut être transformé en structure durable après le stade initial de la crise, des enseignants/maîtres-parents qui soient formés et renforcés/recyclés dans la maîtrise d'approches pédagogiques et d'appui psychosocial, pour maintenir les activités psychosociales en milieu scolaire sur le long terme. Des synergies sont nécessaires dans ce sens avec d'autres secteurs comme l'EHA, la protection de l'enfance, et la sécurité alimentaire à travers les initiatives de cantines scolaires dans les zones plus stables.

Projection des besoins

Sur base projetée d'un scénario envisageant une stagnation du contexte sécuritaire, il est possible d'envisager pour 2024 le même niveau d'exposition aux chocs, avec la même tendance en termes de violences, qui signifie le même degré d'exposition des enfants aux violences sexuelles, aux risques de protection (mariages précoces, recrutements ou utilisation par les groupes armés) et autres facteurs de déscolarisation. La résultante en termes de flux mixtes de déplacements et de retour des populations sera suivie des mêmes seuils de vulnérabilité et de besoins pour les enfants en âge scolaire, les enseignants et maîtres parents dans les zones concernées. Le cluster estime que les besoins

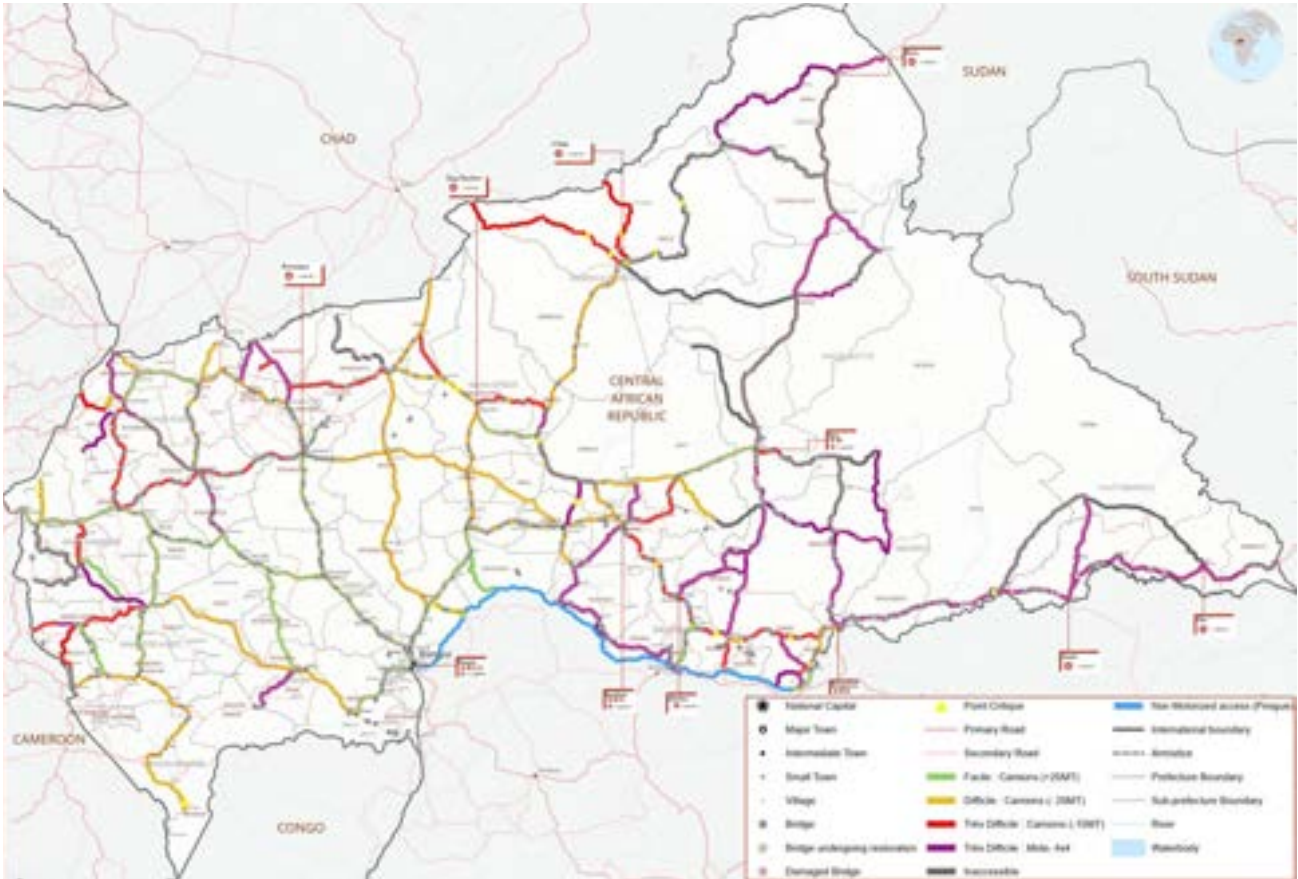
concerneront les 20 sous-préfectures en phase de sévérité 4 dont cinq alignés à la sévérité intersectorielle, avec 262 881 enfants dans le besoin (22% du nombre total de personnes dans le besoin pour les enfants de 3 à 17 ans). En revanche, toute détérioration significative du contexte surtout sécuritaire pourrait entraîner des besoins beaucoup plus importants.

Suivi des besoins

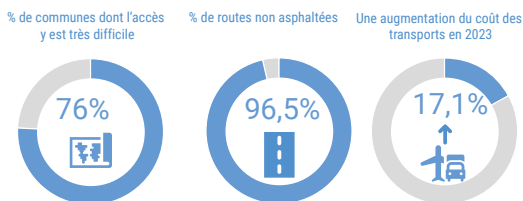
En 2023, le Cluster Éducation en collaboration avec le DdR protection de l'enfant a organisé une évaluation conjointe des besoins en éducation (JENA) qui a permis d'avoir un aperçu global sur l'impact des crises et catastrophes sur l'éducation des filles et garçons en RCA. Les résultats de cette évaluation permettent aux deux clusters de mettre à jour l'analyse des besoins, et une planification intersectorielle de réponses aux besoins des enfants pour les deux secteurs en 2024. Les résultats de cette évaluation permettront également en coordination avec les autres clusters et les mécanismes d'alerte existants, un suivi des besoins des enfants de 3 à 17 ans déplacés, retournés ou dans des ménages d'accueil affectés par les différents chocs, y compris les inondations et les attaques contre les écoles.

Logistique

Contraintes d'accès physique (aout 2023)



Contexte du secteur logistique & services communs



Quasi-inexistants, les mécanismes de transport et de logistique à l'échelle du pays connaissent une réelle stagnation, aucun projet de développement de ce type n'ayant été entrepris sur les dernières années. Cependant, la multiplicité des chocs y compris dans des zones difficiles d'accès, conjuguée aux contraintes budgétaires de nombreuses organisations, ont un impact opérationnel sur la disponibilité des services, y compris logistiques. La facilitation des services

logistiques communs pour les acteurs opérationnels reste essentielle pour garantir une réponse dans les temps aux besoins humanitaires et vulnérabilités identifiées.

Malgré un déploiement important de plateformes de stockage et d'unités de stockages mobiles (provisoires) mutualisés à Bangui et en province, la quasi-inexistence d'infrastructures étatiques ou privées, l'inexistence d'infrastructures de stockage à température contrôlée à l'aéroport, restent les principales contraintes aux côtés d'autres problématiques annexes comme celles liées à l'impact de l'énergie (difficulté à maintenir la chaîne d'approvisionnement/de froid pour les réponses d'urgence en santé).

D'autres problématiques plus structurelles comme la dégradation/destruction des rares infrastructures vétustes de transport, entravent l'accès humanitaire et l'acheminement de l'aide aux personnes les plus vulnérables.

Accès aux bénéficiaires

Les pluies sont de plus en plus destructrices et continuent d'enclaver complètement une bonne partie du pays (de juin à décembre), rendant compliqué voire impossible l'accès terrestre à certains bénéficiaires, imposant de ce fait l'usage de moyens aériens. En plus du manque de mécanismes de prévention (barrières de pluies, canalisations), l'utilisation de véhicules lourds pour l'acheminement de l'aide et le commerce contribuent à la dégradation rapide du réseau routier et des ouvrages de franchissement (ponts, bacs).

Cependant, en dehors de la MINUSCA, aucune expertise locale en génie civil n'est présente en RCA, et les réhabilitations provisoires exécutées par les partenaires humanitaires, bien que nombreuses chaque année, ne suffisent pas. Si ces réhabilitations permettent l'accès ponctuel à certaines destinations, elles n'offrent pas d'amélioration durable pour l'ensemble du réseau routier. En effet, les projets de réhabilitation sont trop peu nombreux, et le pays ne dispose pas d'une capacité d'intervention mobile suffisante en cas de besoin urgent et localisé. Par ailleurs, il est à noter qu'aucune carte d'accès n'existe en RCA, en dehors de celles produites et mises à jour par le Cluster Logistique à travers les contributions des acteurs humanitaires.

Ces contraintes logistiques endémiques en RCA ralentissent drastiquement l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones les plus touchées et enclavées dont le Mbomou, le Haut-Mbomou, la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, le Sud de la Ouaka, et la Vakaga. Pour illustrer le statut de l'accessibilité des routes, la carte nationale ci-dessous reflète la sévérité de ces contraintes en saison des pluies. Les axes très dégradés ne permettant l'accès qu'aux camions de moins de 15 tonnes (largement en dessous du poids d'une distribution moyenne du RRM) qui représente environ 35 tonnes) et véhicules 4x4 sont représentés en couleur rouge et violet. Les axes de couleur noire sont inaccessibles par voie routière.

En plus, les résultats du groupe de travail accès ont estimé qu'en août 2022, 76% de communes de la RCA étaient soit très difficiles d'accès soit inaccessibles, sachant qu'en plus ces communes regroupent 62% de la population centrafricaine.

Fret aérien d'urgence

Pour atteindre ces zones enclavées, le projet de fret aérien d'urgence reste incontournable en RCA.

Le mauvais état de certaines pistes et leur longueur insuffisante pour accueillir un avion Antonov, contraignent la multiplication de vols, et augmentent le coût par kilo des distributions aux bénéficiaires de l'aide humanitaire. La rareté du Jet A-1 (carburant aviation), a significativement impacté sur le coût par kilo (17\$/kg pour Obo et 7,5\$/kg pour Birao et Zémio). Par ailleurs, le fret médical, au vu de l'état de dégradation avancée des routes et donc du temps de transit routier, doit souvent être transporté par voie aérienne, même lorsque la route est théoriquement praticable, sous peine d'arriver en mauvais état après parfois plus de 3 mois sur la route.

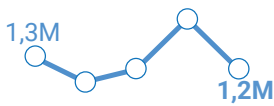
Le manque d'infrastructures fiables (absence d'électrification, d'infrastructures routières, d'espaces de stockage suffisants) rend la chaîne d'approvisionnement en RCA extrêmement coûteuse et inefficace. A cela s'ajoutent de nombreuses contraintes qui ralentissent également la chaîne logistique : des ruptures de stocks, des blocages aux frontières (camerounaises, tchadiennes ou soudanaises), des engorgements à la douane, des procédures administratives alourdies et manquant de célérité et une prolifération des frais et des taxes.

Nutrition

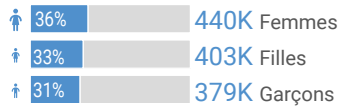
PERSONNES DANS LE BESOIN

1,2M

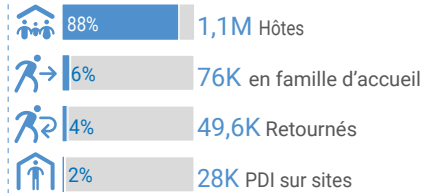
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

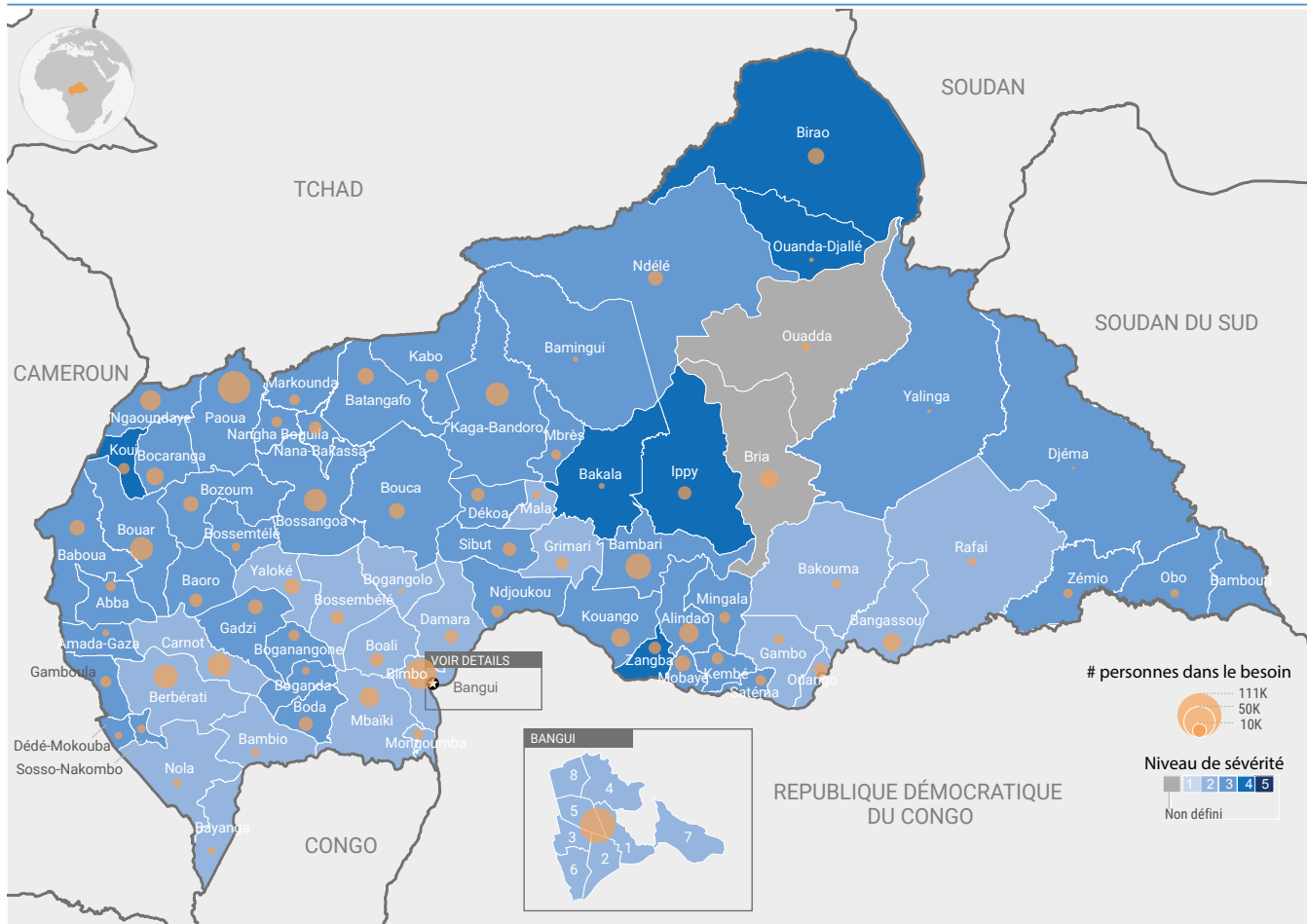


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



NUTRITION - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023



Aperçu des besoins

Au cours de l'année 2024, le cluster estime que 1 222 768 personnes ont un besoin d'assistance nutritionnelle en RCA, dont 487 618 filles, 284 688 garçons, et 461 148 femmes enceintes ou allaitantes, soit 22% de moins qu'en 2023 (en 2023, le nombre de personnes dans le besoin pour la nutrition était de 1 569 637 personnes). Cette diminution est liée à la prévalence des enfants MAS dans les différentes sous-préfectures,

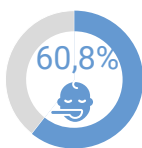
tenant compte des résultats de enquêtes SMART rapides et dépistage exhaustif réalisés, mais aussi la taille démographique de Bangui qui n'est plus une zone prioritaire du cluster nutrition pour l'Aperçu des besoins humanitaires 2024..

La distribution géographique de la situation nutritionnelle reste la même depuis plusieurs années, alignée avec les zones des chocs humanitaires (foyers de violences, zones avec faibles couverture/accès à l'eau potable, zones à forte sévérité d'insécurité

alimentaire, et faible couverture des structures de santé). Selon la situation projetée de l'analyse IPC, les besoins en termes de nutrition sont plus aigus (sévérité 4) dans la Vakaga, Ouadda-Djallé, Bakala, Ippy, Zangba et Kouï, en comparaison aux 49 sous-préfectures en sévérité.

Populations affectées

Le contexte actuel de la RCA ne permet pas au système de santé de faire une différence nette entre les populations affectées par les chocs et les personnes affectées par les causes structurelles impactant sur la situation nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes/femmes allaitantes (FEFA) dans le pays. 60,8%



de la population en situation nutritionnelle de stress (phase 2) ou de crise (phase 3)

de la population centrafricaine vit dans 56 sous-préfectures qui sont classées en sévérité 3 et 4 selon l'analyse IPC malnutrition aiguë (soit

plus de 3,7 millions de personnes).

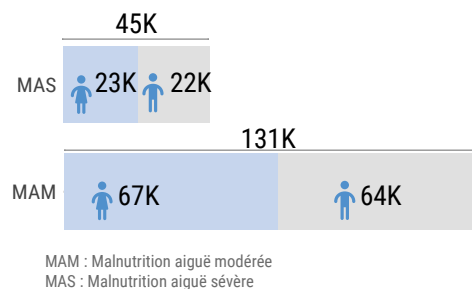
Parmi elles, **1 222 768 enfants de moins de 5 ans et FEFA ont un besoin nutritionnel pour l'année 2024**, soit 32,7% de la population de ces zones prioritaires.

Analyse des besoins sectoriels

Le système de santé de la RCA continue de se dégrader alors que les autres infrastructures de base en EHA et santé ne sont toujours pas améliorées. Le paludisme, les infections respiratoires aiguë et les cas de diarrhée dominent le profil épidémiologique du pays, avec des pics saisonniers (période de soudure) occasionnant une détérioration de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des cas de décès. Depuis le début de l'année, plusieurs districts de santé ont atteint le seuil épidémique de rougeole dont Bimbo, Alindao-Mingala, Haute-Kotto, Bangassou, Ouango-Gambo et Bozoum-Bossebele, et les activités de riposte n'ont pas été lancées dans la plupart de ces districts, ce qui a contribué à l'aggravation de la situation nutritionnelle des enfants de ces localités.

L'insuffisance dans la couverture des soins de santé et nutrition, et les faibles capacités de prévention et prise en charge nutritionnelles ont renforcé les facteurs de risque de malnutrition et de santé. En conséquence, la situation nutritionnelle semble stagner en comparaison à 2022. 45 473 enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aiguë sévère (dont 23 191 filles et 22 282 garçons), et 131 224 malnutris modérés (66 924 filles et 64 300 garçons) ont besoin d'un traitement dans les unités nutritionnelles ambulatoires et de supplémentation.

Nombre d'enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère et modérée



Le système de santé de la RCA continue de se dégrader alors que les autres infrastructures de base en EHA et santé ne sont toujours pas améliorées. Le paludisme, les infections respiratoires aiguë et les cas de diarrhée dominent le profil épidémiologique du pays, avec des pics saisonniers (période de soudure) occasionnant une détérioration de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des cas de décès. Depuis le début de l'année, plusieurs districts de santé ont atteint le seuil épidémique de rougeole dont Bimbo, Alindao-Mingala, Haute-Kotto, Bangassou, Ouango-Gambo et Bozoum-Bossebele, et les activités de riposte n'ont pas été lancées dans la plupart de ces districts, ce qui a contribué à l'aggravation de la situation nutritionnelle des enfants de ces localités.

L'insuffisance dans la couverture des soins de santé et nutrition, et les faibles capacités de prévention et prise en charge nutritionnelles ont renforcé les facteurs de risque de malnutrition et de santé. En conséquence, la situation nutritionnelle semble stagner en comparaison à 2022. 45 473 enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aiguë sévère (dont 23 191 filles et 22 282 garçons), et 131 224 malnutris modérés (66 924 filles et 64 300 garçons) ont besoin d'un traitement dans les unités nutritionnelles ambulatoires et de supplémentation.

6 821 enfants en malnutrition sévère aiguë, (3479 filles et 3 342 garçons) sont à risque de développer des complications médicales nécessitant un besoin urgent de traitement dans une unité nutritionnelle thérapeutique, pour réduire le fort risque de décès. 493 846 garçons et filles de 6 à 59 mois sont dans le besoin d'au moins un dépistage de la malnutrition, tandis que 201 760 enfants, dont 102 898 filles et 98 863 garçons de 6 à 23 mois à haut risque, ont besoin d'intégrer le programme d'alimentation supplémentaire de couverture pour prévenir la survenue de la malnutrition. 280 223 FEFA ont besoin d'actions préventives dans le cadre de l'alimentation du nourrisson et du jeune

enfant (ANJE), ainsi que pour l'amélioration des connaissances de pratiques familiales essentielles qui pourra concerner indirectement toute la population.

Toutes les sous-préfectures disposent d'une proportion de personnes en besoin d'assistance nutritionnelle en période actuelle ou en période projetée, car la limite liée à la fiabilité des données historiques analysées a pu exclure certaines poches de malnutrition dans les zones difficiles d'accès. Les sous-préfectures de Bria et Ouadda, bien qu'exclues des analyses IPC par manque d'évidences, seront prises en compte par le Cluster Nutrition au vu leur sévérité intersectorielle. Le Cluster nutrition s'est servi des résultats de l'analyse IPC Malnutrition réalisée en septembre 2023 pour classer le niveau de sévérité de la phase actuelle couvrant la période allant de septembre 2023 au mois de mars 2024. L'association de certains facteurs contributifs à la phase actuelle a permis d'apprécier la situation nutritionnelle des enfants et FEFA en phase projetée couvrant le deuxième et le troisième trimestre de l'année 2024. Cette analyse des besoins se focalise donc sur la phase dite « phase projetée » de la malnutrition, qui couvre la période de soudure (pic des cas MAS), en se focalisant sur les sous-préfectures en sévérité 3 et 4.

Selon l'analyse IPC projetée, cinq sous-préfectures (Birao, Ouada-Djalé, Zangba, Ippy et Bakala) connaîtront une dégradation très marquée du contexte nutritionnel, basculant d'une situation sérieuse (Phase 3 de l'IPC) à une situation critique (Phase 4 de l'IPC) en 2024. À la suite d'une réponse en cours de préparation (septembre 2023), la Sous-préfecture de Kouï se maintiendra en situation critique. De même, au cours de la période de soudure, **41 sous-préfectures basculeront d'une situation d'alerte (Phase 2 de l'IPC) à une situation sérieuse (Phase 3 de l'IPC).**

Projection des besoins

Comparativement à la phase actuelle (12 sous-préfectures en phase 3 et 4), si aucune réponse multisectorielle adéquate n'est apportée de manière anticipée, les résultats de l'analyse IPC malnutrition prévoient d'ici mars 2024 une hausse des besoins nutritionnels (phases 3 et 4) dans 55 sous-préfectures.

Cette projection est étroitement liée à la dégradation de la situation de l'insécurité alimentaire en phase projetée, qui a identifié plus de 41% de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dérivant d'une alimentation pauvre et peu variée. Ce, à cause principalement de l'activisme des groupes armés, des chocs liés aux mouvements de transhumance, l'aggravation du manque d'accès aux soins de santé curatifs et préventifs, et la persistance d'un accès limité à l'EHA dans les ménages, en faveur des enfants et

femmes enceintes ou qui allaitent. De plus, le pic de paludisme couplé à la période de soudure pendant la saison pluvieuse contribuera à la détérioration de la situation nutritionnelle des FEFA et enfants de moins de 5 ans dans les sous-préfectures exposées à ces facteurs de vulnérabilité.

Suivi des besoins

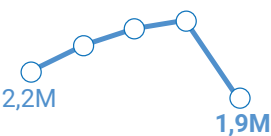
Le suivi des besoins nutritionnels se fera à travers différents outils tels que des dépistages périodiques exhaustives des enfants de 6 à 59 mois réalisés chaque trimestre dans les zones à forte sévérité de besoin et autres zones à risque ; des évaluations des besoins en nutrition au cours des missions multisectorielles ou sectorielles réalisées par les partenaires ; le système national de surveillance nutritionnelle et d'alerte précoce, qui permettra d'avoir un aperçu général de la situation nutritionnelle et déclencher les enquêtes cibles dans les zones en alerte ; les analyses IPC sécurité alimentaire aiguë et malnutrition aiguë permettront d'ajuster les besoins et le plan de réponse ; l'enquête SMART nationale permettra des mises à jour spécifiques à chaque zone pour proposer un plan de réponse adaptée.

Santé

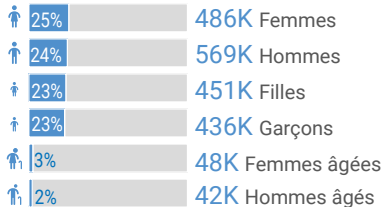
PERSONNES DANS LE BESOIN

1,9M

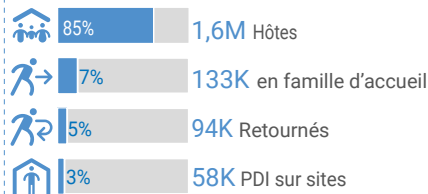
TENDANCE (2020-2024)



BESOINS PAR GENRE ET AGE

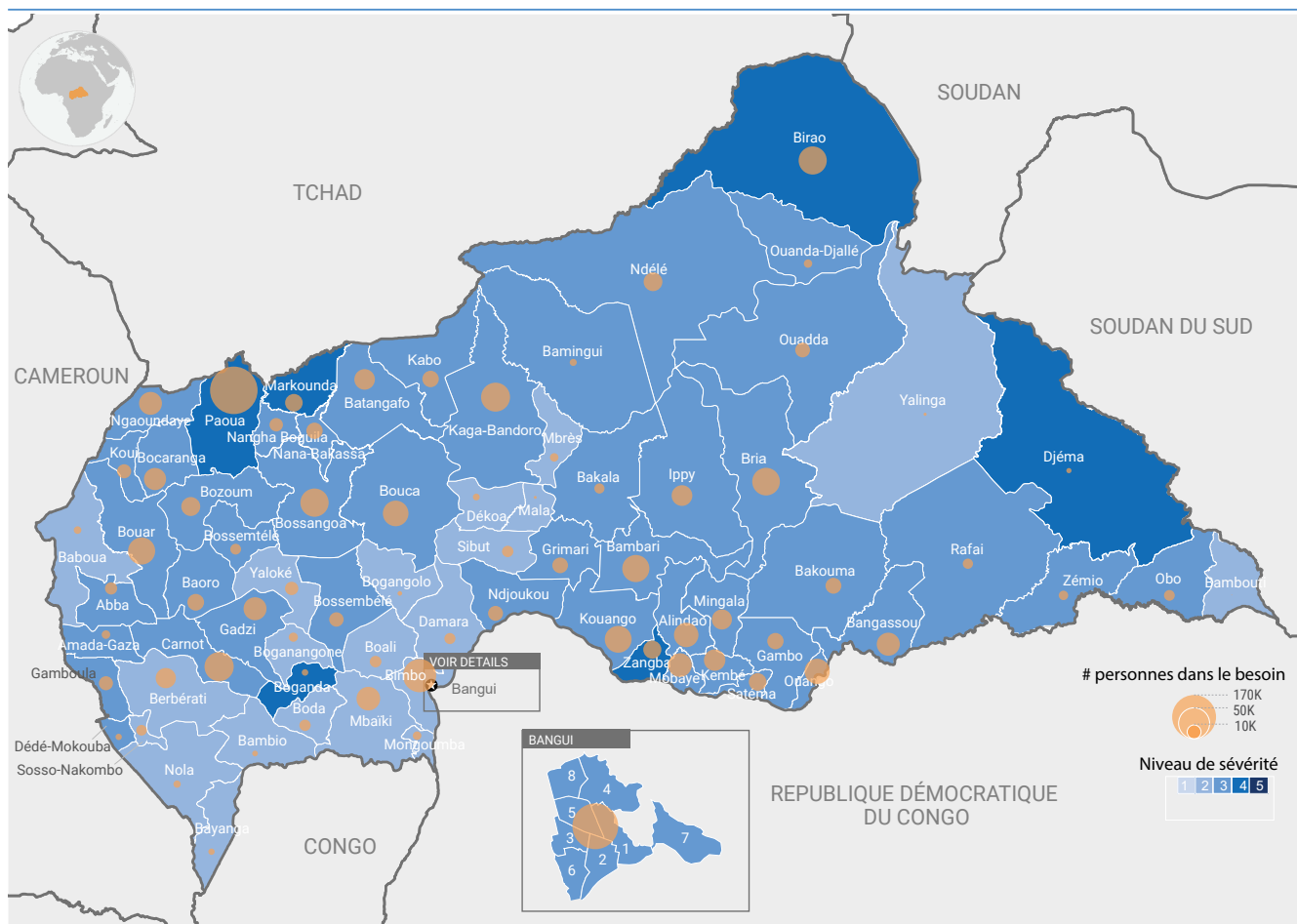


BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



SANTÉ - SÉVÉRITÉ ET NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN

novembre 2023



Aperçu des besoins

Le nombre de personnes dans le besoin (PiN) en santé pour 2024 est estimé à 1 930 775 personnes. Ce chiffre est inférieur à celui des deux années précédentes (2,7M en 2022 et 2,8M en 2023), à cause de la réduction des besoins humanitaires couverts par les projets humanitaires et de relèvement, mais également d'un ajustement méthodologique dans l'estimation des besoins, faisant une meilleure distinction des besoins liés aux chocs humanitaires et des besoins

structurels en santé. Les sous-préfectures de Birao, Djemah ; Markounda, Paoua et Zangba ont été classées en sévérité 4, soit sept sous-préfectures en moins comparé au HNO 2023 : seule la sous-préfecture de Zangba est restée en sévérité 4 sur ces deux années. La particularité de Markounda, Paoua et Birao réside dans la détérioration générale du contexte au Soudan et au sud du Tchad. Le PiN pour ces cinq sous-préfectures est de 279 000 personnes. De plus, 45 sous-préfectures sont classées en sévérité 3, totalisant un PiN de 1,65 millions.

Les besoins en santé contribuent directement aux PiN intersectoriels dans 19 sous-préfectures, faisant partie des secteurs avec le plus grand nombre de personnes dans le besoin dans ces sous-préfectures. La répartition géographique des sévérités sectorielles aiguës (sévérités 3 et 4) est une conséquence des poches d'insécurité attribuées aux exactions de groupes armés, aux conflits communautaires dans diverses zones transfrontalières, le long des couloirs de transhumance (Ndele, Bambari, Nana-Gribizi, Kémo), et autour de pôles économiques notamment les exploitations minières.

Ces zones sont soumises à des raids de groupes armés qui s'en prennent même aux soins de santé. Les données du système de surveillance des attaques contre les soins de santé (SSA) montrent qu'entre janvier et septembre 2023, 26 attaques contre les services et soins de santé ont été documentés, avec un impact direct sur le fonctionnement des structures sanitaires et donc sur l'accès à la santé pour les populations, respectivement dans les districts sanitaires de Batangafo (12 attaques) et la Vakaga (5 attaques). Selon les données du HeRAMS d'octobre 2023, parmi les 1 086 formations sanitaires (FS) évaluées, 29 FS sont complètement endommagés et 364 FS partiellement endommagées, dont 31% à la suite de conflits, des attaques ou des pillages par des parties au conflit.

Populations affectées

Le couple mère-enfant reste la catégorie la plus vulnérable et représente 25% de la population générale (femmes enceintes et allaitantes : 8% ; enfants 0-59 mois : 17%), les autres catégories vulnérables étant les personnes en déplacement (PDI, réfugiés et retournés), les personnes handicapées, les personnes du 3^{ème} âge ainsi que les malades chroniques avec comorbidités.

Analyse des besoins sectoriels

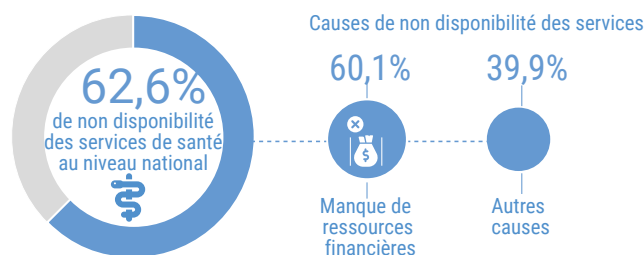
Les résultats de la MSNA 2023 montrent un taux brut de mortalité (TBM) national de 0,75 décès/10 000 personnes par jour et le taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5) national de 1,025 décès/10 000 personnes par jour. Malgré des taux nationaux bruts de mortalité en dessous du seuil d'urgence des standards SPHERE, 8 préfectures sur 16 présentent un taux brut de mortalité (TBM) indiquant un risque d'une urgence humanitaire (Ouaka, Haute-Kotto, Lobaye, Nana-Gribizi, Bangui, Basse-Kotto, Nana-Mambere et Kémo), et le TMM5 est plus élevé chez les PDI en familles d'accueil et les retournés. Selon l'OMS au niveau global (2020), les principales causes de mortalité des moins de cinq ans sont la prématurité, la pneumonie, la diarrhée, le paludisme et la malnutrition.

Du fait de leur vulnérabilité liée aux conditions de déplacement, **les PDI courent plus de risques de contracter des maladies infectieuses en raison de leur exposition aux infections** particulièrement la rougeole, et de leur manque d'accès aux soins de santé. De plus, les personnes souffrant de comorbidités, les personnes du 3^{ème} âge et celles vivant avec un handicap sont exposées aux maladies et l'absence d'accès aux soins de santé réduit leur chance de survie.

Les personnes handicapées (représentant 6,9% de la population selon MSNA 2023) sont deux fois plus susceptibles d'avoir des besoins de santé (66% contre 33% pour les sans handicaps), et trois fois plus susceptibles d'avoir des besoins de santé non comblés (31,4% contre 10% pour les personnes non handicapées). Les personnes atteintes de troubles mentaux, neurologiques et psychosociaux ont un accès limité aux traitements et aux soins de santé mentale. Selon la MSNA, la prévalence des problèmes de santé mentale avec incapacité de réaliser des activités essentielles est plus élevée dans la Vakaga (32%), l'Ouaham (27%) et dans le Haut-Mbomou (22%). Ces zones sont connues pour être celles de violences récurrentes, dont certaines sont des bastions des groupes armés. Cette prévalence est plus élevée chez les personnes vivant avec handicap (26,4%) et chez les PDI en sites (14,6%).

La non-disponibilité des services (62,6% au niveau national et 86% dans la Nana-Gribizi), et les barrières financières (60,1% au niveau national et 81,2% dans la Nana-Mambéré) sont identifiés comme les deux principales barrières d'accès aux soins de santé. Sur les trois derniers mois précédant l'enquête MSNA, 35,4% de la population ont eu des besoins en santé requérant des soins, et 11,5% de ces besoins n'ont pas pu être comblés. Les besoins en santé sont les plus élevés dans les sous-préfectures de Bossemptélé (59,9%), de Valoke (58%) et de Boali (58,1%), les besoins non comblés les plus élevés étant observés à Bambouti (23,8%). Ces besoins sont plus élevés chez les femmes (38%) et chez les populations hôtes (36,3%).

Les principales barrières d'accès aux soins de santé

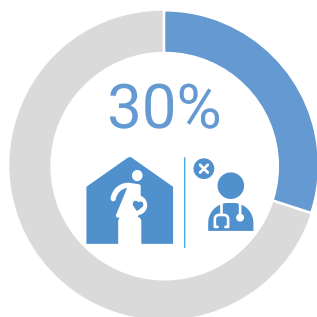


Les couvertures vaccinales, à l'image d'autres antigènes, ne sont pas suffisantes pour prévenir les épidémies des maladies transmissibles aussi bien chez les populations hôtes que chez les personnes en déplacement. La MSNA relève un taux de vaccination de 82,2% contre la rougeole chez des enfants, avec en plus 42,3% d'enfants de 0 à 11 mois qui ont reçu trois doses du vaccin DTP3. Les couvertures vaccinales contre la rougeole et le DTP3 étaient moins élevés chez les ménages hôtes et dans la Nana-Gribizi, la Lobaye et l'Ouham. A la fin du mois d'octobre 2023, le pays est en proie à six épidémies principales que sont la rougeole (13 districts sanitaires, DS), méningites (7 DS), variole du singe (6 DS), fièvre jaune (5 DS), rage (5 DS), coqueluche (4 DS), en plus de la résurgence de quelques cas de Covid-19 (74 cas positifs sur 8593 personnes testées).

Pour la santé sexuelle et reproductive, selon le MSNA, **30% d'accouchements qui ont eu lieu lors des deux dernières années n'ont pas été encadrés par un personnel qualifié, ce qui est encore loin des recommandations de l'OMS et accentue le risque de décès maternel et péri-natal.** La proportion des accouchements ayant eu lieu à la maison était plus élevée chez les ménages hôtes et retournés et était plus élevée dans la Basse-Kotto, la Nana-Mambéré, l'Ouham-Pendé, la Ouaka et Nana-Gribizi. Un tiers des femmes accouchent à domicile (MSNA 2023), courant ainsi le risque de perdre la vie ou celle de leurs enfants suite à des complications liées à l'accouchement.

La prise en charge clinique des survivants de viol dans les 72 heures reste une préoccupation majeure, car seulement 29% des cas ont reçu un soutien psychosocial et des soins médicaux dans les délais. Selon le rapport du premier semestre 2023 du Système de Gestion de l'information sur les violences basées sur le genre (GBVIMS), le nombre total des cas de VBG s'élève à 11 379 dont 36% de violences sexuelles. Les zones les plus affectées sont Bangui (2 085 cas), Zémio (1 067 cas), Bimbo (896 cas) et Bria (520 cas).

% d'accouchements non encadrés par un personnel qualifié dans les deux dernières années



Projection des besoins

Compte tenu de la persistance de plusieurs facteurs de risque à l'instar d'exactions des groupes armés, de catastrophes naturelles comme les inondations, et l'écllosion des pathologies à potentiel épidémique, le cluster Santé estime que la tendance en termes d'impact pourrait être similaire à 2023 dans plusieurs zones du pays : attaques contre les centres et formations sanitaire, déplacement de population nécessitant une réponse sanitaire adaptée aux besoins à travers les cliniques mobiles, etc. D'autres facteurs extrinsèques découlant du contexte régional pourraient avoir un impact significatif sur la disponibilité des services de santé avec la surutilisation des ressources, entraînant la privation d'accès aux soins pour les plus nécessiteux, et augmentant les personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence en santé.

Les populations des districts sanitaires non couverts ni par les partenaires de développement (notamment le projet SENI PLUS) ni par les partenaires ne participant pas au plan de réponse humanitaire (membres du Mouvement de la Croix-Rouge et MSF) pourraient être les plus vulnérables en termes de besoins d'accès aux soins, notamment dans la partie nord-est (Biraou, Haute-Kotto, Haut-Mbomou et Bangassou). Avec les couvertures vaccinales faibles pour les maladies évitables par la vaccination, les maladies à potentiel épidémique continueront de sévir en 2024, sauf pour la rougeole dont une campagne nationale de suivi est envisagée sur tout le territoire centrafricain en fin d'année 2023.

Suivi des besoins

Le cluster santé dispose des outils adaptés pour le suivi de besoins tout au long de l'année :

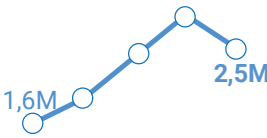
- Les différentes évaluations planifiées par les partenaires du cluster seront coordonnées afin de recueillir les informations pertinentes.
- Le HeRAMS sera maintenu et permettra d'analyser l'évolution des besoins pour les FOSA fonctionnelles.
- Le système de surveillance intégré des maladies et riposte (SIMR) et le système d'alerte précoce (SAP) pour les maladies à potentiel épidémique dans les sites pour PDI seront renforcés pour collecter les données hebdomadaires concernant les pathologies sous-surveillance.
- L'organisation d'une MSNA au niveau national incluant les indicateurs pertinents de besoins en santé sera un moyen à grande échelle d'évaluation en temps réel desdits besoins.

Sécurité alimentaire

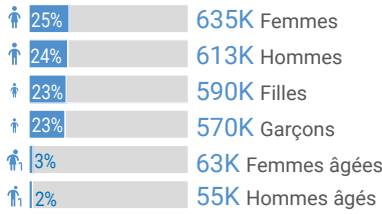
PERSONNES DANS LE BESOIN

2,5M

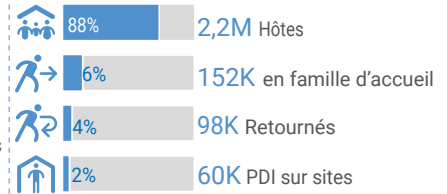
TENDANCE (2020-2024)



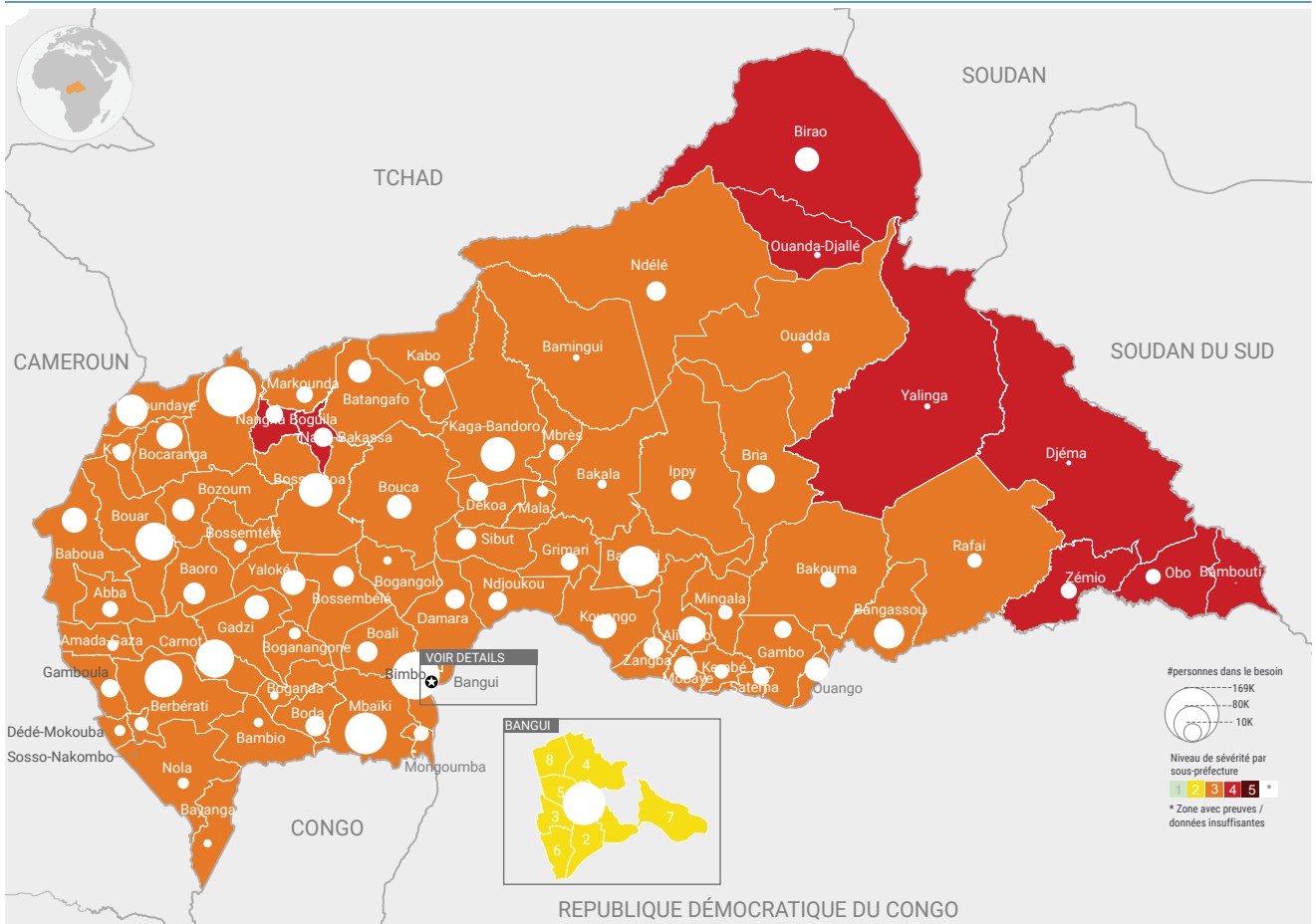
BESOINS PAR GENRE ET AGE



BESOINS PAR GROUPE DE POPULATION



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : résultats IPC, situation projetée (avril - août 2024)



Aperçu des besoins

La situation alimentaire en RCA reste plus ou moins stable mais préoccupante. Selon les résultats du 21ème cycle du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC, septembre 2023), 33% de la population analysée (6,1 millions de personnes, démographie censitaire ICASEES), soit 2,0 millions de personnes sont classées en situation de crise

et d'urgence (phases 3 et 4 de l'IPC) en période post récolte. En revanche, la projection du nombre de personnes en besoin humanitaire pendant la période de soudure passe à 2,5 millions, correspondant à 41% de la population analysée.

Malgré une diminution de 16% en comparaison à l'année précédente qui se justifie en partie par une relative stabilité dans la fréquence des chocs, le niveau critique des besoins combinés d'assistance alimentaire

et d'appui aux moyens d'existence est important, faisant de la sécurité alimentaire l'un des secteurs avec le plus de personnes dans le besoin après l'EHA. Une réponse d'urgence est requise pour sauver la vie de milliers d'hommes, femmes et enfants, tout en renforçant la capacité des communautés à faire face aux chocs récurrents, et réduire ainsi le cycle répété des interventions humanitaires.

Le résultat de l'analyse IPC montre que pendant la période de récolte et post-récolte, cinq sous-préfectures (Zémio, Obo, Bambouti, Djéma et Yalinga) sont classées en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC), contre 67 sous-préfectures en situation de crise (phase 3 de l'IPC). La ville de Bangui, les sous-préfectures de Boganda et Boganangone (Lobaye) et Bimbo (Ombella M'Poko), ont été classées en situation de stress (phase 2 de l'IPC). Le sud-est a une prévalence élevée de l'insécurité alimentaire aiguë avec des proportions allant jusqu'à 60% pour Zémio.

La prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë reste disparate au niveau des sous-préfectures étant donné que certaines sous-préfectures affichent des proportions très élevées des populations en situation de crise et d'urgence (IPC3+). En revanche, le plus

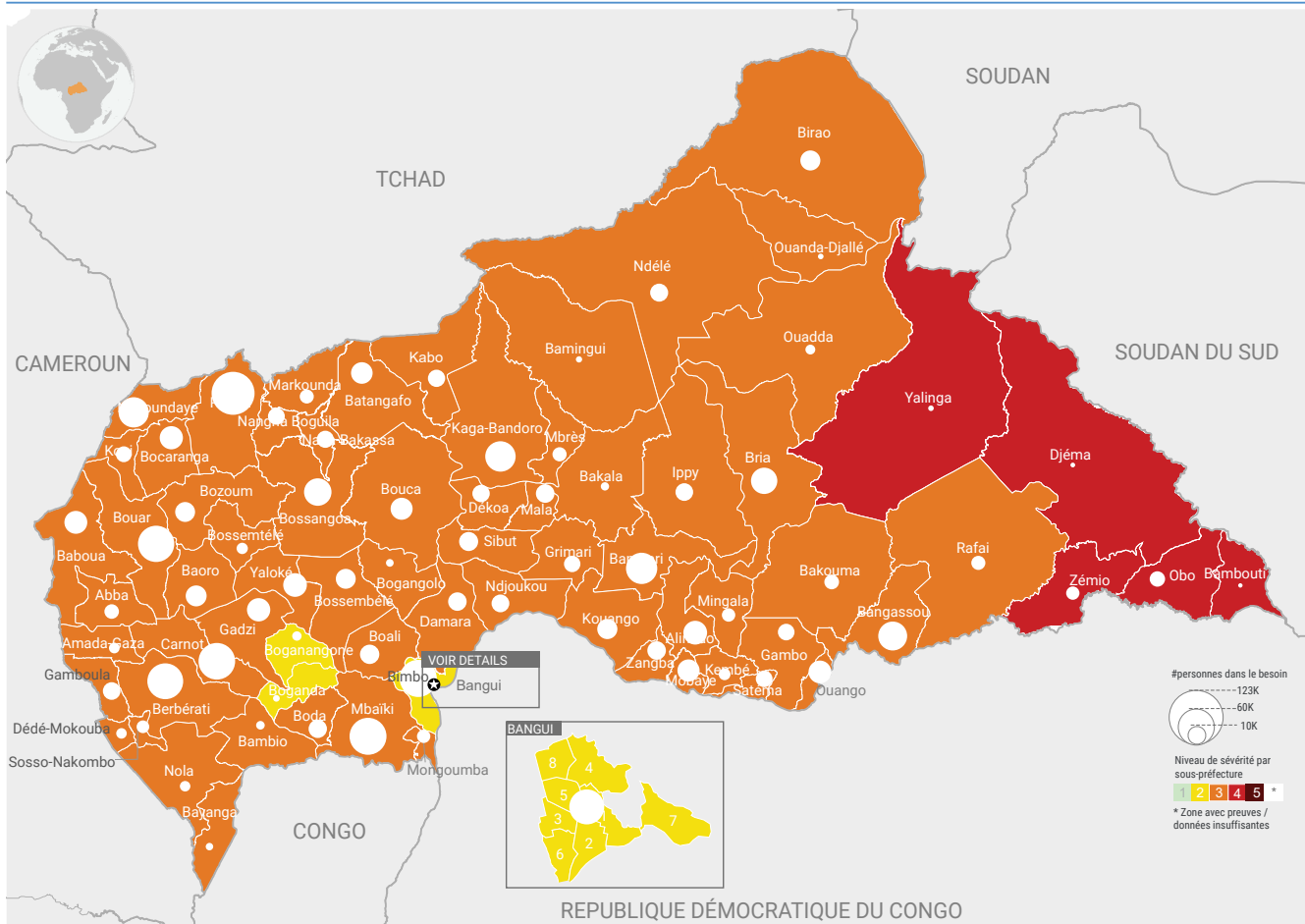
grand nombre de personnes en situation d'urgence se trouve dans les sous-préfectures de Bimbo (30 643), Kaga-Bandoro (17 550), Paoua (15 359), Bria (15 353), Mbaïki (12 970), Bambari (10 827) et Berberati (9 491), ce qui pourrait s'expliquer par la densité démographique élevée.

Populations affectées

Bien que la pauvreté et la vulnérabilité aux chocs soient perceptibles au sein de la majorité de la population centrafricaine, l'ampleur des chocs se manifeste de façon différenciée selon les vulnérabilités et les groupes des populations. A titre d'exemple, le score de consommation alimentaire (SCA) est plus élevé chez les PDI en sites (64%) et en familles d'accueil (64%) comparé à la population hôte (46%).

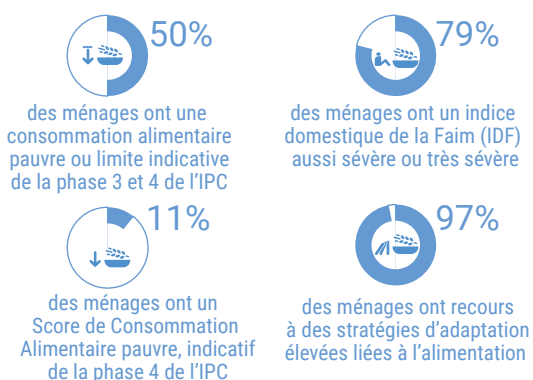
La manifestation de chocs diffère aussi selon le genre, et affecte plus les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants. Cette situation est aussi critique pour les personnes âgées, les personnes handicapées et les survivants des VBG du fait de leur capacité limitée à faire face aux chocs.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : résultats IPC, situation courante (septembre 2023 - mars 2024)



Les ménages vulnérables affectés par les violences et les catastrophes naturelles ont en grande partie perdu leurs moyens d'existence et dépendent pour la plupart de l'assistance humanitaire. Cependant, jusqu'au mois d'août 2023, l'assistance alimentaire directe telle que planifiée dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2023 n'est réalisée qu'à 54,5% pour les 1 499 000 ciblées. Cette situation conduit les ménages à adopter des mauvaises pratiques alimentaires, y compris pour les nourrissons et les jeunes enfants (ANJE). Selon la MSNA, 50% de ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite indicative de la phase 3 et 4 de l'IPC. L'Indice domestique de la faim des ménages (IDF) est aussi sévère ou très sévère pour 79% de ménages. Le recours à des stratégies d'adaptation liées à l'alimentation est élevé pour 97% de ménages.

Les résultats présentés ci-haut sont encore plus préoccupants au niveau décentralisé, c'est le cas des ménages des Sous-Préfectures de Djema et Zémio dans la Préfecture du Haut-Mbomou, de Yalinga pour la Préfecture de la Basse-Kotto, de Kouango dans la Préfecture de la Ouaka, de Kabo de la Préfecture de l'Ouham et de Ngaoundaye dans la Préfecture de l'Ouham-Pendé qui ont entre 82% et 93% de la population disposant d'une consommation alimentaire faible. L'utilisation de stratégies d'adaptation demeure également élevée. Dans les Préfectures de Bangassou, Gambo, Ouanga et Markounda, respectivement près de 60%, 65%, 67% et 59% des ménages ont recouru à des stratégies de survie de crise ou d'urgence selon les résultats de la MSNA.



Analyse des besoins sectoriels

La hausse du coût des produits pétroliers et les crises du Tchad et du Soudan ont perturbé les chaînes d'approvisionnement. En conséquence, les coûts des denrées alimentaires manufacturées et des produits de base restent très élevés comparé à la moyenne des cinq dernières années. A titre illustratif, au mois de juillet 2023, le kilo de manioc se vendait à 246 FCA, 646 FCFA pour le niébé/haricot, 269 FCFA pour le maïs,

842 FCFA pour le riz, alors que les moyennes des cinq dernières années sont respectivement 212 FCFA, 493 FCFA, 240 FCFA et 682 FCFA (mVAM, bulletin #39, juillet 2023). Cette hausse pourrait s'expliquer par l'effet de la saisonnalité et de la conjoncture économique internationale. L'augmentation des coûts des produits pétroliers et du transport des marchandises contribue aussi à l'augmentation des prix des produits manufacturés.

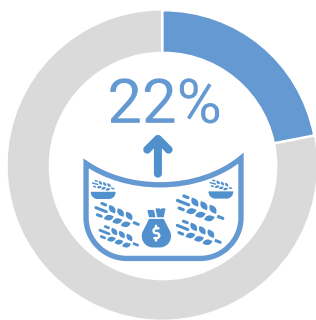
La faible production agricole et l'accès limité aux produits forestiers non ligneux (PFNL) sont aussi affectés par la situation sécuritaire qui limite l'accès aux champs et aux zones de chasse et de cueillette, et entraîne de déplacement répété des populations. A cela s'ajoutent des problèmes plus structurels résultant d'une crise prolongée tel que le manque et la faible capacité de structures d'appui technique et conseil agricole, le manque d'intrants de qualité (en particulier les semences), la disparition de la culture attelée, la déstructuration des filières porteuses, le manque de débouchés commerciaux pour les surplus de production ou des voies d'accès pour la péréquation entre les zones de production et celles de consommations et les aléas climatiques. Cette situation contribue à maintenir une pauvreté et une vulnérabilité élevée des populations, tout en limitant leur capacité à faire face aux chocs.

Un potentiel agro-écologique immense à l'épreuve de la faible performance du secteur agricole. Selon le système de l'Union Européenne dédié à la surveillance des anomalies dans le secteur agricole (ASAP), le déficit pluviométrique observé en juillet 2023 donne lieu à des alertes sur le bilan hydrique dans le nord-est (Préfecture du Haut-Mbomou), et de façon générale, l'année 2023 affiche une pluviométrie inférieure à la normale, avec des précipitations inférieures à celles de 2022. Toutefois, malgré cette variation observée, grâce aux conditions pluviométriques réparties durant toute l'année, les semis et récoltes ont lieu durant tous les mois de l'année. Ainsi, ces conditions pluviométriques sont favorables au développement d'une agriculture performante (FEWSNET, avril 2022).

En dépit des conditions agro-climatiques favorables, la production agricole au niveau national demeure largement faible et peine à couvrir les besoins et la demande nationale. La production agricole locale reste largement affectée par les contraintes liées notamment au financement du secteur, le faible encadrement technique, les défis d'accès aux semences de qualité, et aux maladies des cultures. Néanmoins, les perspectives de récolte pour la campagne agricole de 2023 sont jugées bonnes dans la plupart de zones agro-écologique pour plus de 65% de ménages (REACH, MSNA 2023).

L'approvisionnement des marchés influencé par les crises transfrontalières ne s'aligne pas à l'augmentation de la demande. Les marchés de Birao, Zémio, Obo, Ndélé et Batangafo sont les plus affectés par la baisse de l'offre en produits de base (maïs, manioc...) et autres produits importés, en raison des contraintes cumulées de la chaîne d'approvisionnement notamment l'accessibilité physique, l'enclavement et la

Augmentation du panier alimentaire en août 2023 comparé à la moyenne des 4 ans



recrudescence de l'insécurité par endroits. De même, excepté le riz importé et la viande rouge, la tendance des prix en juillet 2023 demeurerait en hausse pour tous les produits comparativement à la même période en 2022. Les niveaux atteints demeurent très élevés pour l'accessibilité économique des couches vulnérables, et semblent avoir des répercussions négatives sur le pouvoir d'achat des ménages centrafricains. Ainsi, au niveau national, l'évolution du panier alimentaire en août 2023 comparé à la moyenne des quatre ans affiche une augmentation de 22%, alors que les prix moyens sur les marchés en août 2023 ont augmenté de 8% comparé à août 2022 (REACH, ICSM).

Parallèlement, le revenu mensuel moyen des ménages au niveau national reste très faible et se situe à 83 000 FCFA (REACH, MSNA 2023). Par ailleurs, près de 60% de ménages enquêtés consacrent plus de 75% de leurs dépenses à l'achat des vivres. Dans la Basse-Kotto par exemple, plus précisément à Zangba, 4 ménages sur 5 consacrent plus de 75% de revenu à l'alimentation, alors que cette situation semble être moins soutenue à Bangui où 20% de ménages affectent plus du tiers de revenu dans l'alimentation à cause de la diversité de sources de revenus pour les ménages pauvres. Cette analyse est soutenue par l'ICASEES qui révèle une fluctuation générale de +0,4% dans les prix des produits alimentaires au second trimestre 2023, en comparaison à la même période en 2022.

Projection des besoins

Les résultats du 21ème cycle d'analyse IPC pour la période projetée qui correspond à la période de soudure (avril à août 2024) affiche une détérioration de la situation alimentaire en RCA. Le nombre de personnes dans le besoin (PiN) passe ainsi de 2,0 millions en période post-récolte (septembre 2023 à mars 2024) à 2,5 millions en période de soudure, soit 41% de la population totale analysée qui est de 6,1 millions de personnes. Cette détérioration s'explique par l'effet de la saisonnalité avec une période de soudure qui est marquée par une reprise de l'activisme des groupes armés impactant négativement la chaîne d'approvisionnement et les opportunités économiques en plus des déplacements des populations, un épuisement des réserves alimentaires des ménages et une hausse des prix des produits alimentaires sur le marché (qui se traduit par une érosion du pouvoir d'achat des ménages). En revanche, cette période est aussi caractérisée par une plus grande disponibilité des produits forestiers non ligneux (PFNL) plus accessibles aux petites bourses et quelques opportunités de travail journalier contribuant ainsi à atténuer l'impact du choc.

En outre, neuf sous-préfectures sont classées en situation d'urgence (phase IPC 4) avec 521 000 personnes pour la période de soudure de 2024, contre 13 sous-préfectures avec 622 000 personnes pour la même période de l'année 2023. Les sous-préfectures classées en phase d'urgence sont notamment Bambouti, Djéma, Obo Zémio, Yalinga, Nana-Bakassa, Nangha-Boguila, Birao, Ouanda-Djallé, toutes avec entre 40 et 65% de la population en situation de crise et urgence (phase 3 et 4 de l'IPC).

Suivi des besoins

Le Cluster Sécurité Alimentaire et ses partenaires vont s'aligner sur l'initiative de l'inter-cluster pour faire une mise à jour périodique des PiN en fonction de l'évolution du contexte national et régional. Pour le cas spécifique du Cluster Sécurité Alimentaire, une analyse IPC AFI (22ème cycle) sera conduite en avril 2024 pour actualiser les PiN à travers la convergence d'autres analyses comme l'ENSA, EFSA, mVAM, le RRM, la CMP, etc. A cela s'ajoute l'Initiative Conjointe de Suivi des marchés (ICSM) de REACH et du mVAM.

Section 4

Annexes



[Bakala, Préfecture de la Ouaka](#)

Des habitants de Bakala après une rencontre avec les acteurs humanitaires venus évaluer la situation humanitaire dans la région.

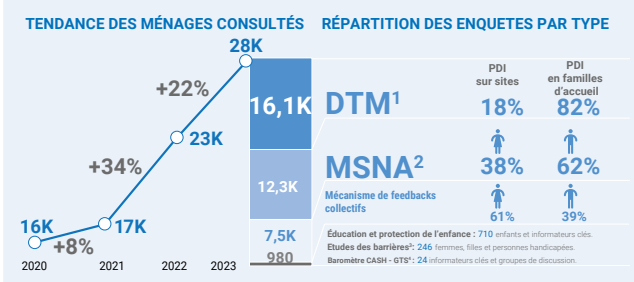
©OCHA/Anita Cadonau.

Partie 4.1

Source des données et lacunes d'informations

Grâce au précieux soutien des bailleurs de fonds, le groupe de travail intersectoriel a établi un partenariat avec plusieurs organisations parmi lesquelles REACH, OIM, Ground Truth Solutions (GTS) et Humanité et Inclusion qui ont effectué la collecte de données primaires quantitatives pour certains et qualitatives pour d'autres.

Malgré un contexte opérationnel complexe, les acteurs humanitaires ont interrogé plus de 28 000 ménages, 429 informateurs/observateurs clés et 278 enfants. Par ailleurs, 40 groupes de discussion/consultations ont été organisés.*



De façon spécifique, l'évaluation multisectorielle des besoins humanitaires (MSNA) a couvert les 79 sous-préfectures et arrondissements du pays. Pour la première fois et dans le cadre de la mise en oeuvre de la localisation, les zones difficiles d'accès ont été couvertes par des enquêtes ménages. Près de 12 300 ménages ont été interrogés à travers cette enquête d'envergure nationale.

Le mécanisme de suivi des déplacements (DTM) a couvert les 16 préfectures du pays plus les huit arrondissements de la capitale Bangui. Au total 4 224 localités où une présence de personnes déplacées ou retournées ont été signalées par les autorités locales. Au-delà du suivi des mouvements de population, le DTM a également permis de récolter de précieuses informations concernant les besoins humanitaires des personnes déplacées dans les secteurs respectifs.

Quant à l'enquête de perception « Baromètre Cash », permettant de collecter des informations auprès des personnes ayant reçu une assistance monétaire. En avril 2023, accompagnée du cabinet de collecte de données local, GTS a organisé des rencontres avec des personnes qui ont reçu une assistance en transferts monétaires au cours des six mois précédents afin de mieux comprendre leurs perceptions sur l'aide reçue et aussi sur les acteurs humanitaires.

Les études des barrières d'accès à l'aide humanitaire ont permis de collecter des informations auprès de 233 femmes et filles, et 13 informateurs clés. L'objectif de cette étude étant de fournir des données fiables sur les barrières et facilitateurs d'accès à l'aide humanitaire et à la participation des personnes handicapées.

En 2023, avec le soutien des clusters au niveau global, les clusters Education et Protection de l'enfance ont organisé l'évaluation Conjointe des Besoins en Education (JENA). L'évaluation a couvert des informations dans 256 écoles. 396 informateurs clés et 278 enfants y ont pris part dans 39 des 79 sous-préfectures.

Partie 4.2

Méthodologie de calcul des personnes dans le besoin (PiN) et de la sévérité des besoins

Fort de la couverture nationale de la MSNA, la méthodologie basée sur le Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint / Joint Intersectorial Analysis Framework (JIAF 2.0), récemment mise à jour par la communauté humanitaire au niveau global et déjà utilisée dans ses versions 1 lors des trois précédents cycles de programmation humanitaire (HPC) en RCA, a été retenu pour l'estimation des personnes dans le besoin.

Groupes de population (GP)

Pour le calcul du PIN intersectoriel, 4 groupes de population ont été considérés. :

- PDI sur sites : personnes déplacées internes vivant sur les sites formels et non formels ;
- PDI en familles d'accueil : personnes déplacées internes vivant dans les communautés hôtes ;
- Retournés : personnes déplacées internes ou réfugiés retournés dans leurs/autres communautés où elles comptent s'installer durablement ;
- Hôtes : toute personne qui ne rentre pas dans les trois catégories ci-dessus citées.
- Le groupe de population réfugiés/demandeurs d'asile a été considéré par défaut comme étant composé de personnes dans le besoin.

Echelle géographique de l'analyse

L'échelle géographique qui a été considérée pour l'estimation du PiN et de la sévérité est la sous-préfecture. Toutefois, étant donné que l'échantillon utilisé n'est pas représentatif des groupes de population à cette échelle, le calcul du PiN par groupe de population n'a pu être effectué à cette échelle.

Aperçu de la méthodologie JIAF 2.0

Le JIAF 2.0 détermine la sévérité intersectorielle sur la base de conditions humanitaires qui ne sont pas spécifiques à un seul secteur. Il définit la sévérité intersectorielle comme l'ampleur des besoins humanitaires et des risques de protection auxquels les populations sont confrontées par rapport

aux normes humanitaires convenues. En d'autres termes, la sévérité intersectorielle est basée sur des résultats humanitaires universels, indépendamment des causes, du contexte et de la dynamique propre à chaque secteur.

La méthodologie permet d'assurer un meilleur alignement des analyses sectorielles et a apporté davantage de transparence et de rigueur dans l'estimation des besoins sectoriels et leur sévérité. L'atelier de validation des PiN et sévérité a été déterminant et a permis d'interroger collectivement les alertes ressorties dans l'outil et de proposer des solutions consensuelles. Il est important de noter que chaque cluster a eu l'opportunité d'appliquer sa propre méthodologie conformément aux directives des clusters au niveau global.

Estimation des besoins et sévérités intersectoriels

Contrairement aux années précédentes, le calcul des PIN et des sévérités n'ont pas été basé sur des indicateurs intersectoriels mais plutôt sur les PiN et Sévérités des clusters. Pour ce faire un canevas (voir tableau ci-dessous) de rapportage a été conçu et validé par le groupe d'analystes et a été renseigné par les clusters et sous-clusters. Le canevas a d'abord été renseigné avec les données de référence qui sont :

- la population par groupe de personnes et par sous-préfecture,
- les conditions humanitaires dont : 1) la première catégorie est composée d'indicateurs liés aux conditions pouvant mettre en danger la vie des populations (taux de malnutrition; 2)- la deuxième catégorie composée d'indicateurs en lien avec les dommages irréversibles (stratégie d'adaptation).

Canevas de rapportage des PiN et sévérités

1)- Tableau de rapportage des PiN

Préfecture	Sous-préfecture	Groupe de population	#Personnes	PiN EHA
Ouaka	Bambari	Hôte	79 346	61 186
Ouaka	Bambari	IDP FA	7 743	5 225
Ouaka	Bambari	IDP Site	5 104	4 164
Ouaka	Bambari	Retournée	5 246	4 134
...
Vakaga	Bira	Hôte	26 213	28 549
Vakaga	Bira	IDP FA	1 448	2 252
Vakaga	Bira	IDP Site	1 429	1 285
Vakaga	Bira	Retournée	5 231	8 016

2)- Tableau de rapportage des sévérités

Préfecture	Sous-préfecture	#Personnes	Sévérité EHA
Ouaka	Bambari	216 790	3
...
Vakaga	Bira	87 049	4

Le PIN GLOBAL : sur la base des PiN calculées par les clusters, le PIN global a été déterminé par sous-préfecture et groupe de population en considérant le PIN du cluster qui a le chiffre le plus élevé comme indiqué dans l'exemple ci-dessous. La compilation de PIN des clusters et le PIN global a généré un certain nombre d'alertes qui ont fait l'objet d'analyses approfondies lors de l'atelier de validation qui a réuni les analystes. Les alertes sont des indicateurs mise en exergue dans l'outil et qui permettent de montrer les éventuelles incohérences entre les données. A l'issue de ces analyses, certains PIN ont été revus tandis que d'autres ont été maintenus tout en apportant des éléments justificatifs.

Sous-préfecture	#Personnes	Groupe de population	CCCM	Éducation	Abri	WASH	PiN Global
Bambari	17 228	IDPFA	6 778	3 005	6 778	5 225	6 778
Bambari	11 672	Retourne	1 459	2 036	1 459	4 134	4 134
Bambari	11 356	IDPSite	11 356	1 981	5 905	4 164	11 356
Bambari	176 534	Hôte	18 055	30 795	9 028	61 186	61 186
Birao	66 485	Hôte	7 040	15 857	3 520	28 549	28 549
Birao	13 268	Retourne	2 654	3 165	2 654	8 016	8 016
Birao	3 672	IDPFA	1 469	876	1 469	2 252	2 252
Birao	3 624	IDPSite	3 624	864	1 826	1 285	3 624

Il est à noter que les alertes sont basées sur les seuils ci-dessous préalablement définies dans l'outil d'analyse en plus des alertes spécifiques aux secteurs couvrant des groupes de populations spécifiques comme Education, Nutrition et CCCM.

3)- Seuils d'alerte pour le calcul des PiN

Libellé de l'alerte	Description de l'alerte	Seuil recommandé	Seuil du pays
Nombre de secteur sans PiN	# de secteurs avec 0 PiN	2	2
% de la différence entre le 1er et le 2e PiN le plus élevé	% du seuil de différence entre le 1er et le 2e PiN le plus élevé, supérieur à 30 %	30%	30%
% de la différence entre le 1er et le 3e PiN le plus élevé	% du seuil de différence entre le 1er et le 3e PiN le plus élevé, supérieur à 50 %	50%	50%
PiN Secteur le plus élevé des sous-groupes de population cibles	Chaque fois qu'un cluster traitant d'un sous-groupe de population est supérieur à tout autre cluster - par exemple, éducation et nutrition		
PiN supérieur à 90 % de la population touchée totale	Indicateur pour lequel le 1er ou le 2e PiN le plus élevé représente 90 % de la population touchée	90%	90%
Variation par rapport à l'année précédente	Indicateur pour lequel la variation par rapport à l'année précédente du 1er ou 2e PiN le plus élevé est significativement plus élevée que la variation moyenne par rapport à l'année précédente de tous les clusters	100%	100%
Signalement manuel	Toute zone peut être signalée manuellement chaque fois qu'un analyste du JIAF a une préoccupation concernant le PiN		

La sévérité intersectorielle : elle a été déterminée en appliquant la règle ci-dessous. Elle est égale à

- 5 - si au moins 2 secteurs en en sévérité 5 et au moins 4 secteurs sont en sévérité 4.
- 4 - si au moins 4 secteurs sont en sévérité 4.
- 3 - si au moins 4 secteurs sont en sévérité 3.
- 2 - si au moins 4 secteurs sont en sévérité 2.
- 1 - si moins de 4 secteurs en sévérité 2.

De même que pour le PiN, les résultats obtenus ont fait l'objet d'analyse lors de l'atelier en se basant sur les alertes générées dans l'outil.

Les alertes pour la sévérité sont basées sur trois critères fondamentaux ci-dessous.

3)- Seuils d'alerte pour le calcul des sévérités

Critère de signalement pour le PiN	Seuil recommandé	Seuil du pays
# de secteurs en phase 5	1	1
# de secteurs en phase 4 ou moins, avec préalable en phase 5	5	5
Cohérence par rapport aux conditions humanitaires (taux de malnutrition et stratégie d'adaptation)	Selon l'indicateur	

Déroulement de l'analyse conjointe (jugement d'expert)

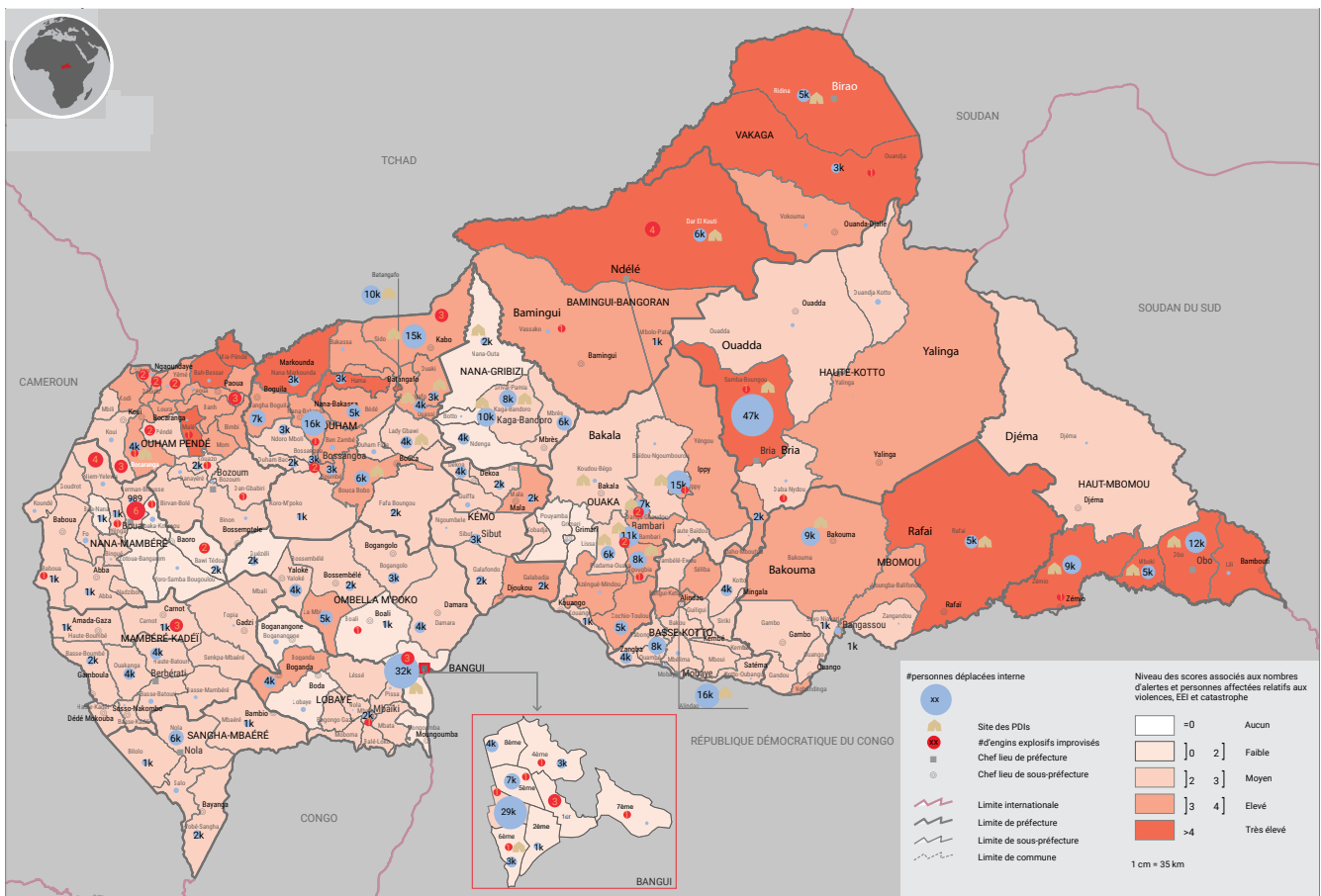
Le jugement d'expert a été un exercice très stimulant et déterminant dans l'estimation du PiN et de la sévérité des besoins. Il a permis de prendre en compte les facteurs suivants qui ont permis de confirmer/infirmier les résultats obtenus à partir des méthodologies des clusters.

1- Chocs humanitaires signalés à travers le mécanisme de réponse rapide (RRM) et autres mécanismes non formels : conflit, catastrophe naturelle, déplacement de population (mouvement de retour, déplacement interne). L'équipe d'analystes a dressé la liste des zones selon les chocs subis. Elle a ensuite tenu compte de l'impact des chocs sur les populations et des infrastructures socio-économiques (point d'eau, champs, abris, etc.). Comme indiqué sur la carte ci-dessous, on peut constater que certaines zones ont subi très peu de chocs humanitaires au cours des 12 derniers mois (période d'intérêt fixée par le groupe d'analystes). Toutefois, l'absence de chocs ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas

de besoins humanitaires. On sait par exemple que même avec très de chocs humanitaires, les zones comme Djéma, Ouadda sont très vulnérables en raison des contraintes sécuritaires et logistiques particulièrement pendant la saison des pluies.

2- Incidents de protection documentés : En 2023, grâce à un bon maillage du territoire à travers le monitoring de protection, des cas d'incidents de protection ont pu être collectés et documentés dans 63 des 72 sous-préfectures y compris la capitale Bangui qui compte huit arrondissements. La liste des incidents par zone a été dressée et prise en compte lors de l'ajustement des résultats du JIAF.

3- La présence de personnes déplacées internes, réfugiées et retournées : il a été convenu de considérer que le statut de déplacés ou de nouveaux retournés (moins d'un an) constitue un facteur de vulnérabilité. Par conséquent, les personnes qui ont ces statuts sont considérés de facto comme ayant des besoins humanitaires pour certains secteurs. C'est ainsi que dans le PiN global, tous les réfugiés ont été considérés.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte ne signifient pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.
 Date de création: 06 octobre 2023 Sources: OCHA, RRM Commentaires: ochacar_jm@un.org www.unocha.org/car www.reliefweb.int car.humanitarianresponse.info

4- La connaissance générale des analystes de la situation humanitaire : contrairement aux années précédentes, l'équipe d'analyste a privilégié l'utilisation de preuves plutôt que la connaissance générale. Cela a parfois suscité de longues discussions qui fort heureusement se sont terminées sur l'obtention d'un consensus.

5- Rapports des évaluations ad hoc. Dans certaines sous-préfectures, il a été fait recours aux évaluations sectorielles/multisectorielles pour soutenir/rejeter la décision d'ajuster certains résultats.

6- Exclusion des besoins structurels : conformément aux directives de l'équipe humanitaire pays (EHP), une attention particulière a été portée sur la typologie des besoins identifiés pour exclure dans la mesure du possible les besoins qui ne sont pas des conséquences directes de la crise humanitaire. Par exemple il a été convenu que le faible taux d'accès à l'éducation ou encore la faible couverture de certaines zones par des formations sanitaires ne sont pas toujours des conséquences directes de la crise. Cela a donc permis de revoir les PiN et/ou sévérités dans certaines zones.

7- Tableau de bord dynamique : l'outil en ligne développé par l'équipe du JIAF a été d'un grand apport lors de l'analyse conjointe. En effet, grâce aux infographies (cartes, graphique, tableaux), les échanges ont été facilités entre les participants et les prises de décisions ont été rapides.

La combinaison de ces facteurs a permis de faire les ajustements nécessaires sur les PiN et les scores de sévérité. Par exemple, à Carnot et Bouar où 55% de la population était dans le besoin selon le JIAF 2.0, la prise en compte des facteurs ci-dessous a permis d'ajuster les PiN, respectivement à 36% et 41% de la population car ces zones n'ont pas enregistré de chocs humanitaires majeurs au cours de la période.

Au terme de l'application de la méthodologie JIAF 2.0, le PiN global initial qui était de 3,8 millions a été revu à 2,8 millions.

Méthodologie de calcul des clusters

Les méthodologies de calcul des clusters sont disponibles sur la plateforme du JIAF 2.0

<https://jiafqa.azurewebsites.net/>

Les codes d'accès sont les suivants :

Login : [car_member](#)

Mot de passe : [car_2023](#)

Acronymes

4W	Who What Where When/ Qui fait Quoi Où et Quand
5W	Who What Where When Why/ Qui fait Quoi Où Quand et pour Qui
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
APPR	Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine
APS	Autres Personnels de sécurité
ASP	All Survivor Project
CCCM	Camp Coordination and Camp Management / Coordination et gestion des camps
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
CMP	Commission Mouvement de Populations
COS	Comité d'orientation stratégique
COVID-19	Maladie à coronavirus
CPN4	Taux de couverture en consultations prénatales
CPS	Cour Pénale Spéciale
DdR	Domaine de responsabilité
DTM	Displacement Tracking Matrix / Matrice de suivi des déplacements
EAFGA	Enfants associés aux forces et groupes armés
EAS	Exploitations et abus sexuels
EEI	Engins explosifs improvisés
EFSA	Evaluation de sécurité alimentaire en urgence
EHA	Eau, hygiène et assainissement/ Water, Sanitation and hygiene
ENAS	Enfants non accompagnés et séparés
ENERCA	Energie Centrafricaine
ENSA	Enquête Nationale sur l'agriculture et la Sécurité Alimentaire
FACA	Forces armées centrafricaines
FEC	Facilité élargie de crédit
FEFA	Femmes enceintes et femmes allaitantes
FMI	Fonds Monétaire international
FSI	Forces de sécurité intérieures
GBVIMS/	Gender-based Violence Information Management System / Système d'information commun des violences basées sur le genre
GFDRR	Global facility For Disaster Reduction and Recovery / Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement
GTS	Ground Truth Solutions
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HeRAMS	Système de surveillance de la disponibilité des ressources et des services de santé
HI	Humanité et Inclusion
HNO	Humanitarian Needs Overview /Aperçu des besoins humanitaires
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
IDH	Indice de développement humain
IPC	Integrated food security phase classification / Cadre intégré de classification de sécurité ali-mentaire
JENA	Joint Need Assessment for out of school children / Evaluation conjointe des besoins pour les enfants non scolarisés
JIAF	Joint Intersectoriel Analysis Framework / Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjoint
JMP	Joint Monitoring Programme / Programme de suivi conjoint
LTP/LTB	Logement, terre et propriétés ou Logement, terres et biens
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MGF	utilisations génitales féminines
MGF	Mutilations génitales féminines
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA

MRM	<i>mécanisme de suivi et rapportage des violations graves des droits de l'enfant</i>
MSF	<i>Médecin sans frontière</i>
MSNA	<i>Evaluation multisectorielle des besoins</i>
mVAM	<i>Mobility Vulnerability Analysis Mapping / Système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile</i>
NFI	<i>Non Food Item/ Articles non alimentaires</i>
NRC	<i>Norwegian Refugee Council / Conseil Norvégien pour les réfugiés</i>
OCHA	<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs /Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires</i>
OIM	<i>Organisation Internationale pour les Migrations</i>
OMS	<i>Organisation Mondiale de la Santé</i>
ONG	<i>Organisation non-gouvernementale</i>
ONU	<i>Organisation des Nations Unies</i>
PAM	<i>Programme alimentaire mondial</i>
PDI	<i>Personnes déplacées interne</i>
PE	<i>Protection de l'Enfant</i>
PIB	<i>Produit Intérieur brut</i>
PIN	<i>People in need / Personne dans le besoin</i>
PMAS	<i>Coût médian du Panier Minimum des Articles de Survie</i>
PNUD	<i>Programme des Nations Unies pour le Développement</i>
PVVIH	<i>Personnes vivant avec le VIH/SIDA</i>
RCA	<i>République centrafricaine</i>
RRM	<i>Mécanisme de Réponse Rapide</i>
SAG	<i>Groupe consultatif stratégique</i>
SECAL	<i>Sécurité alimentaire</i>
SIDA	<i>Syndrome d'Immunodéficience acquise</i>
SIGI	<i>Social institution and Gender index / Institution sociale et index sur le genre</i>
SMART	<i>Standardized monitoring and assessment on relief and transitions / Suivis et évaluations normalisées de l'aide et des transitions</i>
UNFPA	<i>Fonds des Nations Unies pour la Population</i>
UNHAS	<i>Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies</i>
UNHCR	<i>United Nations High Commissioner for Refugees / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés</i>
UNICEF	<i>United Nations Children's Funds / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance</i>
UNMAS	<i>United Nations Mine Action Service / Service de l'action antimines des Nations Unies</i>
USD	<i>Dollar américain</i>
VBG	<i>Violences basées sur le genre</i>
VIH	<i>Virus de l'immunodéficience humaine</i>
VSLC	<i>Violences sexuelles liées au conflit</i>

Notes finales

- 1 ICASEES : résultats de la cartographie censitaire, mars 2022 : icasees
- 2 Ibid.
- 3 Banque mondiale (portail de données en ligne, consulté en septembre 2023 : Countries | Data (worldbank.org))
- 4 Ibid
- 5 UNICEF, Enquête par grappes à indicateurs multiples, 2021. [MICS4 Preliminary Findings \(unicef.org\)](https://www.unicef.org/mics4-preliminary-findings) <https://www.unfpa.org/data/world-population/CF>
- 6 UNFPA, 2023; <https://www.unfpa.org/data/world-population/CF>
- 7 REACH-INITIATIVE, Analyse des besoins multisectoriels (MSNA, 2021)
- 8 Banque Mondiale, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/centralafricanrepublic/overview>
- 9 Loi n° 16_004 instituant la parité entre les hommes et les femmes en RCA
- 10 ONU Femmes, Ibid.
- 11 <https://allsurvivorsproject.org/i-dont-know-who-can-help-men-and-boys-facing-sexual-violence-in-central-african-republic/>
- 12 OCHA (HNO 2023, p80)
- 13 UNICEF, Fiche d'information de la RCA, 2021.
- 14 OCHA, rapport de mission intersectorielle à Sam-Ouandja, septembre 2022
- 15 <https://www.unfpa.org/data/world-population/CF>
- 16 Ibid
- 17 [Girls not Brides: Drivers of child marriage in Central African Republic \(consulté le 09 Octobre 2023\)](#)
- 18 UNICEF, Child Marriage in West and Central Africa: A statistical overview and reflections on ending the practice; June 2022.
- 19 PNUD, Rapport sur le développement humaine 2021/2022
- 20 Key Highlights on the Central African Republic Economic Update: Focus on Fuel Subsidies (worldbank.org)
- 21 Banque Mondiale, Note de conjoncture économique de la RCA : focus sur les subventions aux carburants, Juin 2023.
- 22 Banque Mondiale, "Mémorandum Économique : RCA – De la fragilité à la croissance accélérée et inclusive », mai 2022
- 23 Banque Mondiale, Cahiers économiques de la RCA, quatrième édition, juillet 2021
- 24 FMI, Rapport 23/55, Consultations de 2023 au titre de l'article IV et demande d'accord de 38 mois au titre de la FEC, mai 2023.
- 25 Ibid.
- 26 [World Bank, 2003](#)
- 27 Communiqué de presse du FMI n° 23/129, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2023/04/28/pr23129-IMF-Executive-Board-Approves>.
- 28 2019 Index of Economic Freedom. CAR profile <https://www.heritage.org/index/country/centralafricanrepublic>
- 29 <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/republique-centrafricaine-la-cour-constitutionnelle-resultat-referandum>
- 30 APPR : Accord politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine
- 31 Minusca, [https:// minusca.unmissions.org/evaluer-et-redynamiser-le-processus-de-paix-en-rca](https://minusca.unmissions.org/evaluer-et-redynamiser-le-processus-de-paix-en-rca)

- 32 <https://www.trtafrika.com/fr/africa/centrafrique-dissolution-de-cinq-groupes-armes-13039481>
- 33 MINUSCA, données JMAC octobre 2023.
- 34 HNO 2022 : contexte politique, judiciaire et légal
- 35 Minusca, Human Rights violations and abuses – January - August 2023
- 36 Dix ans après le coup d'État, la RCA est-elle confrontée à une nouvelle crise majeure ? | Crisis Group
- 37 The indigenous World 2021: Central African Republic – IWGIA - International Working Group for Indigenous Affairs
- 38 Donne UNMAS octobre 2023
- 39 <https://reports.unocha.org/fr/country/car/card/4WXvC9mefW/>
- 40 <https://reports.unocha.org/fr/country/car/card/4WXvC9mefW/>
- 41 https://twitter.com/OCHA_CAR/status/1510970050320244736
- 42 <https://reports.unocha.org/fr/country/car/card/t2nPabhl7w/>
- 43 PAM, Analyse des points chauds de transhumance, contraintes d'accès physique et insécurité alimentaire en RCA, 2021-2022
- 44 Cellule Interministérielle de planification et de Coordination des pistes rurale (MET/MMAD, 15 septembre 2023).
- 45 ARCEP
- 46 Données mondiales, <https://www.donneesmondiales.com/>
- 47 Télécommunications en RCA ([donneesmondiales.com](https://www.donneesmondiales.com/))
- 48 Ibid
- 49 Nations Unies, Analyse commune de la RCA, Février 2022
- 50 Ibid
- 51 Ibid
- 52 Ibid
- 53 IPS, 2019
- 54 REACH (MSNA, septembre 2023)
- 55 Ministère de l'Environnement
- 56 climateknowledgeportal.worldbank.org
- 57 GERICS (2015). Climate-Factsheet, Central African Republic
- 58 Confirmé par le 7^{ième} rapport du GIEC. Cf: IPCC, 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Regional fact sheet – Africa.
- 59 RCA, coordination National Climat, octobre 2021.
- 60 Banque Mondiale, Note de conjoncture économique de la RCA : focus sur les subventions aux carburants, Juin 2023.
- 61 www.icrc.org/republique-centrafricaine-menace-changement-climatique
- 62 INSO
- 63 Mécanisme de réponse rapide (RRM) en RCA
- 64 Ibid
- 65 Ibid
- 66 OIM, DTM round 16 août 2023.
- 67 <https://reports.unocha.org/fr/country/car/>

- 68 OCHA RCA, aperçu de mouvements de population, Juillet 2023
- 69 <https://reports.unocha.org/fr/country/car/>
- 70 IOM, Rapport de suivi de déplacement, Round 19, septembre 2023
- 71 Ibid [Central African Republic | Displacement Tracking Matrix \(iom.int\)](#)
- 72 [Central African Republic | Displacement Tracking Matrix \(iom.int\)](#)
- 73 OHCHR, Rapport sur les VSLC commises par le FRPC et l'UPC dans les préfectures du Mbomou et de la -----Haute-Kotto, Décembre 2020 à mars 2022.
- 74 <https://www.trtafrika.com/fr/africa/centrafrique-dissolution-de-cinq-groupes-armes-13039481>
- 75 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, octobre 2023.
- 76 MINUSCA – Human Rights Division
- 77 Ibid.
- 78 UNFPA, 2023; <https://www.unfpa.org/data/world-population/CF>)
- 79 OMS CNPS 2021
- 80 UNAIDS, rapport de synthèse-estimations infranationales du VIH RCA, Décembre 2021 (rapport 30-05-2022) et décembre 2022 (rapport 12-05-2023)
- 81 UNAIDS, Ibid.
- 82 ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË septembre 2023 – Août 2024
- 83 ICASEES : SMART 2022
- 84 HCR, SITUATION D'URGENCE AU SOUDAN Mise à jour des arrivées en RCA Au 11 Septembre 2023.
- 85 <https://reports.unocha.org/fr/country/car/>
- 86 IOM, Evaluation des besoins humanitaires multisectoriels des populations affectées par l'arrivée de populations fuyant les violences au Tchad : Communes de Mia-Pende et de Bah-Bessar ; aout 2023.
- 87 Ibid.
- 88 Ibid.
- 89 [OCHA RCA, aperçu-des-incidents-affecte-les-travailleurs-humanitaires-janvier-septembre-2023](#)
- 90 OCHA, Aperçu semestriel sur l'accès humanitaire janvier – juin 2023
- 91 UNMAS, octobre 2023
- 92 ICASEES : SMART 2022
- 93 DTM, « Rapport sur les intentions futures RAPPORT SUR LES INTENTIONS FUTURES DES DEPLACES INTERNES INSTALLEES SUR LES SITES », décembre 2022
- 94 DTM, « Rapport d'enquête sur les intentions futures des déplacés internes installés en communautés d'accueil », mai 2023
- 95 DTM (Rapport sur les intentions futures des déplacés internes installés sur les sites), décembre 2022
- 96 Clusters Education et Protection de l'enfance (analyse conjointe des besoins d'éducation en situation d'urgence), octobre 2023
- 97 Ibid
- 98 Ibid
- 99 REACH (Initiative Conjointe de Suivis des Marchés)
- 100 Ibid
- 101 Ibid

- 102 Ibid
- 103 Ibid
- 104 Ibid
- 105 GTS (Cash Baromètre : Les perceptions des communautés en RCA sur les programmes de transferts monétaires), octobre 2022
- 106 REACH (MSNA 2023)
- 107 Ibid
- 108 REACH (MSNA 2023)
- 109 Le mécanisme 1612 de surveillance et de communication de l'information (m R m), qui porte sur six violations graves commises contre des enfants dans des situations de conflit armé
- 110 Entre le 27 août et le 27 septembre 2023
- 111 MSNA 2023 (REACH)
- 112 Ibid
- 113 JENA 2023